

## Un hélicoptère franco-allemand

Vaincre le scepticisme, l'incrédulité de ceux qui estiment que la coopération franco-allemande, si abondamment châtée, se paie trop souvent de mots, de gestes symboliques et pas assez de réalisations concrètes : tel semblait être le pari que s'était fixé M. André Girault, ministre de la défense, et avec lui son collègue ouest-allemand, M. Manfred Wörner. L'accord conclu le jeudi 16 juillet pour la construction d'un hélicoptère de combat franco-allemand est à cet égard un succès et marque le début d'une véritable politique de coopération militaire européenne.

Ce projet traîne depuis dix ans et butait sur l'impossibilité de parvenir à des compromis sur les caractéristiques de l'appareil ainsi que sur le problème des coûts. Les deux ministres ont, en quelque sorte, repris l'affaire de zéro, et on est parvenu en quelques mois à la définition technique, financière et industrielle de cet outil commun. Même s'il reste à M. Wörner à faire accepter le coût de ce projet par le Bundestag, cet accord fait que les deux pays ont pu oublier les échecs enregistrés ces dernières années dans le domaine de la production commune d'armements, celui notamment du char franco-allemand qui aurait dû succéder à l'AMX-30 en France et au Leopard-2 en RFA, et celui du projet de satellite d'observation militaire. En définitive, refusé par Bonn.

Cet accord semble, ainsi, ouvrir une nouvelle étape dans la coopération franco-allemande. L'autant qu'il vient quelques semaines après la proposition de chancelier Kohl de création d'une brigade franco-allemande que les deux ministres de la défense ont mis à l'étude et qui, selon leur philosophie pragmatique, ne devrait pas se limiter à la création d'une unité symbolique. Les difficultés sont nombreuses. On jugea peut-être de la façon dont elles peuvent être surmontées lors du prochain sommet entre MM. Kohl et Mitterrand en novembre prochain.

Ce nouveau tour pris par la coopération militaire entre les deux pays est en tout cas déterminant, en particulier parce qu'il renforce aux yeux des alliés d'outre-Rhin la crédibilité de la France, trop souvent mise en doute lorsqu'il s'agit d'une approche commune des problèmes de sécurité. Il relève de la volonté, manifeste depuis plusieurs années, de redonner vie à l'aspect militaire du traité de l'Élysée de 1963 qui fixe le cadre de cette coopération. La décision d'institutionnaliser les rencontres des ministres français et allemands de la défense avant chaque sommet, l'organisation de manœuvres conjointes, de même que la création de la force d'action rapide française, conçue pour participer au plus tôt à la bataille en Europe, vont dans le même sens : l'idée étant de renforcer le pilier européen de l'alliance atlantique sans affaiblir l'organisation militaire de l'Otan.

S'il s'agit d'une coopération accrue avec l'Allemagne en matière de défense fait désormais, en France, l'objet d'un assez large consensus, celui-ci devient fragile, voire inexistant, dès qu'il est question de projets concrets remettant en cause les dogmes gaullistes de la politique de défense française. Mais le mouvement se prouve en marchant, et c'est par des avancées concrètes que s'opérera la révision des dogmes. M. Chirac, recevant jeudi à déjeuner le président du Parlement européen, M. Plumb, citait la dernière conseil européen comme exemple des miracles que peut accomplir la volonté politique là où les obstacles semblaient insurmontables. L'accord vient d'être conclu en est une autre illustration.

(Lire page 10 l'article de JACQUES ISNARD.)

## La réponse française à l'ultimatum iranien

# Paris estime que Téhéran a rompu « de facto » les relations diplomatiques

Les autorités françaises devaient prendre acte, le vendredi 17 juillet, de la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran et en rejeter la responsabilité sur le gouvernement de Téhéran. Aussi bien à l'Élysée qu'à l'hôtel Matignon, on considère, en effet, que l'ultimatum lancé jeudi par l'Iran est inadmissible et équivaut par conséquent à une rupture « de facto ». Téhéran menaçait Paris

d'une rupture des relations diplomatiques dans les soixante-douze heures si le dispositif policier mis en place autour de l'ambassade d'Iran n'était pas levé.

L'annonce de la position française devait être faite à la mi-journée, après que M. Jacques Chirac se fut entretenu avec M. Mitterrand. Leur rencontre avait été précédée par une réunion de travail à Matignon à

laquelle ont participé, outre le premier ministre, MM. Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, et Raimond, ministre des affaires étrangères.

Le chef de la diplomatie était rentré précipitamment de la Côte-d'Ivoire, où il se trouvait en visite, vendredi matin, reportant le déplacement qu'il devait effectuer ensuite en Angola.

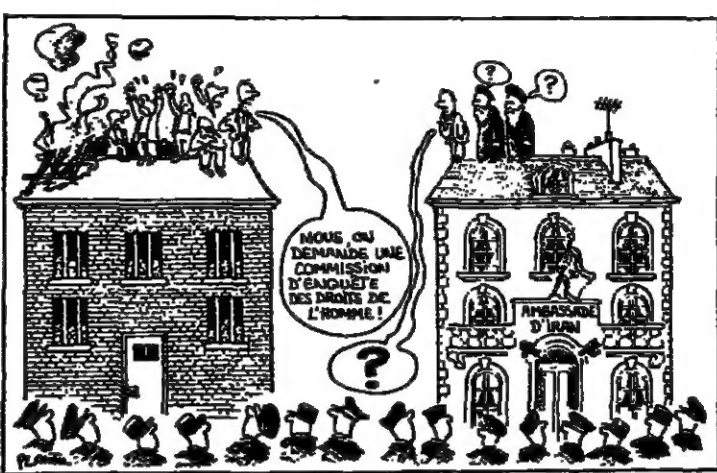
La rupture des relations diplomatiques, reconnaît-on de source française, ne mettra pas fin à la crise franco-iranienne mais le processus qui a été engagé par l'Iran ne laissera guère le choix. Deux points épineux demeurent : la situation de M. Wahid Gerdji, tout d'abord et celle des diplomates français à Téhéran ensuite. En particulier, celle de M. Torri, premier secrétaire, que Téhéran accuse d'espionnage et de trafic en tous genres. Des accusations démenties évidemment par le Quai d'Orsay. Pour l'instant, M. Torri ne quitte pas l'ambassade.

En ce qui concerne M. Gerdji, Paris est toujours décidé à ce que

cet interprète aux pouvoirs particuliers déferé à la convocation du juge Bouloque qui veut l'entendre dans le cadre des relations diplomatiques, ne le fera pourtant pas sortir par miracle des locaux de l'ambassade qui, conformément à la tradition, seront confiés par l'Iran à la garde d'un pays ami. Même après une rupture, les locaux conservent leur caractère d'inviolabilité et on peut imaginer que M. Gerdji s'efforcera à l'intérieur des locaux, alimenté par le personnel de l'ambassade amie.

JACQUES AMALRIC et FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 3.)



## La situation dans les prisons

# Le « coup de sang » des Baumettes

L'agitation a repris, le vendredi 17 juillet, dans la matinée, à la prison des Baumettes à Marseille où, le jeudi 16, plusieurs locaux avaient été incendiés par une centaine de détenus.

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Le coup de sang. Le coup de goule. Bonne pâte, les Marseillais ont attribué à la canicule, à cet air moite et suspendu d'avant l'orage estival, la brusque et inutile révolte, le mouvement de détournement général qu'a connu la maison d'arrêt des Baumettes le jeudi 16 juillet.

« Eux, au moins, ils auront eu le temps de se fatiguer les nerfs », commentait, fataliste, un sapeur-pompier après l'extinction des feux, derrière les hauts murs gris sur fond de calanques. Très exactement cinq heures. Cinq heures pour une mise à sac rarement égalée ces dernières années dans les prisons pour « l'expression d'un ras le bol », selon les termes de la directrice régionale des services pénitentiaires, M<sup>me</sup> Elise Pocat.

Cinq heures de bris et d'incendie, de razzia et de casse, avant que les forces de l'ordre n'interviennent, au grand étonnement, paraît-il, du ministre de l'Intérieur. Ce coup de colère a éclaté au bâtiment A peu après

11 heures du matin, pendant la promenade des prévenus, lorsque quinze détenus ont réussi à s'emparer, « sans violence », précise-t-on même à l'administration pénitentiaire, du trousser de clés d'un gardien. Quelques portes ouvertes, quelques dizaines de mètres gagnés sur les grilles, et le groupe débouche sur le terrain de sport.

Des ouvriers travaillent à l'aménagement du site. Ils s'enfuient sans demander leur reste, abandonnant aux mutins des pelles, des pioches ainsi qu'un bulldozer en parfait état de marche.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite et l'article de BERTRAND LE GENDRE page 8.)

■ «Le Harnais», de Robert Pinget. ■ Variété. ■ Des stars en prison. ■ Portrait de Tilly, l'auteur de «Y'a bon Bamboula».

Page 16

## Les dessins d'Antonin Artaud au Musée national d'art moderne

Pour la première fois, la quasi-totalité des dessins d'Antonin Artaud, l'auteur du «Théâtre et son double», sont exposés au Musée national d'art moderne. En dépit de leurs dissemblances, ils ont tous cette force que l'on trouve dans les écrits du poète.

Page 17

## Difficile démocratisation en Corée du Sud

# Séoul en proie au doute

Les deux principaux dirigeants de l'opposition sud-coréenne, MM. Kim Dae Jung et Kim Young Sam, ont demandé, le jeudi 16 juillet, dans une déclaration commune, la démission du nouveau gouvernement formé le 13 juillet par le président Chun Do Hwan, estimant que sa composition l'empêche de faire preuve « d'impartialité » dans l'organisation de l'élection présidentielle de 1988. Ce gouvernement, dirigé par M. Kim

Chung Yul, doit être remplacé, estiment-ils, « par un cabinet digne de confiance qui permettrait une réconciliation entre le gouvernement et le peuple ». Cette déclaration commune illustre les difficultés auxquelles le successeur désigné de M. Chun, M. Roh Tae Woo, va être confronté dans le processus de démocratisation qui s'est engagé, et qui, après l'optimisme des premiers jours, suscite à présent le doute en Corée du Sud.

SÉOUL de notre envoyé spécial

« Je veux croire de toutes mes forces à cette démocratisation. » Cet entrepreneur qui fabrique des presses dans le quartier industriel de Kuro à Séoul est conscient que l'instabilité politique peut avoir des effets catastrophiques sur son activité : « J'ai beaucoup emprunté, et si les commandes diminuent, je cours à la catastrophe », dit-il. Et pourtant, il veut que les choses changent. « Quand j'étais jeune, en 1960, j'ai manifesté contre Syngman Rhee. Nous l'avons chassé, mais tout est resté comme avant. »

Noire interlocuteur, âgé d'une cinquantaine d'années, est représentatif de cette catégorie de petits patrons qui ont profité de l'expansion économique. Alors pourquoi cette hargne contre les

régimes, celui de Park Chung Hee (1961-1979) puis celui de Chun Doo Hwan depuis 1980, qui en ont été les artisans ? Concrètement, qu'attend-t-il de la démocratisation promise ?

« Le bien-être pour nous commence par la « paix du cœur », un peu de tranquillité, la liberté de dire ce que nous pensons. Je suis patron : c'est normal de payer des impôts. Mais si je dis un mot de travers, je suis que, demain, j'aurai les inspecteurs du fisc sur le dos. On est condamné à ramper. Sinon, le pouvoir se venge. »

« Les petits fonctionnaires participent au système. Si on veut obtenir ce qui est simplement son droit, on doit les « payer de bonne humeur », leur « payer des cigarettes » comme on dit. Sinon, on devra attendre des semaines, des mois. »

« Ce que j'espère de la démocratisation, c'est un système en lequel je puisse avoir confiance. » La participation populaire massive, la semaine dernière, aux funérailles de l'étudiant Lee Han Yul, tué lors des manifestations de juin, a été un nouveau désaveu pour le régime de M. Chun Doo Hwan.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 6.)

## Le Monde

SANS VISA

■ Hollywood : stucs, plâtres & C°. ■ La table : tartes Tatin. ■ Escales. ■ Jeux.

Pages 11 à 14

مكتبة الامم المتحدة



# Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

1831  
1863  
1981

Quand les Polonais s'insurgent contre les tsars, toute la France vibre. Aux armes, citoyens, contre la tyrannie. « Toute la France est polonaise ! s'écrie La Fayette, en 1831, devant la Chambre des députés. Depuis le vétéran de la grande armée... jusqu'aux enfants des écoles qui nous envoient tous les jours les produits de leurs faibles épargnes. » Mais entre les protestations d'amitié et l'action, il y a un fossé... qui n'est pas franchi. « L'ordre règne à Varsovie. »



16 septembre 1831. A la chambre des députés, M. Sébastiani, ministre des affaires étrangères, s'écrit : « L'ordre règne à Varsovie ! »

## La Pologne écrasée et la France impuissante

Si j'étais un jour, un seul jour  
Le Dieu que la Pologne implore  
Sous ma justice avant l'aurore  
Le tsar pâlirait dans sa cour !  
Béranger, *Hélène-nous*, 1831.

par Jean-Noël Jeanneney

LE 13 décembre 1981, l'état de guerre est proclamé en Pologne, et l'oppression soviétique retombe de tout son poids sur un pays qui avait pu rêver quelque temps de retrouver la liberté perdue. Deux fois déjà, au dix-neuvième siècle, la France avait regardé vers le drame polonais — déjà passionnée et déjà impuissante.

De la Pologne démantelée, née, martyrisée par les trois partages successifs de 1772, 1793 et 1795, la Prusse, l'Autriche et la Russie s'étaient partagés les dépouilles. L'Etat polonais, partiellement ressuscité par Napoléon en 1807, n'avait été maintenu après le Congrès de Vienne que comme un protectorat russe étroitement surveillé par le tsar. Le « printemps des peuples » en 1830-1831, déclenché par la Révolution de juillet, soulève le pays en une glorieuse insurrection : à la fin de novembre 1830, un gouvernement national chasse le grand duc Constantin, qui administre le royaume, et proclame la déchéance de l'empereur Nicolas I<sup>er</sup>. Après des mois d'espérance et des fortunes diverses, le mouvement est définitivement écrasé en septembre 1831. Un tiers de siècle plus tard, en janvier 1863, une nouvelle révolte embrase le pays : provoquée par l'avènement du tsar Alexandre II, qui avait paru offrir des possibilités nouvelles aux nobles libéraux, mais qui réduisit les insurgés en quelques mois. Le mouvement est noyé dans le sang au début de 1864 par le sinistre Mouraviev, dit « le Pendu ».

### « Toute la France est polonaise »

Dans l'opinion française, en chacune de ces deux conjonctures, l'ébranlement fut profond, et beaucoup de réactions nous sont presque familières.

Il y a d'abord les vertus simples de la solidarité pour les combattants de la liberté contre l'empire russe, incarnation du plus sombre obscurantisme aux yeux de tous les libéraux d'Europe. D'où naît un manichéisme sommaire et fort. « La Russie, proclame tout uniment le *Temps* du 3 février 1831, est la patrie des Huns, (d'où) sont venus les flots de barbares qui ont étouffé la civilisation du monde, et qui l'extermineront encore. » L'éloquence de Michelet, dans un célèbre pamphlet de 1863, donne à ces cris d'indignation et de douleur leur forme la plus haute. « La Russie est en proie, écrit-il, au communisme instinctif, naturel, paresseux, qui est l'état invariable de tous les tribus animales avant que la vie individuelle et l'organisation propre se soient vigoureusement déclarés. Tels les mollusques au fond des mers ; tels nombre de sauvages des îles du Sud ; tel, dans un degré supérieur, l'insouciant paysan russe. Il dori sur la commune comme l'enfant au sein de la mère. Il y trouve un adoucissement au servage, triste adoucissement qui favorise l'indolence, la confirme et la perpétue. Le communisme russe n'est pas une institution, c'est une condition naturelle qui tient à la race, au climat, à l'homme, à la nature. »

Et ceci encore, que le recul rend saisissant : « La Russie n'admet rien de nous que le mal. Elle absorbe, attire à elle tout le poison de l'Europe. Elle le rend augmenté et plus dangereux. Hier elle nous disait : « Je suis le chrétienisme », demain elle nous dira : « Je suis le socialisme... » (1).

C'EST sur ce fond de feu et de sang que la Pologne, devant l'opinion libérale et romantique française, prend les couleurs vives de son courage et de son malheur. Naturellement les Français d'origine polonaise vibrent tout spé-

cialement. Ce ne sont pas encore les mineurs qui viendront au vingtième siècle, c'est le temps des nobles venus avec Stanislas Leszcynski et des officiers des armées napoléoniennes. Tandis qu'une cohorte d'émigrés souvent prestigieux incarnent à Paris les espoirs ou les malheurs de la nation opprimée : au premier rang, Adam Mickiewicz et Frédéric Chopin, dont la belle Bibliothèque polonaise de l'île Saint-Louis, où il joua, porte encore le souvenir. Tandis que resurgit la figure illustre de Kosciuszko, général vaincu du dernier partage, héros incarnant, près de deux siècles avant Walesa, l'inflexibilité du refus et bénéficiant de tous les prestiges de l'imaginaire populaire.

Fallait-il se contenter d'un long gémissement de sympathie impuissante ? La passivité affligée fait horreur à toute la gauche — et voici que, très vite, en 1830 comme en 1863, se noue le débat sur une éventuelle intervention.

Dès décembre 1830, la presse parisienne, à la seule exception de la droite légitimiste, s'émoue, relayée bientôt par le théâtre, la poésie et la chanson populaire. Béranger en tête. A hauts cris, on réclame que la France marque sa solidité.

« J'aime à le penser, est polonaise aussi ; mais au nom de Dieu ! qu'il le montre donc d'une manière énergique car ce n'est que par l'énergie que nous pouvons réussir (3). »

Tous les stratèges en chambre s'exercent à définir la forme d'une action possible. Tandis que le général Lamarque, ancien combattant de la campagne de Russie et l'un des héros de l'opposition républicaine à Louis-Philippe, évoque une intervention navale en mer Noire, du côté de Sébastopol et d'Odessa (annonçant ce qui sera, pour d'autres motifs, la guerre de Crimée de 1854-1855), l'avenir de Lamennais préfère une action par le nord, écrivant, le 18 mai 1831 : « C'est sous le feu des batteries de Cronstadt, au bruit de notre canon, qu'il fallait demander grâce pour la Pologne. Que le gouvernement se hâte donc d'agir... »

EN 1863, l'événement ayant été plus prompt et l'affaire réglée plus vite, le débat fut plus ramassé. Mais l'opposition libérale ne se priva pas pour autant de reprocher son inaction au gouvernement de Napoléon III. C'est le temps de l'expédition du Mexique : le caricatu-



Caricature parue dans le *Charivari* (1863) : « Dis papa, est-ce que c'est plus loin que le Mexique, la Pologne ? Pourquoi on n'y va pas ? »

riste Charles Vernier, dans le *Charivari*, peint un bambin costumé en soldat et qui interpelle son père en ces termes : « Dis papa, est-ce que c'est plus loin que le Mexique, la Pologne ? Pourquoi on n'y va pas ? »

Du côté des tenants de l'abstention, en 1830-1831, le parti de la droite, qui est attaché au statu quo des pouvoirs héréditaires, se renforce vers le centre de celui des partisans d'une *realpolitik* qu'enquête l'éventuelle remède en cause d'un fragile équilibre européen. Et le mot fameux et très franc de Claude Cheysson, le 13 décembre 1881, disant à chaud que la France n'a « absolument pas » l'intention de « faire quelque chose », renvoie aux propos du président du conseil, Casimir Perier, déclarant à la Chambre, le 19 septembre 1831, au moment des derniers soubresauts de l'insurrection et après la chute de la capitale polonaise : « A la nouvelle des événements de Varsovie, la France a éprouvé un sentiment douloureux ; mais tous les bons citoyens, en s'associant à la situation de la Pologne, n'ont pas oublié ce qu'ils doivent à leur propre pays, et assurément ils ne veulent pas réparer les malheurs de la France !... Trois jours plus tôt, le 16 septembre 1831, le général Sébastiani, ministre des affaires étrangères, a eu

l'exclamation célèbre et qui résonne lugubrement à gauche : « L'ordre règne à Varsovie. »

Chez les partisans de l'inaction les plus sincèrement désolés, on retrouve souvent une même mise en garde : « Prêtez attention, disent-ils régulièrement, au péril que vous faites courir aux Polonais eux-mêmes, si vous leur laissez attendre, par les proclamations enflammées de votre approbation, un soutien que vous ne serez pas capables ensuite de leur apporter ! » On songe aux Américains de Radio Free Europe appelant Budapest à la révolte en 1956 et restant ensuite l'arme au pied derrière le rideau de fer quand les chars soviétiques écrasèrent le mouvement de Nagy. Les Hongrois de 1956 auraient pu reprendre à leur compte, en y changeant peu de mots, les phrases mêmes de la XII<sup>e</sup> circulaire du gouvernement national polonais, en date du 15 août 1831, à ses représentants à l'étranger : « Si la France et l'Angleterre nous abandonnent aujourd'hui et ne réalisent en rien les espérances qu'elles nous ont données, ce ne sera point l'acharnement de la Russie, ni l'indifférence de la Prusse, ni l'indifférence de l'Autriche, ce sera la sympathie que la France et l'Angleterre nous auront montrée qui aura causé notre ruine. Si ces deux puissances avaient repoussé avec vigueur, dès le commencement, nos demandes, si elles nous avaient dit : « Nous ne vous secourrons pas », nous ne nous serions point laissé bercer par des illusions funestes, nous aurions eu recours à d'autres moyens de salut qui, peut-être, auraient assuré nos succès (4). »

MORALE et réalisme... Lorsque Laurent Fabius, au moment de la visite de Jaruzelski à François Mitterrand, le 4 décembre 1985, quatre ans après la « normalisation », se dit publiquement « troublé » par l'événement, il exprimait de façon spectaculaire une douleur morale devant un choix qui lui paraissait déjà marqué de trop de réalisme. Mais les remous qu'il provoqua sur l'échiquier parlementaire étaient propres à rappeler que, comme toujours, la politique intérieure venait bientôt mêler ses soucis aux préoccupations étrangères.

Naturellement, la configuration varie. Lorsque le tsar Alexandre II visita l'Exposition universelle à Paris en juin 1867, un jeune avocat s'avance crânement vers lui, le chapeau vissé sur la tête et s'écria : « Vive la Pologne, Monsieur ! » Ce n'était pas seulement un hommage exalté au peuple martyrisé, c'était aussi, très réfléchi, un cri dirigé directement contre Napoléon III. Il s'agissait de Charles Floquet, républicain affirmé qui fut plus tard, dans les années 1880 et 1890 chef du gouvernement et président de la Chambre. Encore sait-il bien que l'attachement de l'empereur au principe des nationalités, qu'il a servi en Italie et ailleurs, ne rend pas (même si, en l'occurrence, le gouvernement français s'est borné à envoyer une note de protestation au tsar) le schéma aussi simple qu'il l'était en 1831. Car alors c'étaient les tenants du légitimisme nostalgique, les fidèles de Charles X, les vaincus des barricades de juillet qui s'étaient faits les approbateurs explicites de la répression tsariste.

Faut-il donc insister sur un contraste violent avec notre contemporain, puisqu'en décembre 1981 le seul Parti communiste, à l'extrême gauche, se refusa à blâmer Moscou ? Faut-il parler d'une inversion du jeu ? Ce serait oublier l'essentiel : à savoir que ce qui l'emporte, après tout, c'est la continuité d'une communion avec les dirigeants de la Russie, et peut-être, au fond des cœurs aussi, un attachement à tous les prestiges de l'ordre établi.

Prochain article : la victoire de Jeanne Chauvin, avocate (numéro du 20 juillet daté 21)

Du côté des catholiques, en revanche, comme le tableau a changé ! Qu'il suffise d'opposer terme à terme l'attitude de la papauté d'alors et celle d'aujourd'hui : le pape Grégoire XVI soutient partout les souverains en place, parce que représentants de Dieu — raison doctrinale — et remparts contre la révolution — raison politique. Le 9 juin 1852, il condamne durement les insurgés polonais, qui avaient servi à la fois la cause nationale et la cause catholique, et attribue le soulèvement aux manœuvres « de quelques fabricants de ruses et de mensonges qui, sous prétexte de religion, dans notre âge malheureux, relèvent la tête contre la puissance des princes (5) ».

### Le pape condamne l'insurrection

Avec le groupe des catholiques libéraux emmené en France par Lamennais et Montalembert, le choc est brutal (6) car, dès l'origine, leur journal, *l'Avenir*, a tenu farouchement sa place dans le camp des défenseurs des insurgés : « Libre et catholique Pologne », s'écrit Montalembert dans les colonnes du journal le 12 décembre 1830, *parie de Sobieski et de Kosciuszko, toi qui fus aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles l'héroïne du catholicisme défilant, nous saluons ta nouvelle aurore, nous te convions à la sublime alliance de Dieu et de la liberté... »* Aussi bien la condamnation des insurgés par le pape joue-t-elle un rôle historique dans la rupture de Lamennais avec le catholicisme romain et avec l'épiscopat français (7). Le 14 octobre 1832, Lamennais écrit à Montalembert : « La Pologne et nous, ce n'est qu'un, notre amour est là, notre espérance aussi. » Quelques mois plus tard, les deux hommes présentent ensemble au public français une traduction du *Livre des pèlerins polonais*, d'Adam Mickiewicz, qui montre les exilés cherchant leur chemin à travers le monde, incarnant l'âme errante de la nation au tombeau. On est dans la ligne de ce messianisme qui a surgi en Pologne au début du dix-neuvième siècle, selon lequel le démantèlement du pays serait une nouvelle crucifixion, en attendant que le peuple élu des Polonais retrouve son unité et sa liberté pour se faire collectivement la prophétie d'une nouvelle ère chrétienne. « Christ à travers les nations », n'en déplaise à Rome, la Pologne comme le fils de Dieu ressuscitera.

EN décembre 1981, le communisme athée règne en Russie et non plus le souverain de la Sainte Alliance, et comme pour incarner symboliquement le retournement, c'est un pape polonais qui siège sur le trône de Pierre, un pape dont nul ne jugera que ses sympathies sont encore celles de Grégoire XVI. Et même ne se prendrait-on pas à penser parfois que quelques traces du messianisme apparurent jadis dans son pays, et que son prédécesseur dénonça si hautement, pourraient bien subsister en lui ?

- (1) Michelet, *Pologne et Russie, œuvres complètes*, tome XVI, Flammarion.
- (2) La plupart des citations suivantes sont données par Michel Frideff, « L'opinion publique française devant l'insurrection polonaise de 1830-1831 », *Revue internationale d'histoire politique et constitutionnelle*, n° 6-7-8, 1952. Cf. aussi, du même, « L'opinion publique française et l'insurrection polonaise de 1863 », *Le Monde slave*, 1938, tome II.
- (3) Cité par Edmond Marek in *La Pologne et l'insurrection de 1930-1931. Sa réception en Europe*, Actes du colloque de Lille de mai 1981, édité par Daniel Beauvois, Lille, 1982, p. 139. (L'ensemble est précieux.)
- (4) Cité par René Marlet, *La France et la Pologne : réalités de l'est européen*, Paris, Hachette-Marek Rivière, 1931.
- (5) Adrien Dametto, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, Paris, Flammarion, nouvelle édition, 1965, p. 237.
- (6) Gaston Bachelard, « Varsovie, Rome, Paris. Jalousie d'un itinéraire intellectuel et religieux », *La Pologne*, Lamennais et ses amis, 1830-1834, 142 pages dactylographiques, cité par Yves-Marie Hilaire, « La Pologne à la recherche de son passé », *Le Monde* du 3 janvier 1984.
- (7) Cf. Louis Le Guillou, « La Pologne et les Mémoires en 1830 », colloque de Lille, cité p. 101-109.



## La crise franco-iranienne après l'ultimatum de Téhéran

## Le pari perdu de M. Moayeri

La mise en demeure de Téhéran qui a mené le jeudi 16 juillet de rompre avec Paris consécra la victoire de ceux qui, en Iran, s'opposaient depuis plusieurs années déjà au processus de normalisation engagé à partir de 1985 par l'ancien chargé d'affaires de Téhéran à Paris, M. Ali Réza Moayeri. Dès son arrivée dans la capitale iranienne, à cette date, ce dernier avait fondé comme objectif prioritaire la liquidation du contentieux qui opposait l'Iran à la France depuis la victoire de la révolution islamique.

Son travail à Paris avait été fort apprécié par les responsables iraniens, notamment par l'homme de confiance de l'ayatollah Khomeini, le tout-puissant président du Majlis (parlement iranien) qui l'avait nommé dès son retour à Téhéran au poste de vice-premier ministre, chargé des problèmes politiques. M. Moayeri était ainsi devenu le seul et unique responsable du dossier franco-iranien, et l'interlocuteur privilégié de Paris, au détriment du ministre des affaires étrangères M. Ali Akbar Velayati, ainsi désaisi d'un problème qui en toute logique entraînait dans ses attributions. Cette étrange nomination constituait le point de départ d'une longue rivalité entre le cabinet du premier ministre M. Mir Moasser, dont faisait partie M. Ali Réza Moayeri, et le bureau du ministre des affaires étrangères, compliqué de plus en plus de la tâche des parades de la normalisation avec la France.

Le rapprochement avec la France a été par ailleurs critiqué dès le début par les radicaux de la République islamique, c'est-à-dire les commandants des pasdaran (gardes de la révolution) et les différents militants des organisations révolutionnaires qui étaient opposés à l'ouverture vers l'Occident et préconisaient une politique de « service isolé » en affirmant que l'Iran n'avait pas besoin d'établir des relations

internationales avec les « Grands et Petits Satrapes » et devait se contenter de consolider ses rapports avec les pays du tiers-monde « en général et les Etats islamiques en particulier ».

Cependant, les adversaires de l'ouverture vers l'Occident et la France ne faisaient pas le poids. D'autant plus que l'expulsion des Moudjahidines de France en 1986 avait renforcé la position du clan Moayeri en démontrant que la politique de normalisation avec la France était payante. Après l'échec de l'« étrange », qui dans l'esprit de M. Rafsanjani devait conduire le premier pas vers le renforcement des liens avec l'Occident, le président du Majlis a intensifié ses efforts en vue de liquider le contentieux avec la France, dans le but d'obtenir à tout prix un succès concret dans ce domaine.

## Vaincre le clan des « profrançais »

Il comptait sans les critiques de ses détracteurs qui faisaient valoir que le rapprochement avec la France était une entreprise chimérique et que jamais Paris n'observerait une politique de stricte neutralité dans la guerre du Golfe, ce qui constituait l'un des objectifs prioritaires du rapprochement avec la France. Les critiques de certains journaux opposés à la normalisation avec Paris, dont *Rassalat* et *Halas* se firent de plus en plus acerbes. Les détracteurs accusèrent le premier ministre, M. Chirac, de n'avoir pas tenu ses engagements en négligeant de résoudre entièrement l'opposition iranienne en France et affirmèrent même que les Moudjahidines avaient été en fait, autorisés à poursuivre leurs activités en France et à reconstituer leurs réseaux.

Les adversaires de la normalisation s'en prirent également à

M. Wahid Gordji, accusé d'être un « agent des Français » et d'un « esprit occidental ». En fait, à travers Gordji, c'était M. Ali Réza Moayeri, dont il a toujours été le bras droit, qui était visé. Ce qui est devenu « l'affaire Gordji » a été une occasion en or pour affaiblir la position du vice-premier ministre et renforcer par la même occasion les prérogatives du ministre des affaires étrangères longtemps tenu à l'écart du dossier franco-iranien.

Ce qui explique l'escalade à laquelle se sont livrés les diplomates iraniens en poste en Suisse, sur instruction directe de M. Velayati, à la suite de l'affaire Aminzadeh, et qui aboutit à la mise en accusation comme espion et trafiquant de M. Paul Torri, premier secrétaire à l'ambassade de France à Téhéran.

Sentant le danger, M. Moayeri s'est livré à une ultime défense de sa politique de rapprochement avec la France, dans une déclaration faite à l'agence d'information IRNA, dans laquelle tout en faisant l'éloge de sa politique de normalisation, il demandait à la France de lui faciliter la tâche en supprimant les « goulots d'étranglement dans le processus de normalisation ».

Ce vibrant plaidoyer, transmis mercredi soir par l'agence IRNA dans ses bulletins vers l'étranger, devait être diffusé par la télévision iranienne dans la soirée du jeudi. Apparemment, le ministre des affaires étrangères a pris de court M. Moayeri, en rendant public en fin de matinée l'ultimatum de Téhéran, qui équivalait pratiquement à une rupture des relations diplomatiques entre Paris et Téhéran.

C'est ainsi qu'était vaincu le « clan des profrançais » de Téhéran.

JEAN GUEYRAS.

## Wahid Gordji, le « commissaire politique »

L'homme qui, entre la France et l'Iran, est à l'origine de l'épreuve de force diplomatique n'est pas, selon ceux-là mêmes qui dirigent l'enquête, le « gros poisson » du terrorisme que la presse a parfois décrit. Conseiller, homme d'affaires, interprète, Wahid Gordji est surtout considéré par les services français comme une sorte de « commissaire politique » chargé d'entretenir en France des relations avec tous les milieux attirés par la révolution islamique et par l'Iran de Khomeiny. C'est à ce titre qu'il avait noué des contacts avec plusieurs groupes de la communauté maghrébine travaillant par l'intégrisme ; c'est à ce titre également qu'il fréquentait quelques groupuscules néo-nazis dont certains, pensent les policiers, en recevaient une aide financière. Le nom de Wahid Gordji avait été également cité dans l'enquête sur les attentats de septembre 1986. M. Gilles Bouloque, juge d'instruction chargé de ce dossier, désirait l'entendre. Mais lorsque le 3 juin les policiers se sont présentés à son domicile pour le conduire dans le cabinet du magistrat, Wahid Gordji avait déjà pris la large.

Très vite, les services de police ont su qu'il s'était réfugié dans les locaux de l'ambassade d'Iran, mis « au parfun » par M. Didier Destrémeau, ancien officier des services de renseignement aujourd'hui fonctionnaire du Quai d'Orsay. Lors de son audition, le 8 juillet, par le juge Bouloque, M. Destrémeau a nié avoir commis cette indiscrétion, mais les responsables de l'enquête auraient la preuve formelle du contraire. Leur seul doute porte sur le degré d'initiative individuelle dont a fait preuve celui que de hauts policiers appellent ironiquement le « Barril du Quai d'Orsay ».

A ce niveau de l'affaire tout a été tenté, affirme-t-on encore au ministère de l'Intérieur, pour faire baisser la pression. Des contacts secrets ont été pris avec des responsables iraniens pour leur assurer que l'audition de Wahid Gordji ne devait pas nécessairement déboucher sur une incrimination. Une incarcération paraît exclue, et il même été précisé. Méfiants, les Iraniens n'ont pas compris ou ne voulaient comprendre le

message. Convaincus que les forces de police s'apprêtaient à investir l'ambassade, ils ont commencé à brûler leurs archives, sous les yeux des policiers et des journalistes qui entouraient le bâtiment et qui ont aperçu les flammes s'échappant des cheminées.

## Le double de documents brûlés

Cette destruction massive de documents est indirectement à l'origine de l'incident qui a opposé les diplomates français de l'aéroport de Genève-Colonin à M. Mohsen Aminzadeh, diplomate iranien qui a été contrôlé par les douanes françaises alors qu'il s'embarquait, samedi, pour Paris. Imprudemment, M. Aminzadeh transportait dans son bagage personnel — c'est-à-dire hors de la protection que confère la valise diplomatique — six enveloppes de documents codés, vraisemblablement les doubles de documents brûlés à Paris quelques jours plus tôt et dont l'ambassade avait besoin. C'est, dit-on à Paris, pour camoufler cette faute professionnelle auprès de sa hiérarchie à Téhéran, que le diplomate, tentant de faire croire qu'il avait été brutalisé pour ouvrir sa valise, s'est roulé par terre et s'est porté lui-même quelques coups.

La rapide dégradation des relations entre la France et l'Iran ne sera sans doute pas sans conséquences sur le problème des otages, mais les responsables français apparaissent comme découragés devant l'impossibilité où ils sont de trouver une solution. Une profonde méfiance s'est maintenant installée envers leurs interlocuteurs, qu'il s'agisse des officiels iraniens ou des hezbollah libanais qui détiennent les otages français. Le sentiment qu'aucune concession nouvelle n'est possible semble faire son chemin, sentiment conforté par l'attitude des Allemands qui paraissent être parvenus à la même conclusion pour ce qui concerne leurs otages.

Deux citoyens ouest-allemands, Rudolf Cordes et Alfred Schmidt, ont en effet été enlevés à Beyrouth, il y a plusieurs mois, pour être échangés contre deux Libanais

incarcérés en République fédérale. Mohamed et Abbas Hamadei. Frère d'un important dirigeant hezbollah libanais, Mohamed Hamadei est accusé par les autorités américaines d'avoir dirigé le détournement d'un Boeing de la TWA en 1985, à Beyrouth. En menaçant l'Allemagne fédérale d'importantes représailles, les hezbollah ont finalement réussi à empêcher l'extradition de Mohamed Hamadei vers les Etats-Unis. Mais devant l'échec de toute négociation avec les ravisseurs, les Allemands ont récemment décidé de juger chez eux Mohamed Hamadei. Une trentaine de témoins, passagers de l'avion, l'ont formellement reconnu comme le chef du commando responsable du détournement du Boeing au cours duquel un militaire américain fut assassiné.

A Paris, on se défend d'avoir à l'égard des otages une attitude coordonnée avec celle des Allemands. Mais les contacts étroits noués avec la RFA en matière de lutte antiterroriste ne sont sans doute pas étrangers à ces évolutions parallèles.

GEORGES MARION.

## Les effectifs des ambassades

● A Téhéran. — Quinze personnes se trouvent toujours à l'intérieur de l'ambassade de France. Huit possèdent le statut diplomatique. Deux femmes d'origine française travaillent à l'ambassade ou pu quitter Téhéran au cours des derniers jours. Deux autres agents en ont été empêchés. La femme de M. Torri et leur bébé de quelques semaines se trouvent toujours à Téhéran.

● A Paris. — Les effectifs de l'ambassade d'Iran s'élèvent actuellement à quarante-cinq personnes. Cinq ont un passeport diplomatique. Les quarante autres (chauffeurs, gardes, interprètes) sont détenteurs d'un passeport de service. Un fonctionnaire a été empêché de quitter la France.

## Paris estime que l'Iran a rompu « de facto » les relations diplomatiques

(Suite de la première page.)

La seconde difficulté n'a pas échappé non plus aux autorités françaises qui sont bien décidées à retourner en France les diplomates et fonctionnaires iraniens affectés à l'ambassade tant qu'ils n'auront pas la certitude que les diplomates et fonctionnaires français en poste à Téhéran pourront quitter le pays.

C'est pourquoi, depuis plusieurs jours, les diplomates iraniens font l'objet d'une surveillance tout particulière qui a été encore renforcée lorsque deux fonctionnaires français se sont vu refuser il y a quarante-huit heures la possibilité de quitter Téhéran. Jeudi matin, un fonctionnaire iranien a ainsi été empêché de quitter Roissy et dans la nuit de jeudi à vendredi ce sont quatre diplomates — dont deux chargés d'affaires — qui ont été empêchés de gagner la Suisse par la route. Ils ont été interceptés aux portes frontalières de Fompey, de Saint-Louis et de Pontarlier. Ils circulaient à bord de voitures portant des plaques diplomatiques et ont été accompagnés pour la

plupart à leurs domiciles parisiens. Ces interceptions ont été confirmées par le ministère de l'Intérieur qui a précisé que l'interdiction de quitter le territoire français est en vigueur depuis samedi dernier.

La première réponse de Paris à l'ultimatum iranien était venue de jeudi. Dès 23 h 30, la police avait en effet renforcé considérablement sa présence autour de la chancellerie iranienne, dont la façade était éclairée à l'éclairage.

C'est en fin de matinée jeudi que Radio Téhéran avait lancé l'ultimatum. Signe des temps, avant même que le Quai d'Orsay ait réagi, le ministre de l'Intérieur indiquait : « Il n'est pas question pour l'instant de lever le service d'ordre ou de supprimer les contrôles d'identité » devant l'ambassade d'Iran. Peu après, le Quai d'Orsay publiait à son tour un communiqué, qui rejetait implicitement l'ultimatum et qui affirmait : « Le chargé d'affaires de France à Téhéran a été convoqué ce matin par le directeur du protocole

iranien, qui lui a tenu les propos rapportés par l'agence IRNA. Ces propos ont été confirmés par la remise d'une note officielle. On rappelle au ministre des affaires étrangères que la position française a été clairement définie ces derniers jours par les autorités françaises », concluait le texte.

Une référence claire aux propos encore tenus par le ministre des affaires étrangères, M. Raymond au cours du conseil des ministres de mercredi : « La France ne transigera pas sur les principes de droit en ce qui concerne l'audition de M. Gordji par la justice française ». Fermant toute porte à un compromis de procédure, M. Mitterrand avait déclaré par sa part le 14 juillet : « M. Gordji doit être entendu (...) au palais de justice, sans que son soit en quel que ce soit conduit à observer des procédures particulières. C'est la loi, et un iranien comme un autre doit s'y soumettre ».

Alors que toutes ces mesures étaient prises à Paris, dans une inter-

view à Radio-Téhéran, captée par la BBC, le vice-ministre iranien des affaires étrangères chargé des affaires politiques déclarait à propos de M. Mohsen Aminzadeh, ce diplomate iranien que Téhéran accuse la douane française d'avoir maltraité à Genève : « Bien que le chargé d'affaires français à Téhéran (M. Pierre Lafrance) ait rencontré des responsables de notre ministère et ait présenté des excuses (ce qu'il dément le Quai d'Orsay) pour cet acte illégal de la part de la police française, nous continuerons de suivre cette affaire jusqu'à ce que nous obtenions des détails plus précis et nous adopterons alors une décision définitive ».

« De toute évidence, poursuit M. Cheikholsain, cet incident (de l'aéroport de Genève) aura un impact sérieux et sévère sur nos relations mutuelles et nous ne permetrons pas à la France ou à tout autre pays d'ignorer leurs engagements internationaux. Cependant, nous attendons les détails des auto-

rités françaises (...) et nous répondrons de façon appropriée ».

Les services de sécurité français ont « confirmé de différentes façons qu'ils avaient vu des documents au diplomate iranien », avait enfin conclu le vice-ministre iranien avant de remercier les autorités suisses dans cette affaire.

M. Aminzadeh qui a été transféré mercredi par avion depuis Genève aurait été hospitalisé à Téhéran dans une unité de soins intensifs. Selon des spécialistes médicaux cités par l'IRNA, le diagnostic précis sur son état de santé ne pourra être réalisé qu'après une série de tests dont une tomographie au scanner. Les médecins suisses pour leur part s'étaient montrés très sceptiques sur la « maladie » de M. Aminzadeh.

Silencieux depuis le début de cette crise, le Hezbollah (parti de Dieu, intégristes chiites pro-iraniens) libanais s'est manifesté, jeudi à Beyrouth, pour condamner la politique de la France à l'égard de l'Iran. Dans un communiqué, il dénonce la politique de « certains

pays occidentaux qui créent des problèmes faibles visant à porter atteinte à l'image de marque de la République islamique et à ses diplomates, à travers des pratiques honteuses qui ont provoqué la colère des musulmans... ». Mettant à profit les pressions exercées par les deux super-puissances sur la République islamique pour l'arrêt de la guerre (du Golfe), la France, souligne encore le Hezbollah, suit actuellement une politique qui portera préjudice à ses intérêts dans le monde islamique. « Le Hezbollah conseille enfin aux autorités françaises « de ne pas s'attirer l'hostilité des musulmans du monde, dont l'Iran est le phare politique et religieux ».

Le Dihad islamique, qui déteste la plupart de otages occidentaux au Liban, dont au moins quatre des six Français, se réclame de l'idéologie du Hezbollah.

JACQUES AMALRIC  
ET FRANÇOISE CHIPAUX.

## Quinze jours de rebondissements

● 3 JUILLET. — Nouvelle série d'interpellations dans les milieux iraniens : MM. Faizollah, Chahmoud, Pasqua et Fandrad. La position du gouvernement demeure : M. Gordji doit se soumettre à la coopération du juge Bouloque.

Les services iraniens font preuve d'une grande discrétion.

● 4 JUILLET. — L'Iran met la France en garde contre les « conséquences imprévisibles » de « M. Gordji » de son ambassade à Paris, mais accueille les mesures contre l'ambassade de France à Téhéran.

● 5 JUILLET. — En voyage à Annema, M. Raymond annonce que les négociations pour la normalisation des relations franco-iraniennes, déjà en point mort depuis janvier, sont suspendues jusqu'au règlement de l'affaire Gordji.

● 6 JUILLET. — Dans une interview au *Monde*, M. Chirac laisse planer la menace d'une rupture des relations diplomatiques avec l'Iran. La famille de M. Gordji quitte Paris à bord de vol régulier d'Iran.

● 7 JUILLET. — M. Destrémeau, ministre de l'Intérieur, se présente « spontanément » chez le juge d'instruction Bouloque, chargé de l'enquête sur les attentats terroristes.

● 8 JUILLET. — L'Iran n'a pas l'intention de rompre ses relations diplomatiques avec Paris ou Londres. « A moins que ces pays se montrent eux-mêmes l'hostilité », affirme l'ayatollah Khomeini, président du Parlement iranien.

● 9 JUILLET. — Contacts franco-iraniens à Téhéran à propos de l'« étrange » de M. Gordji.

de travail avec les principaux ministres iraniens : MM. Faizollah, Chahmoud, Pasqua et Fandrad. La position du gouvernement demeure : M. Gordji doit se soumettre à la coopération du juge Bouloque.

Les services iraniens font preuve d'une grande discrétion.

● 4 JUILLET. — L'Iran met la France en garde contre les « conséquences imprévisibles » de « M. Gordji » de son ambassade à Paris, mais accueille les mesures contre l'ambassade de France à Téhéran.

● 5 JUILLET. — En voyage à Annema, M. Raymond annonce que les négociations pour la normalisation des relations franco-iraniennes, déjà en point mort depuis janvier, sont suspendues jusqu'au règlement de l'affaire Gordji.

● 6 JUILLET. — Dans une interview au *Monde*, M. Chirac laisse planer la menace d'une rupture des relations diplomatiques avec l'Iran. La famille de M. Gordji quitte Paris à bord de vol régulier d'Iran.

● 7 JUILLET. — M. Destrémeau, ministre de l'Intérieur, se présente « spontanément » chez le juge d'instruction Bouloque, chargé de l'enquête sur les attentats terroristes.

● 8 JUILLET. — L'Iran n'a pas l'intention de rompre ses relations diplomatiques avec Paris ou Londres. « A moins que ces pays se montrent eux-mêmes l'hostilité », affirme l'ayatollah Khomeini, président du Parlement iranien.

● 9 JUILLET. — Contacts franco-iraniens à Téhéran à propos de l'« étrange » de M. Gordji.

● 11 JUILLET. — Un incident opposé dans la partie française de l'aéroport de Genève-Colonin un diplomate de l'ambassade d'Iran à Paris, M. Mohsen Aminzadeh, à des douaniers français voulant vérifier le contenu de son attaché-case personnel. Controverse entre Paris et Téhéran sur le déroulement de cet incident. L'Iran reproche à la France des brutalités et accuse Paris d'avoir « volé » et photocopié des documents appartenant au diplomate.

● 12 JUILLET. — Le chargé d'affaires français à Téhéran, M. Pierre Lafrance, est convoqué au ministère iranien des affaires étrangères, à la suite de l'incident de Genève. Dans la nuit du 12 au 13, le Ville d'Avray, un porte-conteneurs français, est attaqué dans le Golfe par deux vedettes.

● 13 JUILLET. — La France accuse l'Iran d'avoir attaqué le Ville d'Avray et se réserve de faire valoir tous ses droits. La suite de cette grave affaire, annonce le ministère des affaires étrangères. L'ambassadeur de la marine nationale, le Vice-amiral Schenck, est envoyé à Bahrain rejoindre le Ville d'Avray. Exécution « coordonnée » sur l'Iran entre le président Mitterrand et le premier ministre M. Jacques Chirac. Evénement à Genève, Radio-Téhéran met en garde Paris « contre les conséquences désastreuses de ses actions ».

● 14 JUILLET. — Dans un entretien sur TF1, M. Mitterrand affirme : « M. Gordji doit se soumettre à la loi ; le juge d'instruction est chargé de l'enquête sur les attentats terroristes et il est responsable de l'incident sans que son soit conduit en

quel que ce soit conduit à observer des procédures particulières ».

Le ministère français du budget se refuse à commenter les informations selon lesquelles les douanes françaises ont saisi des documents confidentiels sur M. Aminzadeh à l'aéroport de Genève-Colonin. Nouveau rebondissement : le premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran, M. Paul Torri, est accusé d'espionnage et convoqué pour être entendu par le procureur de la révolution islamique.

Le Quai d'Orsay dément catégoriquement les accusations portées contre le diplomate, affirmant qu'elles visent à créer artificiellement un scandale sur ces de M. Gordji.

● 15 JUILLET. — Radio-Téhéran affirme que le chargé d'affaires français à Téhéran a « présenté des excuses » à propos de l'incident de Genève. Ce qui dément aussitôt le Quai d'Orsay. Téhéran estime aussi que la France a réagi trop vite en accusant l'Iran pour l'attaque du Ville d'Avray. Le Quai d'Orsay indique que deux Français ont été empêchés de quitter la capitale libanaise pendant le week-end.

A l'issue du conseil des ministres, M. Juppé réaffirme la position de fermeté de Paris.

● 16 JUILLET. — Ultimatum iranien à la France : Téhéran menace de rompre les relations diplomatiques si le « siège », autour de son ambassade n'est pas levé dans les prochaines heures et si les responsables de l'incident de Genève ne sont pas « punis ».

## Le dispositif de sécurité autour de l'ambassade iranienne

## Même les poussettes sont refoulées...

Dispositif renforcé, mission inchangée. Jeudi soir, peu avant minuit, cinq cars et six estafettes de CRS sont venus s'ajouter aux quatre véhicules déjà alignés de part et d'autre de l'ambassade d'Iran, dans le seizième arrondissement. L'avenue d'Iéna a été coupée à la circulation aux abords du bâtiment, les journalistes ont été écartés. Sur le trottoir, quatre policiers, dont une femme, vêtus de gilets pare-balles, les mains sur le pistolet-mitrailleur, font face au drapeau vert, blanc et rouge de la République islamique, planté aux avant-postes de l'ambassade. Un petit bout d'état de siège entre Seine et Trocadéro.

« Il n'y a pas de changement, nous sommes en position d'attente », dit l'officier habillé à la parure de la police. Sous l'antenne radio en forme de toile d'araignée sur le toit, un pigeon s'attarde. Les volets des mansardes du troisième étage sont fermés, un lustre de cristal brille au premier. Habituellement, le chargé d'affaires arrive de son domicile avant 8 heures. Vendredi matin, il semble avoir pris du retard.

Un homme barbu apparaît dans le périmètre interdit en costume gris, précédé par un CRS qui tient ses papiers d'identité et encadré par deux autres agents. Puis un autre, porte-document en main, et un troisième, muni d'un sac en plastique, tous, la chemise également ouverte. Leurs passeports sont contrôlés. Ils pénètrent dans l'ambassade, un par un, laissant la porte en fer forgé retomber derrière eux. Des fonctionnaires de la représentation iranienne, présumés-t-on. Selon l'officier de sécurité, le régime des entrées et des sorties est inchangé.

Arrive alors, à l'horizon des barrières, un landau, poussé par un homme sans barbe ; dans la poussette : un bébé, une petite fille âgée de cinq mois. Son père, un étudiant iranien en rupture de khoménisme, souhaite déclarer sa naissance aux autorités consulaires. Pourparlers. Puis le père rebrousse chemin. « On me dit que l'ambassade est fermée. Mais mon passeport est à l'intérieur. » Dispositif renforcé, les poussettes sont refoulées.

CORINE LESNES.

صحة من الاموال



## Amériques

HAÏTI : lors de la nouvelle journée de grève

## L'armée est sortie de ses casernes pour sillonner les rues de la capitale

PORT-AU-PRINCE  
correspondance

La tension est remontée le jeudi 16 juillet dans la capitale haïtienne, où la grève générale a été très largement suivie. Dès la matinée, de petits groupes de manifestants, jeunes pour la plupart, ont été dispersés dans les grandes artères. Ils arrêtaient tous les véhicules, n'hésitant pas à faire voler en éclats des vitres de voitures. Une voiture de l'ambassade de la RFA a été lapidée.

Dans le centre-ville, tous les commerces et les restaurants sont restés fermés, et l'épaisse fumée noire des pneus incandescents rendait plus suffocante encore la chaleur de la mi-journée. L'armée, enfermée dans ses casernes depuis plus d'une semaine, était à nouveau visible. Des camions remplis de soldats le long de la défilé ont circulé non loin des quartiers populaires de la Saline et de Cité-Soleil, sans toutefois intervenir contre les grévistes.

En dépit de ce climat tendu, le meeting de réouverture de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH) s'est déroulé sans incident. A moins de 500 mètres du palais national, quelque cinq cents personnes se sont rassemblées

devant le local du principal syndicat haïtien, dont l'interdiction, le 22 juin dernier, avait été l'un des détonateurs de la crise. « Beaucoup de gens ne sont pas venus de peur d'une intervention des macoutes ou de l'armée », expliquait un dirigeant de la CATH.

Peu nombreux mais enthousiastes, la foule s'est déchaînée lorsque le Père Aristide, un prêtre salésien très engagé dans la lutte contre le Conseil national de gouvernement (CNG) du général Namphy, a pris la parole. « Mon Dieu, délivrez-nous du mal, et le mal est le CNG ! », s'est écrié le père Aristide, perché sur une estrade tandis que la foule scandait « Pouvoir populaire ! ».

Entre deux discours, le secrétaire général de la CATH, M. Yves Richard, a entraîné les journalistes à constater les dégâts commis par les militaires dans les locaux du syndicat. Mobilier brisé, dossiers éparpillés sur le sol : le petit immeuble semble avoir été saccagé par un ouragan.

Considérant des risques d'effritement du mouvement, surtout dans certaines villes de province comme Cap-Haïtien ou Gonaïves, l'opposition n'a pas reconduit son mot d'ordre de grève après vendredi. D'autres formes d'action sont prévues pour la semaine prochaine. Des

délégués de province demandent l'organisation d'une manifestation nationale convergente sur la capitale. Les représentants des cinquante-sept organisations qui comptent l'opposition vont faire la tournée des ambassades pour expliquer à quel point le gouvernement est isolé à la suite de la démission de près de la moitié des fonctionnaires locaux.

L'opposition compte aussi sur l'évêque de Jérémie, Mgr Willy Romelus, pour ranimer les ardeurs défilantes. Dans un nouveau message plusieurs fois diffusé jeudi sur les ondes de Radio-Soleil, la station catholique très écoutée dans le pays, le prêtre a demandé au gouvernement de ne pas s'entêter, car « le peuple n'est pas à ses côtés ».

Mgr Romelus, qui apparaît chaque jour davantage comme le véritable chef de file de l'opposition, a lancé un appel aux militaires pour qu'ils se démarquent des « tontons macoutes ». S'adressant enfin au peuple haïtien, il l'a exhorté à ne pas confondre le peuple américain avec ses dirigeants. Si certains Haïtiens sont communistes, a affirmé l'évêque de Jérémie, c'est à cause de la mauvaise politique du département d'Etat américain en Haïti.

JEAN-MICHEL CARROT.

ÉTATS-UNIS : les auditions du Congrès sur l'Irangate

## La Maison Blanche est soulagée par le témoignage du vice-amiral Poindexter

C'est sans la passion présente la veille que s'est déroulée, le jeudi 16 juillet, la deuxième journée du témoignage du vice-amiral John Poindexter devant la commission d'enquête du Congrès sur l'Irangate. L'ancien chef du Conseil national de sécurité (CNS) a affirmé que le président Reagan ne lui avait jamais ordonné spécialement d'aider les rebelles nicaraguayens. Il a toutefois ajouté que le président savait que ces derniers étaient soutenus.

Mercredi, M. Poindexter avait indiqué qu'il avait « délibérément » décidé de ne pas informer M. Reagan du détournement vers les « contras » de fonds tirés des ventes d'armes à l'Iran afin de le protéger politiquement. En agissant de la sorte, M. Poindexter s'était dit malgré tout convaincu de suivre la politique « bien comprise » du président.

Le vice-amiral a reconnu qu'il avait omis à dessein de fournir des informations sur l'aide aux « contras » aux commissions du renseignement du Congrès. « Notre objectif était de restreindre des informations. Il n'y a aucun doute là-dessus », a-t-il dit, précisant qu'il avait félicité le lieutenant-colonel North, son subordonné au CNS, pour l'avoir aussi fait.

M. Poindexter a également indiqué qu'il avait ordonné à M. North de ne pas mentionner le détournement de fonds dans les chroniques sur les ventes d'armes à l'Iran qui ont été établies juste avant que le scandale n'éclate en novembre dernier. Il a expliqué qu'il avait alors décidé de démissionner du CNS parce qu'il avait accepté d'assumer la responsabilité en cas de révélation

de l'affaire. Il a précisé qu'il n'avait pas été au courant d'un plan faisant de M. North un « bouc émissaire ».

Racontant l'entretien avec M. Reagan, le 25 novembre, au cours duquel il lui avait remis sa démission, M. Poindexter a raconté que ce dernier avait exprimé ses « regrets », mais avait souligné qu'il était « dans la tradition d'un officier de la marine d'assumer les responsabilités ». Le témoin a affirmé avoir ensuite appris avec « grande surprise » le limogeage de M. North. « Je pense que c'était une erreur », a-t-il dit.

Le témoignage du vice-amiral a suscité jusqu'à présent un soulagement certain à la Maison Blanche, tempéré cependant par l'impression que M. Reagan n'est pas encore complètement tiré d'affaire. « Enchanté » par la déposition de l'ancien chef du Conseil national de sécurité, selon un haut responsable de la Maison Blanche, M. Reagan a toutefois exprimé sa « colère » à propos du détournement de fonds et de l'affirmation de M. Poindexter selon laquelle il n'aurait approuvé s'il en avait été informé.

Le secrétaire général de la présidence, M. Howard Baker, a annoncé, de son côté, jeudi, au New York Times, que les principaux collaborateurs du président recevraient bientôt des instructions pour ouvrir des consultations avec le Congrès à propos de l'information des élus sur les opérations secrètes. Le président américain pourrait aussi s'adresser à la nation à la fin des auditions publiques pour assurer que les aberrations révélées par l'Irangate « ne se reproduiraient pas pendant les derniers dix-huit mois de son mandat. » (AFP.)

COLOMBIE

## Dix-huit mois après la catastrophe d'Armero Des fonctionnaires de la Croix-Rouge accusés d'avoir dilapidé l'aide aux sinistrés

Le procureur général de la nation a accusé, le mercredi 15 juillet, onze fonctionnaires de la Croix-Rouge colombienne d'avoir dilapidé l'aide internationale destinée aux sinistrés de la catastrophe d'Armero. Aucun chiffre n'a encore été avancé sur le montant des fonds et du matériel détournés après la tragédie du volcan Nevado del Ruiz dont l'éruption, le 13 novembre 1985, avait provoqué un torrent de boue engloutissant la ville d'Armero et près de vingt-cinq mille personnes.

Le rapport du procureur Carlos Mauro Hoyos, qui a déclenché un véritable scandale, parle d'un « entrapôt international » dans lequel a été déposée l'aide venant de l'étranger, « sans aucune sécurité », sans inventaire, et dont la direction était assurée par Alfonso Pachon sous la responsabilité du docteur Carlos Martinez, directeur du secours national. Ces deux personnes figurent parmi les principaux accusés désignés par le procureur.

Le document, résultant de l'enquête menée par le procureur, évoque les échecs et les tracas qui ont suivi l'arrivée de l'aide internationale. Le rapport du procureur parle aussi d'un nombre indéterminé d'ambulances requises de l'étranger qui n'arriveraient jamais dans les régions sinistrées. Au total, l'Association Resurgir, formée par le gouvernement pour organiser les secours et la reconstruction de la région sinistrée, avait reçu à la fin de 1986, 3,3 millions de dollars de l'étranger, et environ 8 millions de dollars de fonds provenant de la Colombie. De son côté, la Croix-Rouge colombienne avait reçu de nombreuses donations de lignes étrangères, non comptabilisées.

● CHILI : vingt morts et cinquante mille sinistrés lors de tempêtes — Une expression de tempêtes de pluie, de neige et de vent s'est abattue ces jours derniers dans le centre et le sud du Chili provoquant la mort d'une vingtaine de personnes. Près de cinquante mille personnes seraient sinistrées, dont plus de vingt mille sans abri. Le Secours populaire français et l'Association France-Amérique latine ont lancé un appel pour aider la population.

● SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, 11, rue Froissant, 75003 Paris ; France Amérique latine 18, rue du Congo, 93500 Pantin.

● ÉQUATEUR : le Parlement demande le départ des militaires américains. Le Parlement équatorien a demandé, le mercredi 15 juillet, au président Leon Febres Cordero, d'ordonner le retrait immédiat du pays des militaires américains actuellement en Equateur. Depuis le mois de mai dernier, des groupes de six cents militaires américains se relaient chaque semaine pour participer à la reconstruction d'une route détruite par le tremblement de terre du mois de mars dernier. A ces responsables s'ajoutent cent cinquante hommes d'active en permanence dans la région. Le Parlement a adopté la motion demandant le départ de ces hommes, qu'il dit être présents à des fins d'entraînement et non pour une quelconque reconstruction, par 38 voix contre 28. (AFP.)

## Europe

PORTUGAL : les élections législatives du 19 juillet

## Le Parti social-démocrate de M. Cavaco Silva est donné favori

Les Portugais fileront, le dimanche 19 juillet, leurs 24 députés au Parlement européen et les 250 membres du Parlement national, élassons par le président Mario Soares fin avril, après le remaniement du cabinet minoritaire de centre-droit de M. Cavaco Silva. Deux sondages publiés jeudi laissent prévoir une importante victoire du Parti social-démocrate de M. Cavaco Silva.

LISBONNE  
de nos envoyés spéciaux

« Pour la première fois depuis la révolution d'avril 1974, beaucoup de Portugais, indépendamment de leurs tendances politiques, s'apprêtent à voter pour un même parti. Je constate un mouvement national qui n'a rien à voir avec les divisions traditionnelles entre gauche et droite. Une majorité de Portugais va se prononcer en faveur d'un gouvernement qui puisse durer quatre ans, c'est-à-dire une législature complète. » Premier ministre sortant et chef de file du Parti social-démocrate (PSD), Anibal Cavaco Silva va-t-il réussir le pari, qui aurait pu paraître insensé il y a seulement quelques années, d'emporter, le dimanche 19 juillet, la majorité absolue des sièges au parlement portugais ? Il lui faudrait pour cela faire passer son parti des 30 % obtenus en octobre 1985 à 43 %.

A voir les foules qui se pressent sur son passage dans tout le pays, à voir aussi le nombre impressionnant de militants du PSD qui ont couvert le Portugal des « offices orange » du parti et de portraits du premier ministre, à lire enfin les sondages, aussi peu fiables soient-ils, force est de reconnaître que ce parti n'est pas tellement insensé.

Pour transformer l'essai, M. Cavaco Silva a vidé son discours de toute référence idéologique, ce qui correspond d'ailleurs bien à son image de gentil premier de classe soucieux avant tout du bien public. « L'enjeu de ces élections, ne cessait-il de répéter, ce n'est pas la liberté conquise il y a treize ans. Ce n'est pas non plus la démocratisation déjà bien enracinée dans le pays. L'enjeu, c'est le progrès. » Et le progrès, eh bien là... c'est lui », ajoute en souriant un de ses adjoints.

Les autres responsables politiques, eux, ne sourient pas, visiblement inquiets de cet « effet Cavaco ». Inquiétude d'abord dans les partis de gauche qui dénoncent chez M. Cavaco Silva une « tendance autoritaire » et un mépris pour le jeu démocratique. Inquiétude aussi au CDS, le parti conservateur se réclamant de la démocratie chrétienne. Ancien ministre de Salazar, Adriano Moreira, le chef de ce parti, semble ainsi assister impuissant à la fuite d'une partie de son électorat qui se prépare visiblement à « voter utile », comme le leur demandait M. Cavaco Silva. Les responsables du CDS avaient bien tenté en début de campagne de vanter les mérites d'une coalition avec les sociaux-démocrates. En vain. « Un gouvernement stable, précise l'ancien premier ministre, suppose la formation d'une équipe homogène, sans compromis, sans alliance d'aucune espèce. »

Inquiétude enfin dans le propre parti de M. Cavaco Silva où les anciens barons voient tous leur étoile ternir. « C'est Cavaco qui définit la tactique, fixe les objectifs, bref, dirige le parti, les autres doivent suivre ou s'en aller », dit-on au siège du PSD. Exemple frappant de cette hégémonie, les références à Francisco Sa Carneiro, fondateur charismatique du parti, mort dans un accident d'avion en décembre 1980, ont été systématiquement rayées des discours officiels. Même à Porto, sa ville natale, jamais son nom n'a été prononcé par M. Cavaco Silva, au cours d'un meeting monstre réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Le silence de Mario Soares

A Porto comme ailleurs, le chef du PSD a d'abord parlé... de lui. De son gouvernement. De son programme économique. Tous les experts s'accordent à reconnaître la bonne santé actuelle — toutes choses étant égales — de l'économie portugaise. « Les socialistes ont fait le sale boulot. En période de récession internationale, ils ont dû pratiquer une politique d'austérité sévère, reconnaître un diplomate étranger, et ils ont réussi à rétablir les grands équilibres. M. Cavaco Silva n'a eu qu'à récolter les fruits et à profiter d'une bonne conjoncture internationale et notamment de la baisse du prix du dollar et du pétrole... De la

chance, certainement, mais en politique comme en sport, la chance sourit souvent aux plus forts. »

La vague de fond qui paraît porter M. Cavaco Silva va-t-elle bouleverser la vie politique portugaise ? Pas forcément, répond-on dans l'opposition. Ce mouvement est d'abord le résultat d'une propagande bien orchestrée et de beaucoup d'argent. Et puis, n'oublions pas qu'en 1986, pour les élections présidentielles, les candidats de droite, M. Diego Freitas do Amaral avait lui aussi bénéficié d'un tel mouvement. Il a pourtant été battu par Mario Soares. Certes, mais la grande différence justement avec 1986 est qu'aujourd'hui Mario Soares n'est plus dans l'arène. Le président de la République, tout à sa nouvelle charge, n'est en effet pas intervenu dans la campagne et le Parti socialiste ne s'est apparemment pas encore remis du départ du « père ». Alors que le Parti communiste (le Monde du 16 juillet) grâce à la force de son appareil et au prestige de son secrétaire général Alvaro Cunhal, a mené une campagne débridée, le Parti socialiste, lui, a toujours donné l'impression de chercher en vain ses marques ; divisions internes, manque de « punch » de son nouveau secrétaire général, Victor Constantino.

Certains espèrent que ces élections donneront au Parti socialiste une nouvelle virginité ; mais il ne résistera sans doute pas son véritable pari : parvenir à se débarrasser du Parti réformateur démocrate de l'ancien président de la République, le général Ramalho Eanes. Le prestige de ce dernier et de sa femme dans les milieux populaires devrait permettre d'éviter la débâcle attendue. En 1985, le PSD avait obtenu 17,9 % des voix contre 23 % pour le Parti socialiste (coïncidence avait culminé à 36 % des suffrages en 1983).

Hégémonie du Parti social-démocrate sur la droite et le centre, lutte à couteaux tirés à gauche entre les socialistes et les réformateurs démocratiques, maintien d'un Parti communiste puissant : telles sont les données de ces élections qui pour reprendre les conclusions d'un professeur de Lisbonne « pourraient être les dernières élections portugaises de la révolution ». Les socialistes et les premières d'un Portugal en tous points conforme aux règles de l'Europe du Marché commun. »

JOSÉ-ALAIN FRALON  
et JOSÉ REBELO.

Le projet de voyage du numéro un est-allemand en RFA

## La RDA insiste sur l'accueil de M. Honecker dans la « capitale fédérale »

BERLIN-EST  
de notre envoyé spécial

Berlin-Est a le triomphe modeste. L'annonce en première page de Neues Deutschland, organe central du PC est-allemand, de la prochaine visite de M. Erich Honecker en RFA du 7 au 11 septembre prochain, se suffit à elle-même. Point n'est besoin de gloire pour faire comprendre aux lecteurs que la diplomatie de la RDA l'a emporté sur toute la ligne. Que M. Helmut Kohl invite M. Honecker en RFA, cela n'était pas une nouveauté, mais que cette visite commence par un séjour de quarante-huit heures à Bonn, ostensiblement désignée dans le communiqué comme « capitale fédérale de la RFA », est lourd de conséquences. La question qui vient immédiatement aux mauvais esprits concerne la suite des événements : comment, dans ces conditions, le chancelier Kohl pourrait-il éviter d'accepter une invitation est-allemande en retour où il lui serait proposé une visite officielle à Berlin, « capitale de la RDA » ?

« A chaque jour suffit sa peine », répond-on dans les milieux diplomatiques ouest-allemands à Berlin-Est, et l'on tient à faire savoir urbi et orbi que rien n'est décidé par avance dans ce domaine et surtout que rien ne se fera sans consultation préalable des alliés occidentaux garants du statut de Berlin.

Il semble donc que d'ores et déjà l'essentiel des questions protocolaires ait été réglé : l'hymne de la RDA retentira pour la première fois officiellement sur le territoire ouest-allemand, et il sera rendu à M. Honecker les hommages dus à un chef d'Etat, « à l'image de ceux qui furent rendus à Léonid Brejnev lors de sa visite en RFA en 1981 ».

Quelques points de détail demeurent cependant en discussion, comme l'éventuelle invitation lors des cérémonies officielles de M. Herbert Mies, président du

minuscule Parti communiste ouest-allemand.

Autre question : pourquoi avoir annoncé si longtemps à l'avance cette visite ? La veille même de cette annonce, un diplomate ouest-allemand en poste à Berlin affirmait que, si le principe de la visite était arrêté, il était préférable de ne rendre la chose publique qu'un dernier moment, afin d'éviter que des « incidents » ne puissent compromettre l'entreprise.

On était alors la possibilité de déclarations intempestives d'hommes politiques de la droite ouest-allemande, ou la possibilité de « bavures » autour du mur de Berlin qui auraient été du plus mauvais effet. La représentation permanente de RFA à Berlin-Est redoutait également que les espoirs suscités dans la population de la RDA par l'ouverture de ce nouveau chapitre du dialogue inter-allemand ne fussent affaiblis vers leurs bureaux de Berlin-Est ceux à qui les autorités est-allemandes refusent toujours les autorisations de sortie temporaire ou définitive.

Détente à l'intérieur

Mais, au bout du compte, c'est la crainte de fuir qui a poussé les deux gouvernements à annoncer l'événement six semaines à l'avance, une situation qui favorise, sans aucun doute, Berlin-Est et par contrecoup Moscou. En effet, toute déclaration ou prise de position « provocatrice » à l'égard de la RDA ou de l'URSS de la part d'un homme politique ouest-allemand serait considérée comme un acte de sabotage d'un rapprochement entre les deux Etats allemands, que chacun souhaite de part et d'autre du mur.

De plus, M. Honecker fait un joli pied de nez à ceux qui spéculent sur ses divergences avec M. Gorbachev. Effet du hasard sans doute, mais le même numéro de Neues

Deutschland annonçant la visite du numéro un est-allemand en RFA publie en extenso sur plus de deux pages d'un journal qui en compte huit le discours de M. Gorbachev aux responsables des médias soviétiques. L'heure n'est donc plus à Berlin-Est à la critique volée du style Gorbachev. Les dirigeants de la RDA désamorcent du même coup, au moins provisoirement, une contestation qui se réclamait du numéro un soviétique pour demander des réformes.

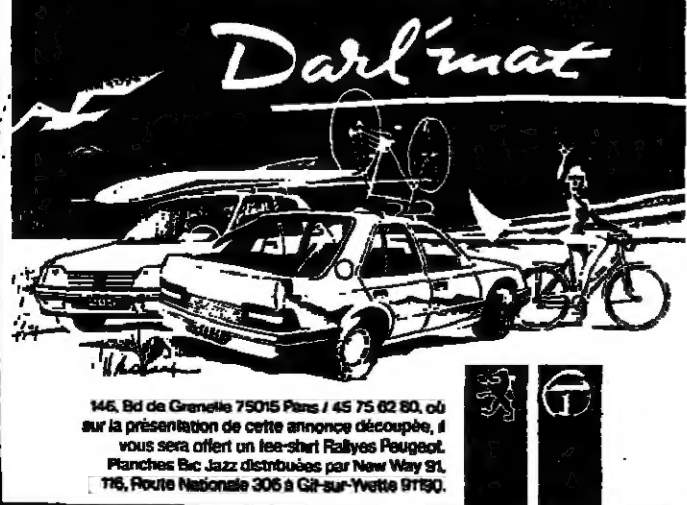
Cette contestation prenait, ces derniers temps, un aspect nouveau et inquiétant pour le régime, car elle ne se limitait pas aux habituels cercles intellectuels et artistiques. Elle était le fait de ces amateurs de rock criant le mois dernier « la mur doit tomber ! » et « Vive Gorbachev ! » à l'occasion d'un concert de David Bowie à Berlin-Ouest. Elle concernait également des secteurs importants de l'Eglise protestante qui demandent, dans leurs instances officielles, que soit légalement garanti aux citoyens de la RDA le droit de voyager vers l'Ouest.

Un nouvel espoir est donc né en RDA de voir les libertés fondamentales progresser, mais l'expérience acquise par la population de ce pays l'incite à la prudence. S'il est trop tôt encore pour mesurer l'impact psychologique de ce voyage, dans l'opinion publique est-allemande, on peut déjà constater que les marginaux de la capitale poussent un grand soupir de soulagement : tels les artistes soupçonnés du groupe Mauerstein (Pierre du mur) qui organisent une exposition pirate dans un appartement et qui se demandent jusqu'où ils peuvent aller la tolérance d'une police un peu nerveuse devant le succès de leur entreprise. Ils sont aujourd'hui enclins à penser qu'ils sont tranquilles pour quelques semaines, les dirigeants du pays ayant intérêt à soigner leur image lorsque l'attention du monde se tourne vers eux.

LUC ROSENZWEIG.

## DARL'MAT AUSSI, VEND LES VEHICULES 87 DE SES COLLABORATEURS. MAIS EN PLUS :

les équipes au choix, saison oblige, d'une planche à voile Bic Jazz ou de deux bicyclettes Peugeot avec leurs supports de toit. Pour de Bonnes Vacances...



146, Bd de Grenelle 75015 Paris / 45 75 02 80, où sur la présentation de cette annonce découpée, il vous sera offert un tee-shirt Rallyes Peugeot, quelques Bic Jazz démontés par New Way 91, 176, Route Nationale 306 à Gif-sur-Yvette 91150.



## Asie

INDE : tandis que la crise s'aggrave au sein du Parti du Congrès

### M. Ramaswami Venkataraman est élu président de la République

NEW-DELHI  
de notre correspondant

Ramaswami Venkataraman est élu président. « Vishwanath Pratap Singh quitte le parti et le Parlement. Ces deux ultimes d'égale importance, qui bannissent le vendredi 17 juillet, la « une » de tous les

journaux indiens, illustrent à la fois la fin d'une crise et l'aggravation d'une autre à l'intérieur du parti de M. Rajiv Gandhi.

L'élection de son candidat à la présidence de la République, largement anticipée, met en principe un terme à une longue crise constitutionnelle, au cours de laquelle il s'en

fallut plusieurs fois d'un cheveu que l'actuel chef de l'Etat — en fonction jusqu'au 24 juillet — M. Zail Singh, ne destitue purement et simplement son premier ministre. Dans quelques jours, l'épée de Damoclès qui menaçait le pouvoir sera écartée, le successeur de M. Singh ayant déclaré qu'il ne se reconnaissait aucun droit de congédier le chef du gouvernement, même si celui-ci venait à violer la Constitution.

indienne, avait évidemment été prise en compte. « Le parti doit être restructuré, revitalisé et purgé de la dissidence », disait-on dans les allées du pouvoir. Il ne doit pas être détruit.

#### « Dictatorial et féodal »

En clair, l'exclusion de M. V. P. Singh, à qui l'on reproche en haut lieu les leçons quotidiennes d'intégrité qu'il donne volontiers au gouvernement sans jamais attaquer directement le premier ministre, risquerait d'être suivie par d'autres départs non souhaités au sein de la majorité. M. V. P. Singh n'a pas voulu attendre. Dans un communiqué digne et enflammé, il a dénoncé jeudi soir la manière « dictatorial » dont ses amis ont été chassés du parti, et il a offert sa propre liste ainsi que son mandat parlementaire « pour éviter la direction l'embarras de l'expulsion ».

L'ancien ministre évoque aussi le caractère « féodal » de l'action du chef du gouvernement contre ceux qui veulent s'exprimer dans le parti. Bref, le divorce est consommé, mais ses conséquences demeurent encore imprévisibles. M. Gandhi va devoir maintenant rétablir la démocratie dans un parti qui n'a pas connu d'élections internes depuis dix-sept années, et purger les listes d'adhérents. On estime en effet que sur les trente millions recensés, près de la moitié sont de faux adhérents, dont les cotisations sont régulièrement payées par des officiers du parti corrompus, voire par des politiciens d'opposition désireux d'infiltrer leurs hommes dans ce qui reste malgré tout la seule organisation politique à vocation gouvernementale de l'Inde.

PATRICE CLAUDE.

### Un brahmane tamoul légaliste

NEW-DELHI  
de notre correspondant

« Le rôle du président s'apparente à celui du monarque au Royaume-Uni. » Ainsi parlait, quelques jours avant son très démocratique « couronnement », l'homme qui allait être élu : Ramaswami Venkataraman, « R. V. » pour les amis.

C'est la première fois depuis sa création que la République indienne sera donc présidée pendant cinq ans par un Tamoul. Né il y a soixante-dix-sept ans dans une famille brahmane orthodoxe, comme le sont souvent les hautes castes hindouistes du sud, M. Venkataraman, cependant, ne s'est jamais identifié aux forces autonomistes, voire sécessionnistes, de son ethnicité.

Profondément religieux, certes, totalement végétarien comme il se doit, mais pas bigot, « R. V. » est d'abord un pragmatique, un rationaliste non dogmatique. Bien qu'il soit plutôt proche de la gauche du Congrès après avoir été ministre dans le gouvernement du Tamil Nadu, personne en Inde ne croit que sa nomination changera en quoi que ce soit la politique de New-Delhi vis-à-vis de la question tamoule à Sri-Lanka.

#### D'abord syndicaliste pur et dur

Discrète, capable, patient et cultivé, le nouveau président est à la fois un légaliste sourcilieux et un homme de compromis. Ancien disciple du Mahatma Gandhi — il fut emprisonné en 1942 par les Britanniques —, il se déclare non violent tout en reconnaissant que la violence, dans certains cas, peut être justifiée (dans la lutte contre le colonialisme, notamment).

Avocat de formation, « R. V. » fut d'abord un syndicaliste pur et dur avant d'entrer dans l'arène politique propre-

ment dite sur une liste du Congrès des Nehru-Gandhi. Homme de principes universellement respectés dans son pays, il se sépara temporairement d'Indira Gandhi lors de la scission du Congrès en 1969 et condamna l'état d'urgence imposé par la « grande dame » en 1975. Il négocia ensuite un virage à 180 degrés et se retrouva aux côtés de la fille de Nehru pendant sa traversée du désert. Revenu au pouvoir en 1980, Indira le récompensa de son loyalisme en lui attribuant deux portefeuilles importants : successivement (finances et défense) puis en le faisant vice-président de la République en août 1984.

C'est notamment sous sa responsabilité à la tête de l'armée que fut conclu avec une firme ouest-allemande l'achat de plusieurs sous-marins. La presse ayant révélé, il y a quelques mois, que ce contrat avait fait l'objet d'énormes pots-de-vin, les adversaires de « R. V. » ont tenté de l'impliquer dans le scandale. En vain. Réputé honnête et intègre, M. Venkataraman était déjà sorti vierge des autres scandales politico-financiers auxquels ses ennemis avaient mêlé son nom.

Le rumeur veut que lors de l'élection présidentielle de 1982, « R. V. » était déjà candidat. Indira lui avait alors préféré un homme jugé plus docile encore que lui, M. Zail Singh. On connaît la suite. Le premier président sikh de l'histoire indienne s'est révolté contre le traitement que lui avait réservé le premier ministre, et il a bien failli faire tomber le gouvernement avant de prendre sa retraite. Dans les corridors du pouvoir, on estime pareille aventure impossible avec le président Venkataraman. Comme si la fonction, même si elle est largement cérémoniale, ne pouvait pas changer un homme...

PATRICE CLAUDE.

## AFGHANISTAN

### Moscou admet éprouver des difficultés militaires « accrues »

Pour la première fois, Moscou vient d'admettre publiquement que les choses allaient mal pour l'armée soviétique en Afghanistan. Un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a indiqué, le jeudi 16 juillet, que les forces soviéto-afghanes avaient subi, ces six derniers mois, « des pertes accrues ». Il a même été jusqu'à parler d'une « supériorité provisoire » de la résistance afghane, tout en notant que cet avantage était « en train de disparaître » grâce à des « mesures appropriées » destinées à rétablir l'approvisionnement en armements des maquisards. Le porte-parole a attribué ces difficultés aux livraisons américaines d'armes à la résistance. Il n'a pas fourni de bilan des pertes soviétiques en afghans, mais il a mentionné l'aviation comme étant particulièrement touchée.

Cet aveu avait été précédé de signes avant-coureurs comme les précautions de langage du chef du régime de Kaboul, M. Najibullah, pour annoncer la reconduction du

« cessez-le-feu » théorique en vigueur du côté soviéto-afghan depuis janvier, et de diverses indications dans la presse soviétique, ainsi que de la part, cette semaine, de l'agence de presse tchécoslovaque, sur les opérations de la résistance contre les forces communistes.

Ces propos confirment toutefois que les livraisons de missiles américains Stinger et britanniques Blowpipe, aux Moudjahidines, contre lesquelles Moscou a protesté et dont ni Washington ni Londres n'ont nié la réalité, ont fait entrer le conflit dans une phase nouvelle. Des diplomates occidentaux estiment que Moscou perd en moyenne un appareil par jour en Afghanistan. Devant un tel bilan, on peut se demander si M. Gorbatchev n'est pas en train de faire comprendre à l'Occident qu'il n'a pas les moyens de progresser dans la voie d'un règlement politique permettant le retrait des forces soviétiques d'Afghanistan.

F. D.

## A TRAVERS LE MONDE

### Egypte

#### Trois militaires libyens font défection à bord de leur hélicoptère

Le Caire. — Trois militaires libyens ont fait défection, le jeudi 16 juillet, en rejoignant l'Egypte à bord d'un hélicoptère de l'armée de l'air de la Jamahiriya. Le M-8 et son équipage ont atterri dans une base égyptienne du désert occidental à moins d'une centaine de kilomètres de la frontière libyenne. Les trois membres de l'armée de l'air libyenne ont demandé à leur arrivée le droit d'asile politique, qui leur sera très probablement accordé. En effet, une affaire similaire s'était déroulée le 29 mars quand trois militaires libyens avaient fait défection à bord de leur hélicoptère Chinook. Le droit d'asile leur avait été octroyé, comme cela avait d'ailleurs été le cas pour le pilote et le copilote d'un C-130 de l'armée de l'air libyenne, qui avait fait défection le 2 mars. Le C-130, qui avait atterri à l'aéroport d'Abou-Simbel, à l'extrême sud de l'Egypte, versait du Tchad (Le Monde du 8 mars).

Trois autres militaires se trouvent à bord du C-130 ayant demandé à rentrer à Tripoli, qui réclamait à cor et à cri ses avions et ses hommes. Mais Le Caire avait exigé que les appareils et les militaires libyens soient échangés contre trois Egyptiens, deux soldats et un bédouin détenus en Libye pour espionnage. Tripoli avait rejeté les termes de l'échange, avions et militaires libyens sont toujours retenus en Egypte.

### Liban

#### Assassinat de Rachid Karamé : arrestation d'un sous-officier

Beirut. — Un sous-officier de l'armée libanaise a été arrêté, le jeudi 16 juillet, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du premier ministre, Rachid Karamé, tué le 1<sup>er</sup> juin, dans une explosion à bord de son hélicoptère.

Cette arrestation a été confirmée sans commentaire par un porte-parole de l'armée, qui a souligné que « l'armée de tout temps a été disposée à aider la justice dans son enquête ».

Le sergent-chef Ibrahim Dagher était affecté à la base militaire aérienne d'Adma (27 kilomètres au nord de Beyrouth), en secteur chrétien, d'où avait décollé l'appareil de Rachid Karamé. Il a été mis en état d'arrestation par le juge d'instruction chargé de l'enquête, M. Walid Ghomra, après avoir été soumis à un interrogatoire dans la matinée. Il s'agit du premier résultat tangible de l'enquête judiciaire.

D'autre part, deux employés chrétiens de la Middle East Airlines (MEA), ont été arrêtés par des hommes armés alors qu'ils se rendaient dans un minibus de la MEA de la partie est (chrétienne) de Beyrouth, à l'aéroport situé en secteur musulman. Les minibus « ont été interceptés dans la banlieue sud-est. Depuis la reconquête de l'aéroport, consécutive au déploiement de l'armée syrienne, les employés de la MEA avaient peu à peu recommencé à traverser les deux secteurs de la capitale libanaise. Jusqu'à cet événement, quatre cent quatre-vingt personnes faisaient la navette chaque jour. — (AFP.)

### Nicaragua

#### Violente attaque de la Contra dans le nord du pays

Managua. — Au moins trente-sept personnes — dix-neuf soldats gouvernementaux, douze rebelles et six civils — ont été tués au cours d'une attaque lancée par la Contra andan-diniste à San-Jose-de-Bocay, à 200 kilomètres au nord-ouest de la capitale, le jeudi 16 juillet, le ministère de la défense nicaraguayenne. Selon lui, cent vingt rebelles de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) ont attaqué au matin et au lance-roquettes cette ville de dix mille habitants, utilisée par Managua comme poste de commandement.

Des porte-parole de la Contra ont, pour leur part, annoncé, depuis le Costa-Rica, la destruction d'installations militaires, du quartier qui servait de base à un bataillon de l'armée, et d'une piste d'atterrissage. Ils font état à cette occasion d'une de leurs victoires les plus importantes depuis le début des combats en 1982.

Depuis deux mois environ, les actions menées par la Contra ont sensiblement augmenté dans cette région, située à 80 kilomètres de Matagalpa, où doivent avoir lieu, dimanche, d'importantes manifestations pour célébrer le huitième anniversaire de la révolution sandiniste. Le Front sandiniste avait choisi ce lieu pour démontrer symboliquement sa thèse de la « défaite stratégique » de la guerre, au moment où le pays connaît une situation économique de plus en plus difficile. — (AFP, Reuters.)

### Pologne

#### Facilités de passeports pour les émigrés

Varsovie. — Les autorités de Varsovie ont libéralisé la législation sur les passeports à l'égard des émigrés. Le vice-ministre des affaires étrangères, M. Tadeusz Olechowski, a indiqué le jeudi 16 juillet que les nouvelles facilités concernaient notamment les quelque deux cent cinquante mille Polonais qui ont quitté leur pays dans les années 1980-1986 pour des raisons politiques ou économiques. Il a déclaré que la validité de leurs passeports était prorogée de cinq à dix ans, ce qui régularise automatiquement leur situation et les met à l'abri de sanctions de la part des autorités consulaires. Ils peuvent donc en toute légalité demeurer plus longtemps dans le pays d'accueil et effectuer des voyages aller-retour en Pologne.

Le vice-ministre a ajouté que des facilités seraient accordées pour entrer en Pologne aux Polonais d'origine juive qui ont quitté le pays à la suite de la vague d'antisémitisme consécutive aux événements de mars 1968. Ceux d'entre eux qui ont acquis depuis la nationalité d'autres pays seront désormais considérés par les autorités polonaises au même titre que les ressortissants de ces pays en cas de demande de visa d'entrée en Pologne.

Cette clause revêt une signification particulière du fait qu'une section des intérêts polonais et une section des intérêts israéliens ont récemment été concertés officiellement à Tel-Aviv et à Varsovie après une interruption de dix-neuf ans des relations diplomatiques entre la Pologne et Israël. — (AFP.)

## Afrique

### TUNISIE

#### Nouvelle manifestation des islamistes en plein centre de Tunis

TUNIS  
de notre correspondant

Le Mouvement de la tendance islamique (MTI), qui se faisait discret depuis quelque temps, s'est à nouveau manifesté le jeudi 16 juillet en tentant d'organiser à la mi-journée une marche en plein centre de Tunis. Partis de la place de la Gare, de cent à cent cinquante, jeunes gens ont réussi à parcourir quelque 300 mètres en scandant « Allah akbar ! » (Dieu est le plus grand), avant d'être dispersés avenue Bourguiba par les forces de l'ordre bombardées par des jets de pierres et qui ont dû user de grenades lacrymogènes, et même, selon un témoin, tirer des coups de feu en l'air.

Certains manifestants qui s'étaient regroupés un peu plus loin ont été pourchassés par les policiers, souvent en civil, jusque dans les cafés et les entrées d'immeuble où ils tentaient de se réfugier. Lors des affrontements, brèves mais violentes, qui semèrent la panique parmi les passants, quelques voitures en stationnement ont été incendiées ou endommagées. De source officielle, on affirme qu'il y a eu huit blessés parmi les forces de l'ordre, un parmi les manifestants. On a pu constater que plusieurs personnes étaient appréhendées.

Cette nouvelle manifestation vient confirmer que, en dépit des nombreuses arrestations opérées depuis quatre mois dans ses rangs, le

MTI n'est pas complètement démantelé et qu'il dispose encore d'un encadrement suffisant pour organiser des actions ponctuelles.

#### Des militants déçus

Les rassemblements auxquels il appelle — et dont les journalistes sont informés par téléphone quelques instants auparavant — sont à l'évidence loin d'être improvisés : ils se déroulent presque toujours à l'heure de la sortie des bureaux et des administrations, au moment où la foule est la plus nombreuse dans les rues et alors que la circulation intense représente un handicap certain pour une intervention rapide des forces de police.

Le mouvement paraît pouvoir compter sur des militants déçus qui n'hésitent pas à répondre à ses appels d'ordre, malgré la menace de lourdes peines de prison, de deux à six ans, que se sont déjà vu infliger plusieurs dizaines de leurs amis interpellés lors de précédentes manifestations.

En revanche, le MTI ne parvient toujours pas à entraîner la rue dans ses débordements. Les désordres qu'il provoque sporadiquement dans la ville depuis le mois d'avril semblent même aller à l'encontre de la sympathie — à défaut de l'adhésion — qu'ils recherchent dans la population.

MICHEL DEURÉ.

5,80%

de crédit sur tous les plans

Offre valable jusqu'au 5 Septembre 1987 inclus, avec 20% de versement comptant. Crédit jusqu'à 48 mois. Crédit ORCOWE, après acceptation du dossier.

## Jouez tout l'été sans vous trouver fort dépourvu.

Paris 8<sup>e</sup>, 264, rue du Faubourg Saint-Honoré Tél. 47.66.51.94  
Vélizy 21, rue Grange Dame-Rose. Tél. 39.46.00.52  
Centres Commerciaux  
• Hanlet Music Gallery •  
• Art de vivre • 786.30 Orgeval. Tél. 39.75.78.30

• Arcades • 93160 Noisy-le-Grand. Tél. 43.05.20.79  
• Vélizy 2 • 78140 Vélizy. Tél. 39.46.26.87

## HANLET

## Le Monde

### LE DOSSIER BARBIE

Un procès pour l'histoire

Un numéro spécial hors-série : 25 F



# Asie

## Difficile démocratisation en Corée du Sud

(Suite de la première page)

« Une page est tournée, on ne peut plus revenir en arrière », nous disait, enthousiaste, sur la place de la mairie de Séoul, un employé de banque venu assister aux funérailles. Et pourtant, la jubilation fait lentement place aux appréhensions, alors que la majorité parlementaire et l'opposition entament leurs pourparlers sur la nouvelle constitution. « J'espère, oui. Mais nous avons été trop souvent trompés. Je ne sais pas ce que l'avenir nous réserve », nous dit la jeune femme d'un air d'une grande entreprise, elle-même diplômée d'une université. Si cette fois les espoirs sont déçus ? « Nous courons au désastre, c'est certain ».

Ces craintes font écho aux doutes émis dans certains cercles. Les dérapages de démocratisation (en 1960, avec le gouvernement Chang Myon, puis au lendemain de l'assassinat de Park Chung Hee en 1979-1980) incitent au scepticisme. Ces appréhensions sont partagées par le recteur d'une des grandes universités de Séoul : « Il ne suffit pas de changer les institutions, il faut aussi changer les mentalités, et cela prend du temps », nous dit-il.

### Le risque d'une vague d'exigences

Le pouvoir, par l'entremise de M. Roh Tae Woo, dauphin de M. Chun, qui prend de plus en plus clairement les rênes en main, a fait des concessions importantes. D'abord en faisant libérer ou amnistier la plupart des prisonniers politiques ; ensuite en démontrant une tolérance inhabituelle lors des funérailles de Lee Han Yul. Enfin, M. Roh a pris des engagements sur le papier du moins, vont très loin dans le sens de la démocratisation.

Il reste que l'on peut se demander comment il va gérer le pro-

cessus de libéralisation, tout en maintenant une certaine stabilité politique et sociale : on ne s'élève pas impunément le couvercle d'une marmite sous pression. Sans doute, la majorité de la population souhaite-t-elle éviter l'instabilité et est-elle favorable à une démocratisation graduelle. Mais les dissidents ne l'entendent pas de la même oreille : ils veulent, au contraire, pousser leur avantage. D'autres, notamment les couches les plus défavorisées du monde ouvrier, souhaitent qu'on ne les oublie pas. Il existe donc un risque de voir un nombre croissant de groupes ou de catégories sociales revendiquer de manière de plus en plus virulente dans les mois qui viennent, confondant la satisfaction de leurs intérêts propres avec la démocratie.

Ce risque est d'autant plus fort en Corée que le pays a toujours été fortement contrôlé et que les régimes qui ont prévalu jusqu'à présent ont banni les corps intermédiaires. La situation se complique aujourd'hui du fait que l'autorité de l'Etat, et en particulier de sa police, fut longtemps identifiée au régime (ce qui crée d'ailleurs dans ses rangs un certain malaise), est discréditée.

Autre facteur d'instabilité, la dissidence risque de se radicaliser avec la libération récente de ses membres les plus actifs. On les trouve déjà à la tête des manifestations, reconnaissables à leurs cheveux coupés ras. Il en va de même du mouvement étudiant : près de deux cents étudiants radicaux ont été libérés. Ils sont pour la plupart membres des deux organisations marxistes Chaminu et Minut, et ils vont très vraisemblablement noyauter les réseaux clandestins les plus actifs (chiha). Ceux-ci sont au nombre d'une soixantaine dans les universités de Séoul, mobilisant de quatre mille à cinq mille étudiants. Certes, ce nombre est faible par rapport aux neuf cent

mille étudiants que compte la Corée. Mais à l'occasion de la défection qui risque d'engendrer une démocratisation jugée trop lente, beaucoup d'étudiants peuvent se radicaliser sous l'influence des activistes.

### L'opposition sera-t-elle réaliste ?

Le processus de libéralisation qui a commencé sera surtout un test de la maturité politique du pays. Jusqu'à présent a existé un décalage très grand entre le niveau d'éducation de la société dans son ensemble et le caractère pour le moins fruste des mœurs politiques. La période qui s'annonce sera non seulement une épreuve décisive pour le pouvoir, mais aussi, et surtout, pour l'opposition légale.

Celle-ci a été portée par la vague de mécontentement plus qu'elle n'en a été la force impulsrice. Elle a ensuite été prise de court par l'initiative de M. Roh Tae Woo. Aujourd'hui, elle doit à la fois démontrer qu'elle a toujours pris sur les événements et apparaître comme une solution de rechange crédible. Elle doit donc reprendre l'initiative, mais aussi être assez « politique » pour donner à la majorité une marge de manœuvre et ne pas supprimer d'entrée de jeu toute possibilité de compromis. Il n'est pas certain qu'elle soit préparée à une telle attitude.

Jusqu'à présent l'opposition a mené une politique de confrontation avec le pouvoir. Elle doit se transformer en une machine politique dotée d'un programme cohé-

rent et réaliste. Ce ne sera pas facile. L'opposition a fait de la démocratie son cheval de bataille, mais elle ne la pratique guère dans ses rangs. Plus qu'un parti, la formation que dirige M. Kim Young Sam (président du Parti pour la réunification et la démocratie) est une constellation de clans. Elle est en outre tiraillée par des rivalités personnelles entre les « deux Kim », MM. Kim Young Sam et Kim Dae Jung. Ce dernier, la grande figure de la lutte contre les régimes autoritaires depuis près de vingt ans, implacable symbole de la cause démocratique, est revenu, le jour même où il était resté dans ses droits déviques, sur sa déclaration de novembre dernier dans laquelle il avait annoncé ne pas briguer la présidence de la République. Ce qui laisse prévoir une aggravation de

sa rivalité avec M. Kim Young Sam.

La culture politique coréenne n'a pas de tradition démocratique. On ne passe pas sans transition du principe du « mandat du ciel », dans la veine confucéenne, à la « volonté populaire ». Que ce soit dans les rangs de la majorité gouvernementale ou de l'opposition, demeure, latente, une conception qui tend à privilégier un certain absolutisme du pouvoir, pourvu qu'il fasse preuve de « vertu » et de « sincérité ». Jusqu'à présent, en politique, la Corée n'a connu qu'une règle : gagner ou perdre. Des signes de cette attitude traditionnelle sans nuance persistent aujourd'hui. Le vrai problème auquel est confronté le monde politique coréen est donc celui d'un choix entre une conception autoritaire ou démocratique du pouvoir. C'est là une question de mentalité plus que d'option politique. Une question de génération aussi.

Si le processus engagé échappe sur l'intransigence des uns ou des autres et que s'installe une instabilité politique et sociale, le risque n'est pas écarté que les militaires soient tentés à trancher. Comme ils le firent dans le passé. Sans doute l'armée n'est-elle plus aussi monolithique qu'auparavant. Les officiers des nouvelles promotions souhaitent apparemment que l'armée reste à sa place. Autant que les pressions américaines, les réticences de bon nombre d'officiers dissuadent M. Chun de décréter la loi martiale, comme il le voulait encore le soir du 26 juin, jour de la « grande marche de la paix » dans Séoul. Dans son discours, quelques jours plus tard, par lequel il donnait son avis sur le programme de démocratisation, M. Chun formulait un avertissement qui, dans l'optique, n'esta presque inaperçu, mais paraît lourd de présages : « La démocratisation, déclarait-il, doit être graduelle et ne pas relever du coup de main ».

PHILIPPE PONS.

## Malaise chez les phalangistes du président Chun

SÉOUL  
de notre envoyé spécial

Un père raconte : son fils aîné fait son service militaire dans la police anti-émeute après avoir terminé ses études à l'université Yonsei, où fut tué l'étudiant Lee Han Yul, atteint à la tête par une grenade lacrymogène. Le cadet est encore étudiant à la même université. L'autre jour, les deux frères se trouvaient face à face à la porte de Yonsei. L'aîné dut lancer des grenades sur son frère. « Avant, ils s'entendaient bien, maintenant, ils sont ennemis. Pourquoi ? » Cette histoire, publiée dans le courrier des lecteurs d'un quotidien de Séoul, est révélatrice du malaise qui s'installe aujourd'hui parmi les forces de l'ordre, en particulier dans les

range de cette police anti-émeute composée en grande partie de conscrits, vêtus de leur lourd uniforme vert, casqués, le visage dissimulé par un masque à gaz et portant bouclier.

Ces derniers jours, des failles ont commencé à apparaître dans ces « phalangistes » du régime Chun. Le 6 juillet, un policier anti-émeute, Cho Yang Kun, âgé de vingt-deux ans, était roué de coups par un supérieur dans un car, devant une quarantaine de ses camarades. Il aurait dérobé. Il devait mourir quelques heures plus tard des suites de ces violences.

Au milieu de la semaine dernière, Yang Seung Kyun, vingt-trois ans, enrôlé à y a deux ans, désertait et allait se réfugier dans les locaux d'une organisation de

défense des droits de l'homme. Quelques heures plus tard, une centaine de policiers faisaient irruption au siège de cette organisation, mais le déserteur avait déjà pris la fuite. Il avait eu le temps de faire une déclaration dans laquelle il affirmait que la police anti-émeute répugnait à participer à la répression. Beaucoup de ses camarades semblent en effet aujourd'hui traîner les pieds lorsqu'ils reçoivent l'ordre de charger les manifestants. Leur rôle est de former un muraille humaine et de les repousser alors que des policiers en civil, mais casqués et armés de matraques (beaucoup sont en fait des contractuels, des sortes de mercenaires recrutés pour leur force physique), les chassent et procèdent aux arrestations.

Ph. P.

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) rendu le 24 février 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE (bâtiment et travaux publics) — pour avoir à Paris, le 17 septembre 1985, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail, en faisant travailler 4 salariés sur une plate-forme à 1,80 m de hauteur sans aucune protection contre les chutes et sur un plancher non jointif, à la peine de quatre amendes de 1 000 F chacune.

— QUENNESSON Philippe, né le 23 novembre 1941, à PARIS (9<sup>e</sup>), Gérant de société, demeurant à Pontoise (95), 102, rue Saint-Jean.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) rendu le 24 février 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR — pour avoir à Paris, courait août 1984, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles des produits faisant l'objet de ladite publicité, en affirmant : « avec le Gaulois, retrouvez les bons produits d'autrefois », alors qu'il s'agit de produits industriels ne pouvant bénéficier de la qualification « produits d'autrefois » à la peine de 20 000 F d'amende.

— CHANCEZEL Gérard, né le 18 janvier 1938 à Saint-Denis d'Anjou (Mayenne), PDG de la société L.D.C., demeurant à Sablé-sur-Sarthe (Sarthe), 4, rue Pasteur.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde* et le *Figaro*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) rendu le 17 février 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE — pour avoir à Paris, le 9 octobre 1986, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité enfreint par une faute personnelle, les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail, en faisant travailler 3 ouvriers dans un garage non muni d'un extracteur de gaz

de pots d'échappement, et ce, malgré une mise en demeure, à la peine de 3 amendes de 5 000 F chacune.

— BHOYROU Abdel Rahim, né le 17 septembre 1942 à Rose Hill (île Maurice), garagiste, demeurant à Courcouronnes-le-Vicomte (91), 7, rue des Mésis.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.

Par jugement (contradictoire) rendu le 16 mars 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE (bâtiment et travaux publics) — pour avoir à Paris, le 7 novembre 1985, sur un chantier sis 9, rue des Décharges à Paris 14<sup>e</sup>, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles, en laissant travailler 2 salariés sur un échafaudage dénué de planche, sans plancher jointif et encombré de gravats et de décombres.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde* et le *Quotidien de Paris*.

— TRANSON Gaston, né le 28 février 1930 à Averton (Mayenne), chef de chantier demeurant à Éaubonne (95), 26, rue des Piquettes, à la peine de 2 amendes de 3 000 F chacune.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde* et le *Quotidien de Paris*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) en date du 9 mars 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR — contrevention d'INFRACTION A L'HYGIÈNE DES ANIMAUX OU D'ENRÈMES ANIMALES — pour avoir à Paris, le 22 mai 1986 :

1<sup>o</sup> effectué une publicité comportant des allégations, indications et présentations fausses et de nature à induire en erreur sur la nature et les qualités substantielles du poisson servi, en indiquant sur la carte des mets « tarte canadienne champignons, saumon frais » alors que le saumon servi était congelé ;

2<sup>o</sup> contrevenu aux dispositions du décret 71636 du 21 juillet 1971 par suite de l'observation des prescriptions des articles 2, 4 et 13 de l'arrêté du 26 juin 1974, à l'occasion de la congé-

tion de denrées animales dans un conservateur non adapté à cet usage, sans déclaration auprès des services vétérinaires, sans identification des produits ni indication de la date de congélation ; le sieur SIMONNET Michel-Guy, né le 1<sup>er</sup> mai 1941 à Niort (Deux-Sèvres), restaurateur demeurant à PARIS (19<sup>e</sup>), 5, place de Vénétie, à la peine de 10 000 F d'amende pour le délit et de 5 000 F d'amende pour la contrevention.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) en date du 23 mars 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR — pour avoir à Paris :

1<sup>o</sup> le sieur ZERBIB Serge : fin avril, début mai 1985, effectué des publicités comportant des allégations, indications et présentations de nature à induire en erreur sur la qualité et l'identité des revendeurs et sur les procédures de la vente de lithographies, en diffusant dans le journal *De Particulier à Particulier* des annonces de vente de lithographies de S. DALLI en se présentant faussement en tant que particulier alors qu'il agissait pour le compte d'un professionnel, M. Jean-Claude CHICHE, responsable des établissements STRIZZI ;

2<sup>o</sup> le sieur BENCHETRIT David : courait 1984 jusqu'en mars 1985, effectué des publicités comportant des allégations, indications et présentations de nature à induire en erreur l'acheteur sur la qualité et l'identité des revendeurs et sur les procédures de la vente de lithographies, en diffusant dans le journal *De Particulier à Particulier* des annonces de vente de lithographies de S. DALLI en se présentant faussement en tant que particulier alors qu'il agissait pour le compte d'un professionnel, M. Jean-Claude CHICHE, responsable des établissements STRIZZI ;

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde* et le *Quotidien de Paris*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) en date du 27 avril 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE (bâtiment et travaux publics) — pour avoir à Paris, le 17 septembre 1985, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par une faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements

de bâtiment ou travaux publics) pour avoir à PARIS (15<sup>e</sup>), sur un chantier 1, rue de la Salette, le 11-09-1986, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par une faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles, en laissant travailler 4 ouvriers à des travaux de bâtiment, des travaux de ravalement d'un immeuble en utilisant 2 échafaudages volants en mauvais état, notamment en ce qui concerne les crochets de suspension, le sieur LAPORTE Henri Albert, né le 8 février 1936 à Crocy (Creuse), conducteur de travaux à la société AUFERRE, demeurant à Maisons-Alfort (94), 52, rue Condorcet, à la peine de 4 amendes de 2 000 F chacune.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) rendu le 23 mars 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DANS LE BATIMENT — pour avoir, le 18 juin 1986, sur un chantier ouvert 261, avenue du Général-Leclerc à Maisons-Alfort, laissé travailler 2 ouvriers, en l'espèce PIERES et MONSIEUR, sur une toiture haute de 19 m, sans avoir prévu de protection collective ou individuelle contre les risques de chute, à la peine de 2 amendes de 5 000 F chacune, GONCALVES d'Almeida, né le 28.09.1947 à Vimbais (Portugal), artisan-ouvrier, demeurant à PARIS (16<sup>e</sup>), 2, rue d'Auteuil.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) rendu le 6 avril 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE (bâtiment et travaux publics) — pour avoir à Paris, le 17 septembre 1985, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par une faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements

de bâtiment ou travaux publics) pour avoir à PARIS (15<sup>e</sup>), sur un chantier 1, rue de la Salette, le 11-09-1986, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par une faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles, en laissant travailler 4 ouvriers à des travaux de bâtiment, des travaux de ravalement d'un immeuble en utilisant 2 échafaudages volants en mauvais état, notamment en ce qui concerne les crochets de suspension, le sieur LAPORTE Henri Albert, né le 8 février 1936 à Crocy (Creuse), conducteur de travaux à la société AUFERRE, demeurant à Maisons-Alfort (94), 52, rue Condorcet, à la peine de 4 amendes de 2 000 F chacune.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) en date du 27 avril 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET D'OBSTACLE A LA MISSION D'UN AGENT DE L'URSSAF — pour avoir à Paris :

1<sup>o</sup> le 3 octobre 1986, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail en ne faisant pas procéder à une vérification des installations électriques par un organisme agréé au ministère du travail, alors que cette mesure avait été prescrite par mise en demeure du 18 août 1986 pour la société EDIMAR PLUS I (25 salariés) et la société SLAMAGAZINE (9 salariés) ;

2<sup>o</sup> le 16 octobre 1986, volontairement mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un agent de contrôle de l'URSSAF de Paris (SARL EDIMAR PLUS I) ;

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) en date du 29 avril 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION A LA LEGISLATION SUR LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS — pour avoir à Paris, le 9 juillet 1986, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail et à celles relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles, enfreint par sa faute personnelle

les dispositions du décret du 8 janvier 1965, en laissant au 4<sup>e</sup> étage, des salariés se déplaçant sur des balcons préfabriqués en cours de finition situés à une hauteur approximative de 8 à 10 m sans aucune protection collective ou individuelle, enfreint par sa faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles, en laissant travailler 4 ouvriers à des travaux de bâtiment, des travaux de ravalement d'un immeuble en utilisant 2 échafaudages volants en mauvais état, notamment en ce qui concerne les crochets de suspension, le sieur LAPORTE Henri Albert, né le 8 février 1936 à Crocy (Creuse), conducteur de travaux à la société AUFERRE, demeurant à Maisons-Alfort (94), 52, rue Condorcet, à la peine de 4 amendes de 2 000 F chacune.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde* et le *Figaro*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) en date du 29 avril 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale — OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES — FAUX EN ECRITURES ET USAGE — à la peine d'un an de prison avec sursis et à 15 000 F d'amende.

— HAZAN Shalom, né le 10 mai 1944 à Casablanca (Maroc), informaticien, demeurant à PARIS (7<sup>e</sup>), 43, rue de Lille.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel* ainsi que dans le *Figaro* et le *Monde*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale.  
Par jugement (contradictoire) rendu le 29 avril 1987, la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour EXECUTION D'UN TRAVAIL CLANDESTIN — pour avoir à Paris, le 10 avril 1986, exercé à titre lucratif une activité de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services assujettissant à l'immatriculation au répertoire des métiers ou au registre du commerce, sans avoir requis son immatriculation au répertoire des métiers ou au registre du commerce, et sans avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales inhérentes à ladite activité, à la peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis et à 20 000 F d'amende, CARDOSO José, né le 24 décembre 1939 à Mato-Posto-de-Lima (Portugal), commerçant, demeurant à Vincennes (94), 16, rue de la Remarquière.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.  
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

Vacances pour M. L.



La préparation de l'élection présidentielle

Le RPR « au point fixe » avant de « mettre le turbo »

M. Franck Borotra, député des Yvelines et porte-parole du RPR, assure, dans une interview à Paris-Match du 16 juillet, que « le RPR est en complet état de marche ».

M. Chirac a toutes les chances de l'emporter en 1988 car le premier ministre « apparaît aux yeux de l'opinion comme un homme d'action, de consensus et d'union. Il est le chef de la majorité. En dix-huit mois, il a respecté 80 % des engagements qu'il avait

pris sur cinq ans. Il a engagé la France dans une révolution « silencieuse » économique, tout cela dans un contexte politique intérieur compliqué. Il a eu le courage d'assumer ses engagements, l'opinion en prendra conscience ».

Depuis les assises nationales du RPR les 23 et 24 mai dernier, le comité central de ce mouvement a été renouvelé. Ce dernier a siégé le 19 juin et il se réunira de nouveau en octobre. Ses membres sont soumis, pour partie, à l'élection après chaque réunion des assises nationales.

Le précédent comité central, datant ainsi des assises de Grenoble de novembre 1984 (le Monde du 23 novembre 1984). Plusieurs de ses membres étant devenus députés en 1986, et M. Toubon ayant remplacé M. Pons au secrétariat général du RPR en 1984, la composition du nouveau comité central est sensiblement modifiée. Sur les cent membres de la liste nationale, cinquante-trois sont des nouveaux, et sur les soixante-dix de la liste régionale, trente-neuf sont nouveaux. Le comité central élit également vingt membres du bureau politique du RPR. Le comité central compte cinq cent quatre-vingt-sept membres (plus une douzaine de membres du bureau politique choisis à titre personnel par le président du RPR), soit un total de quelque six cents personnes.

Nous publions ci-dessous la liste des membres du comité central, les nouveaux apparaissant en italique.

Le comité central se compose des catégories suivantes :

- Les membres du bureau politique :
  - Le président : Jacques Chirac.
  - Le secrétaire général : Jacques Toubon.
  - Le secrétaire général adjoint : Franck Borotra.
  - Les anciens premiers ministres : Michel Debré, Jacques Chaban-Delmas, Jacques Couve de Murville.
  - Les présidents des groupes parlementaires : Pierre Messmer (Assemblée nationale), Roger Romani (Sénat).
  - Le trésorier national : Robert Galley.
  - Vingt membres élus par le comité central : Hubert d'Andigné, Emmanuel Aubert, Stephen Bage, Pierre Camy-Perey, Augustin Cassat, Jean-Michel Dubernard, Jacques Foccart, Jean de Guille, Michel Girard, Olivier Guichard, Elisabeth Hubert, Gabriel Kaspareit, Louis Lange, Claude-Gérard Marcus, Hugues Martin, Marie-Louise Mathurin, Robert Poujade, Maurice Schumann, Jean Tiberi, Jean Wallone. (Une douzaine de membres nommés par le président.)
- Les parlementaires nationaux et européens, membres des groupes RPR (156 députés, 77 sénateurs, 20 députés européens).

En Polynésie

Vacances studieuses pour M. Léotard

PAPEETE de notre correspondant

Venant de Nouméa, le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard, est arrivé, le mercredi 15 juillet, en Polynésie pour quelques jours de vacances. Il a toutefois participé à une séance de travail avec les membres du gouvernement territorial et les parlementaires. C'est ainsi qu'a été annoncée la signature d'une convention entre l'Etat et le territoire pour le développement culturel de la Polynésie.

Aux termes de cet accord, le temps de diffusion de la chaîne publique de télévision régionale, RFO, sera porté, dans les trois mois, de huit à dix heures par jour. De même, il a été décidé de faire assurer dans les trois mois la réception sur tout le territoire des émissions de France-Inter en modulation d'amplitude et de faire réaliser avant le 1<sup>er</sup> janvier 1988 par RFO Paris, un journal télévisé assurant la couverture des événements nationaux et internationaux, afin de redéployer les moyens de la station du territoire vers la couverture de l'information régionale.

La mise en place à RFO-Tahiti de moyens accrus pour faire entendre la « voix de la France » dans le plus petit atoll laisse deviner la volonté du gouvernement d'affirmer en Polynésie l'identité nationale. Depuis 1986, RFO a amorcé une politique audiovisuelle qui tend à limiter les interventions spécifiquement polynésiennes — ainsi, la suppression des émissions bilingues — et qui a grandement favorisé l'épanouissement des stations émettant

uniquement en langue tahitienne à Papeete et dans quelques îles. En s'installant plus confortablement dans les îles, RFO gagne de la place, mais il n'est pas sûr que les Polynésiens se contentent des produits made in Paris ou concoctés à Papeete au goût métropolitain et qu'ils ne préfèrent pas plutôt des bandes vidéo et des cassettes musicales.

Le roi des Tonga conquis par Mururoa

Autre visiteur de marque en Polynésie, le roi des Tonga, Tupou IV, qui a été conquis par Mururoa et qui a déclaré, au terme d'un déplacement sur le site du Centre d'expérimentation du Pacifique : « Je ne serai pas le défenseur ou l'accusateur de la France. Je dirai simplement la vérité sur ce que j'ai vu à Mururoa. J'y ai vu vivre normalement un grand nombre de gens, y compris des Polynésiens. J'ai vu des pirogues s'entraîner dans la lagune. J'ai constaté qu'il n'y avait pas de craquelures sur le sol autour du point zéro. Je le répète, je dirai la vérité ».

Ces déclarations du roi Tupou ne manquent certainement pas d'être méditées dans tout le Pacifique, et le premier à s'en féliciter devrait être M. Gaston Flosse, le secrétaire d'Etat chargé des problèmes de cette région, dont la cote a beaucoup baissé en Polynésie depuis qu'il a démissionné du poste de président du territoire, en février dernier, afin d'apaiser le malaise social et politique.

MICHEL YIENG KOW.

M. Jospin premier ministre ?

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, dément avoir déclaré qu'il n'était pas extravagant de penser qu'il pourrait être le jour venu le premier ministre de la France.

Cette phrase (le Monde du 14 juillet) avait été diffusée dans une dépêche de l'AFP et reproduite également par le Matin du lundi 13 juillet. Elle correspondait au compte rendu de l'émission « Les cahiers de megarthé » le 11 sur 98.8 FM à laquelle avait participé M. Jospin le samedi 11 juillet. Le premier secrétaire s'est donc « étonné des propos qui lui ont été prêtés » et il a écrit à la direction

de l'AFP « pour regretter qu'une grande agence d'information puisse égarer l'opinion sur les propos d'un homme politique ». Selon le script de l'émission M. Jospin, interrogé sur son éventuelle arrivée à l'hôtel Matignon, avait répondu : « Je suis, je crois, un dirigeant, un homme public sérieux, d'un grand parti sérieux, donc faire ce type de raisonnement correspond à une certaine logique ». Pressé de dire s'il n'était pas « extravagant » pour lui d'envisager la possibilité d'être premier ministre, il avait répondu : « non, l'imagine ».

La tournée des plages du Front national

Tel « saint Bernard » prêchant la croisade

Discrètement inaugurée la veille, à Ajaccio, la tournée des plages de M. Le Pen a rencontré un écho plus favorable auprès des estivants de la Côte d'Azur, le jeudi 16 juillet, à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes). Mille cinq cents personnes ont assisté au rassemblement présidé par le chef de file du Front national sous un chapiteau de fortune remplaçant celui qu'il avait utilisé sur le continent et qui a été détruit par un incendie dans la nuit de samedi à dimanche à Nice.

NICE de notre correspondant régional

Philosophe et poète, M. Le Pen ! Son chapiteau est-il parti en fumée — à la suite d'un « acte terroriste » — avant d'avoir servi ? Qu'importe ! Nous aurons le plus beau chapiteau du monde : le firmament du Bon Dieu avec ses étoiles et ses galaxies ! — Plus prosaïquement, à Cagnes, on avait fait appel

qu'à la République. Plus précisément, M. Le Pen confiera qu'il avait été « frappé », quand il était « petit garçon, par des gravures représentant saint Bernard prêchant la croisade à des milliers de gens : Comment, me suis-je demandé, font-ils pour l'entendre au-delà du troisième rang ? J'ai compris plus tard qu'il est un autre langage que celui de la voix qui est celui de la transmission de la foi, de l'esprit et du cœur ». M. Le Pen s'est donc persuadé qu'il parlait « ce langage de vérité », qui passe « au-delà du circuit des médias. Car, sans cela, comment expliquer que nous en sommes rendus là où nous sommes ? Comment cela aurait-il pu se faire s'il n'y avait pas des forces immatérielles liées à l'essence même de la vie et du destin de notre peuple ? »

Redescendu dans l'arène profane de la vie politique française, M. Le Pen commente l'élection municipale partielle de Grasse, qui a exactement préfiguré le deuxième tour de l'élection présidentielle. « Le crime de M. de Fontmichel, a-t-il tranché, est d'avoir fait une liste capable de battre les communistes et plus

A Saint-Tropez

M. Le Pen arrive Régine s'en va

Il ne saurait y avoir entre Régine, la célèbre animatrice et propriétaire de boîtes de nuit, et M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, la moindre cohabitation.

Il y a deux ans, la chanteuse, dans un livre, avait prévenu le chef de file de l'extrême droite : « M. Le Pen entrera à l'Elysée plus facilement que chez moi ».

Pour l'Elysée, cela reste à voir. Mais, à l'annonce d'un cocktail, organisé le vendredi 17 juillet à 18 heures à Saint-Tropez, en l'honneur de M. Le Pen, au Papageyo, complexe au sein duquel est installé le New Jimmy's de Régine, cette dernière a publié jeudi un communiqué : « Je juge incompatible la présence de ce monsieur à proximité de l'enseigne New Jimmy's, qui appartient à Régine Choukroun, née Zylberberg, Régine fera procéder, le 17 juillet à 15 h 30, à la dépose de son enseigne, et considère que les accords avec son associé sont rompus du fait de ce dernier ».

M. Le Pen arrive, Régine s'en va. Elle sera même à Rome vendredi après-midi, loin du président du Front national, après nous avoir expliqué elle-même

que tout voisinage avec celui-ci lui était interdit par son éthique personnelle et son combat contre le racisme et l'antisémitisme.

Quant à l'apparent mélange des nobles principes et des petites péripéties commerciales ou publicitaires, Régine indique, quand on l'interroge sur sa « rupture » de contrat avec son associé : « Ce n'est pas un contrat, c'est une lettre d'intention en cours jusqu'au mois de septembre. J'y mets fin. » Et de conclure, légèrement agacée par les questions : « Je ne suis pas là pour vous parler de choses commerciales mais d'un problème qui me regarde ».

M. Jean-Marie Le Pen, qui était jeudi soir à Cagnes-sur-Mer pour sa « tournée des plages », a répliqué à Régine en disant : « Je laisse le droit à son opinion à cette ténacité de boîtes de nuit et à ses mauvaises humeurs racistes. » Ne voulant pas perdre dans cette affaire tropézienne ni la face ni son latin, le président du Front national a conclu : « De minimis non curat pretor » (« Le préteur ne s'occupe pas d'affaires infimes »).

D. R.

aux installations d'un petit cirque ambulante en rupture de spectacles. A peine sept cent cinquante places assises, qui ont été loin de suffire pour accueillir le public fervent venu soutenir son champion. Infortuné supplémentaire : un groupe électrogène défectueux imposa à M. Le Pen de s'exprimer le plus souvent devant un auditoire plongé dans la pénombre et de composer avec un effet Larsen persistant.

L'occasion pour le président du Front national de mettre en valeur sa volonté d'entamer la campagne électorale présidentielle un an à l'avance. « Nos adversaires, a-t-il déclaré, ne comprennent désespérément pas les causes de notre succès. Elles sont pourtant évidentes. C'est parce que nous interprétons les volontés profondes du peuple et que nous marchons à sa tête à la recon-

quête d'avoir gagné (...). C'est pourtant la seule manière de battre la gauche, et si l'actuelle majorité avait répondu à l'offre que je lui avais faite en 1983 de prendre un ou deux représentants du Front national sur chaque liste, nous aurions expulsé les socialistes et les communistes de toutes les mairies françaises ! »

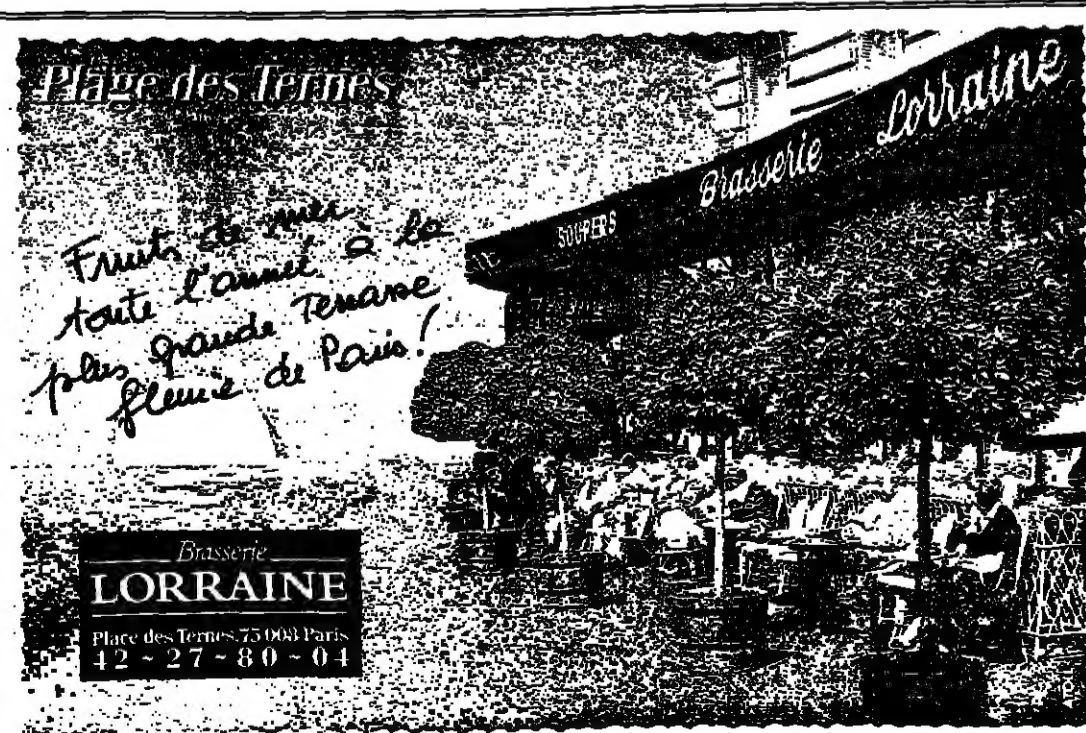
GUY PORTE.

L'anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv'

M<sup>me</sup> Veil dénonce tout « compromis » avec le racisme

Le quarante-cinquième anniversaire de la grande rafle des juifs, les 16 et 17 juillet 1942, à Paris, a été marqué par une cérémonie commémorative, le jeudi 16 juillet, devant la plaque que M. Jacques Chirac avait dévoilée, l'an dernier, boulevard de Grenelle, à l'emplacement de l'ancien Vélodrome d'Hiver. Treize mille hommes, femmes, vieillards et enfants juifs avaient été arrêtés dans la capitale, sur la demande de l'occupant allemand, par les forces de l'ordre françaises, et parqués au Vél d'Hiv', puis emmenés au camp de Drancy, avant d'être déportés à Auschwitz.

En présence de M. Georges Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, et de M. René Samuel Sirat, grand rabbin de France, M<sup>me</sup> Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, après avoir évoqué la contribution du régime de Vichy à la « solution finale » nazie, a déclaré : « Il faut rester strict sur les principes, car, de petits compromis en petits compromis, on en arrive au pire. Nous nous battons pour que cette leçon reste dans nos cœurs ».



Handwritten text in Arabic script: "هذا من الاموال"



حكايا من الاحل

# Société

## La situation dans les prisons

### Orages

L'agitation dans les prisons varie tel un baromètre. Après la grande chaleur d'il y a quelques jours, les orages et les pluies ont doucement... provisoirement ? - l'ardeur des détenus. Excepté les Baumettes, à Marseille, qui ont connu une forte poussée de fièvre, jeudi 16 juillet, et où l'on constatait vendredi 17 juillet en fin de matinée une reprise de l'agitation, les autres prisons ont bénéficié le même jour d'une période d'accalmie. Il n'est pas enthousiasmant d'aller manifester sur le toit d'une prison sous une pluie battante.

La chaleur qui régnait dans nombre de cellules jusqu'à ces derniers jours, autour de 40 degrés parfois, est retombée sous l'effet des orages. Mais elle remontera, commen-

test, anxieux, les chefs d'établissement, à moins d'une nouvelle chute du baromètre. A quoi tient parfois l'agitation dans les prisons... ?

La surpopulation est un autre facteur de mauvaise humeur. La chancellerie a décidé d'y remédier en lançant un « programme d'urgence » de cinq mille nouvelles places qui sera suivi, dans deux ans, de la construction de vingt-huit nouveaux établissements. Parallèlement seront ouvertes, de septembre 1987 à mars 1989, six autres prisons, s'ajoutant aux vingt-huit établissements dont le ministre de la justice a obtenu le financement à l'issue du débat sur les prisons privées. Ces six prisons (Laan-

mezan, Perpignan, Strasbourg, Ephial, Val-de-Renil, dans l'Eure, et Saint-Denis-de-la-Réunion) abriteront 2 340 détenus au total.

En outre, on indiquait le vendredi 17 juillet à la chancellerie que M. Chalandon se préparait à accorder plus généralement des libérations conditionnelles. Le ministère de la justice a aussi accru depuis quelque temps le nombre des bénéficiaires de grâces individuelles. Des décrets en ce sens, comportant une quinzaine de noms, seraient régulièrement soumis au président de la République, toujours dans le même souci : désencombrer autant que faire se peut les prisons.

### Tam-tam

La télévision, la radio et les journaux favorisent-ils l'agitation dans les prisons ? Le garde des sceaux le pense, qui a mis en cause, il y a quelques jours, les médias audiovisuels dans la « couverture » des événements ne favorise pas, selon lui, le retour au calme.

Comme les tam-tam africains, qui propagent leurs messages à travers la brousse, les médias serviraient d'amplificateur à l'agitation carcérale. La garde des sceaux a raison de le dire et en même temps il a tort. La lecture des journaux quotidiens, autorisée dans les prisons le 5 août 1971, fut suivie en effet, quatre mois plus tard, des premières mutineries, qui devaient dégénérer, en 1974, en véritables émeutes. Or, ces prisons furent dévastées cette année-là et il y

1983, « Canal Sud », à Toulouse, programmait chaque dimanche soir une émission intitulée « Trans-muraille express ». Ses animateurs prônaient « la destruction totale des prisons » et se faisaient les porte-voix d'un collectif pour « l'abolition des goulags européens ».

« Malgré ces exemples déplorables », écrit Jean Faveard, force est de constater qu'un grand nombre de radios privées jouent un rôle positif car elles permettent de rompre l'isolement des détenus. Que l'on imagine ce que peut représenter, pour un homme enfermé, les messages de ses enfants, de sa femme ou de sa mère, entendus directement dans sa cellule. Ces messages — sans réponse dictée par les détenus — sont précieux pour les prisonniers. Il serait aussi absurde qu'injuste de les interdire ».

## Le coup de sang des Baumettes

(Suite de la première page.)

D'autres dizaines de mètres de liberté sont conquis : d'autres portes enfoncées au moyen de l'engin mécanique. Le bâtiment B, celui des longues peines, est bientôt atteint. Les cellules sont ouvertes, des cellules neuves pour la plupart, dont les matelas sont aussitôt méthodiquement incendiés. Murs noirs, mobilier détruit. Plusieurs dizaines, peut-être une centaine de prisonniers apparaissent alors sur les toits à la vue des premiers gardiens de la paix et des gendarmes mobiles dépêchés devant la maison d'arrêt. A la vue aussi des familles, des épouses ou des « protégées », en avance sur l'horloge du parloir, comme si la rumeur carcérale s'était répandue plus vite dans la ville qu'à la préfecture de police.

L'intention de ce public mélangé, les détenus politisent leur dévouement, comme à Fleury-Mérogis, à Caen ou à Douai. Depuis les toits, ils relaient en criant d'avantage de « parloirs », le droit à des relations sexuelles, des douches en plus grand nombre. Aux caméras de télévision, ils montrent une banderole découpée dans un drap qui exige « une commission d'enquête des droits de l'homme ».

En bas, les forces de l'ordre se contentent de maintenir à coups de grenades lacrymogènes les détenus sur un seul toit, afin d'éviter que ce mouvement

d'équilibristes en effervescence ne gagne toute la prison. Mais déjà des fumées s'échappent des fenêtres. Le feu est mis à l'économat, à la cuisine, au réfectoire du bâtiment B. De hautes flammes montent de la menuiserie, que les pompiers gagnent péniblement par le sol, accueillis par une pluie de projectiles divers. Préférant l'ombre, d'autres détenus mettent tran-

toit, face à la presse et aux forces de l'ordre quand, à 16 heures, les gendarmes mobiles donnent l'assaut, sans ménagements égarés, de l'avis même des gardiens, spectateurs neutres et éparpillés de cette journée de colère.

L'autorité administrative, de la chancellerie au ministère de l'intérieur, pourrait reprocher aux responsables locaux d'avoir

lutté contre les incendies. Il est vrai que le bilan humain reste peu élevé : une quinzaine de blessés, dont un arrivant tombé du toit pendant un saut.

Mais le bâtiment B, rénové récemment, restera en partie inutilisable pour un certain temps. Tout y a été cassé. Officiellement, les casseurs devront payer sur leur « pécule » le millions de francs de dégâts... Jeudi soir, quatre cents détenus se sont retrouvés sans toit. Après avoir envisagé de faire dresser des tentes sur le terrain de sport, la direction de la maison d'arrêt a préféré jouer la carte de la punition. Les détenus sans cellule s'entasseront dans celles des autres. Absurde dénonciement pour un « ras-le-bol » qui voulait dénoncer la surpopulation carcérale.

## Trois mille cinq cents détenus bientôt libérés en Grande-Bretagne

Pour désengorger les prisons britanniques surpeuplées, trois mille cinq cents détenus seront bientôt libérés, a annoncé, le jeudi 16 juillet, M. Douglas Home, ministre de l'intérieur britannique. Les prisons anglaises comptent actuellement 81 029 pensionnaires, soit 9 300 de plus qu'elles ne peuvent théoriquement en recevoir.

Les autorités pénitentiaires demandent avec insistance une plus grande utilisation des peines de substitution, mais, comme en France, la justice semble éprouver quelque difficulté à changer ses habitudes. En 1984, déjà, le gouvernement de M. Thatcher avait fait élargir deux mille prisonniers pour lutter contre la surpopulation carcérale.

quillement à sac l'infirmerie, ce qui vaudra à quatre prisonniers de plonger dans un coma par absorption de médicaments.

A bout de slogans et d'allumettes, la plupart des détenus se calment en début d'après-midi. Ceux qui renoncent à la révolte se regroupent sur le terrain de sport, assis dans l'attente de l'intervention de la police. Ils ne sont plus qu'une vingtaine sur le

laissé s'exprimer aussi longtemps un mouvement spontané qui s'est d'abord attaché à dégrader les biens matériels. C'est sans doute pourquoi le préfet de police, M. François Bonnel, le procureur de la République, M. Claude Salavagione, et les cadres de l'administration pénitentiaire ont tenu une conférence de presse en fin de journée, expliquant que la priorité avait été donnée à la protection des personnes et à la

l'extérieur, pour une prison qui ne passe pas pour une des plus mal loties de France. Prévue à l'origine pour un millier d'occupants, elle n'en compte, cet été, — si l'on peut dire — que deux mille trois cent quatre-vingt-dix, ce qui la place au sixième rang des établissements surpeuplés, mais loin derrière Nice, par exemple, où pourrait bientôt naître, selon l'administration pénitentiaire, un mouvement semblable à celui des Baumettes. L'été à l'honneur, à en croire les experts, devrait donc rester chaud.

PHILIPPE BOGGIO.



ent six morts. Cependant, les chefs d'établissement avaient été autorisés en même temps à censurer les journaux et ils ne s'en privèrent pas. Ramené à double tranchant : recevant des quotidiens amputés des articles les plus « sensibles », les détenus imaginaient le pire.

Dans le Crépuscule des prisons (1), Marc Kunzle et Claude Vincent racontent qu'à Poissy en 1971 le bruit courut qu'à Tour de France, les détenus avaient « encaissé » le personnel de la maison centrale. Information évidemment fautive, propagée par la rumeur et amplifiée par la censure. Comme le remarque Jean Faveard dans Des prisons (2), « l'information, vraie ou fautive, circule ». Autant qu'elle soit vraie.

La question se pose dans des termes identiques pour la télévision, autorisée dans les cellules au début de 1986. Cette mesure fut bien accueillie par l'opinion, ornée peut-être par Jean Datoard qui dans France-Soir (28 novembre 1986) écrivait qu'il ne manquait plus rien aux détenus sinon, de pouvoir « se commander du caviar chez Pétersson ».

### Un reflet des réalités

Pour M. Alain Chalandon, ministre de la justice, le problème cependant n'est pas là, mais dans la manière dont les émeutes, montrées à la télévision, donnent des idées à d'autres. C'est ce qui est venu le 16 juillet, aux journaux de 20 heures, des flammes s'élever d'un bâtiment des Baumettes à Marseille, tandis que des mutins, montés sur les toits, se débattaient dans un nuage de gaz lacrymogène, ne pouvant douter du choc produit.

C'est oublier que la télévision joue aussi un rôle positif. De l'avis des chefs d'établissement, elle leur a permis de se réappaiser depuis un an et demi dans les prisons, jusqu'à l'agitation de ces jours derniers.

Les médias ne sont que le reflet de la réalité carcérale. Songer à les muscler ou à en priver les détenus serait dangereux. Le facteur permanent de l'agitation dans les prisons tient en effet, depuis près de vingt ans, à l'écart que l'administration pénitentiaire laisse parfois se creuser entre la vie quotidienne des détenus et le monde extérieur. Au début des années 70 qui furent marquées par des mutineries à répétition, les détenus n'avaient pas le droit, par exemple, d'acheter des produits de beauté. Jusqu'en 1973, les prisonniers n'étaient pas autorisés à porter de montre, de peur qu'ils n'en profitent pour calculer la fréquence des rondes et préparer ainsi leur évasion. Ce n'est qu'en 1983 que disparut l'obligation de porter le costume pénal, le fameux « drague », agrémenté jusqu'en 1970 de galons de bonne conduite pour les détenus les plus disciplinés.

La télévision dans les cellules participe de cette évolution nécessaire. Comme l'écrit Jean Faveard, « les prisons doivent évoluer en phase avec la société ». Sinon c'est l'inévitable explosion.

BERTRAND LE GENDRE.

- (1) Editions Julliard, 1972.  
(2) Editions Gallimard, 1967.  
(3) Les deux prisonniers d'otages, Claude Buffet et Roger Bontems, furent échangés le 26 novembre 1972 après que Georges Pompidou eut refusé de les gracier.

## Au tribunal de Nanterre Citroën contre la CGT

En présence de quelques deux cents syndicalistes, seize responsables et délégués CGT ont comparu, jeudi 16 juillet, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Nanterre, sur plainte de la firme Citroën. Cela à la suite des incidents survenus à l'automne 1984 dans les usines de Nanterre et de Levallois, après l'acceptation par les pouvoirs publics du licenciement de 1909 salariés. Violation de domicile, entrave à la liberté du travail, coups et blessures, tels étaient les chefs d'accusation n'ont pas varié.

Première affaire, celle des « cages à rats » de l'usine de Nanterre, ces six grilles que la direction avait fait mettre en place afin de filtrer l'entrée des ouvriers et de ne laisser pénétrer dans le site de production que les non-syndiqués. Le 18 septembre 1984, « une véritable opération commando », selon les mots du président Max Moïse, avait sectionné les clôtures et découpé le sas. Une échafaudage avait ensuite opposé les cégétistes à l'équipe de travail du matin, qui avait tenté d'entrer en force.

« Le vide des dossiers »

« Quel est l'élément constitutif de violation de domicile en dehors du découpage des cages à rats », pour lequel il n'y a pas de « motifs », a demandé M. Grinier, avant d'invoquer « l'excuse de provocation ». Selon la défense, « s'il n'y avait pas eu l'initiative de M. Moïse, qui était chef du personnel, qui s'était lancé à la tête de l'équipe de travail en criant « en avant », « rien ne se serait passé ». Quant à l'entrave à la liberté du travail, M. Grinier en a piéglé le non-fondement

légale. « Il n'y a pas eu la cessation concertée du travail que stipule le code pénal », a-t-il souligné.

L'avocat a également évoqué — comme il l'avait fait pour la première affaire, « le vide des dossiers » pour l'occupation de l'usine de Nanterre pendant la nuit du 10 au 11 octobre 1984 et des locaux du GOR (gestion-orientation-réemploi) de Levallois, le 27 septembre de la même année. S'agissant de ce dernier dossier, c'est le substitut lui-même qui a relevé : « Je ne pense pas que l'entrave et la violation de domicile soient clairement constituées ».

Dans l'ultime plaidoirie, M. Charles Lederman a évoqué « l'hydrisme quotidien qu'il faut chez Citroën pour résister à la tyrannie des patrons et de la CSL » (confédération des syndicats libres, syndicat maison). Il a retracé l'histoire du « système de violences physiques » qu'avait créé d'après lui la CSL et a conclu en accusant la direction d'avoir « engagé contre ses salariés une véritable guerre judiciaire », « visant à faire apparaître les militants (cégétistes) comme des délinquants de droit commun », « à criminaliser les actions syndicales ».

Au cours de l'audience, M. Pierre-Paul Martin, l'avocat de Citroën, a souligné qu'à ses yeux la CGT est « responsable de la dégradation des événements » et qu'il avait eu le sentiment que tout « avait été décidé à l'avance au plus haut niveau ».

Les défenseurs ont demandé la relaxe de tous les prévenus. De son côté, la partie civile réclame 750 000 F de dommages et intérêts. Jugement le 3 septembre prochain.

ISABEL PARANTHOËN.

## ENVIRONNEMENT

### Feux de forêt Les pompiers veulent intervenir avant l'incendie

« Vous avez peut-être un Canadien dans votre jardin et vous ne vous en servez pas... » Par cette boutade les représentants de la Fédération des sapeurs-pompiers de France, qui regroupent 20 000 professionnels et 200 000 volontaires, tentent d'exprimer leur mécontentement devant l'inertie des citoyens face aux feux de forêt. Ils donnent comme exemple celui de la commune de Cotignac, dans le Var, où l'on compte 300 piscines privées pour 1 500 habitants. Pourtant rien n'est prévu pour utiliser ces réservoirs en cas d'incendie.

« Que les usagers de la forêt se retroussent les manches ou lieu de se cantonner dans un rôle de spectateur », dit le colonel Lucien Hassel-

weiler, porte-parole de la Fédération des pompiers. Celle-ci souhaite que ses adhérents soient associés aux mesures préventives. Les pompiers veulent, avec les maires, surveiller l'application des plans d'occupation des sols, prévoir l'accès aux lotissements et éviter la dispersion anarchique de ces habitations dans les sous-bois.

« Finalement, grognent les pompiers, on nous demande de sauver des situations désespérées provoquées par toute une chaîne de carences sur laquelle nous n'avons aucune prise. Même si le ministre de l'Intérieur fait le maximum, nous savons chaque année, au 1<sup>er</sup> juin, que l'été sera un échec pour la forêt ».

## MÉDECINE

« L'ordre des pharmaciens favorable à la concurrence sur les prix de la parapharmacie... » Le nouveau président du conseil de l'ordre des pharmaciens, M. Jean Brudon, a fait le point, le jeudi 16 juillet, sur le différend qui oppose les officines et les grandes surfaces au sujet de la vente des produits de parapharmacie. M. Jean Brudon estime que les pharmacies « devraient accepter une concurrence effective sur les prix de ces produits ». Mais, s'il refuse le principe d'un « prix minimal », il dénonce l'uti-

lisation, dans les supermarchés, de banderoles annonçant des prix, choc ou discount, l'introduction de la concurrence ne devant pas s'accompagner de publicités tapageuses. M. Jean Brudon en a profité pour rappeler que les articles de parapharmacie faisaient l'objet d'une liste précise depuis 1945. Il entendait ainsi s'opposer à la mise en vente, dans les officines, de produits de plus en plus éloignés de cette définition, tels que « ce sont les bigoudis ou les nœuds papillons ».

# Le Monde

sur minitel

## TOUR DE FRANCE A LA VOIE

Concours de pronostic  
offrez-vous le look de l'été avec Orangina

36.15 TAPEZ LEMONDE puis ETE



## Société

### La catastrophe du Grand-Bornand

#### Le premier ministre exclut toute responsabilité administrative mais ordonne une enquête

Le bilan de la catastrophe survenue le 14 juillet au Grand-Bornand (Haute-Savoie) s'élevait, vendredi matin, à vingt-deux morts et quinze disparus. Les recherches se poursuivent le long des torrents du Borné et de l'Arve pour retrouver les corps emportés par les flots. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, accompagné de trois membres du gouvernement, MM. Charles Besson, Alain Carignon et Robert Pandraud, s'est rendu dans l'après-midi du 16 juillet au Grand-Bornand pour s'incliner devant les corps des victimes qui reposent dans l'église de la commune.

LE GRAND-BORNAND de notre correspondant

Quarante-huit heures après le « raz de marée » qui a submergé la vallée, la station-village a retrouvé son aspect habituel. La chaîne des

Aravis, où avait pris naissance une partie du torrent, est émaillée de soleil. Seuls les visages des parents et des proches des victimes, marqués par la détresse, rappellent le drame qui, en quelques minutes, a fait près d'une quarantaine de morts. Le Borné voit couler des eaux encore sombres, mais l'extraordinaire force qu'il développe pendant quelques heures est aujourd'hui presque épuisée.

Le Grand-Bornand s'interroge à présent sur les raisons d'un sinistre qui « a frappé comme un coup de tonnerre », affirme un conseiller municipal de la commune. Certains rappellent les précédentes crues catastrophiques du Borné, dont la plus ancienne connue remonte au mois de juillet 1879 et la plus récente au même mois de l'année 1936. Il est très probable que, au cours des siècles, le torrent avait déjà envahi le terrain occupé aujourd'hui par le camping sinistré. Sa mise en exploitation il y a dix-sept ans n'a pas soulevé de réserves de la part de la commune et de

l'administration. Celles-ci n'ont pas jugé utile de protéger le camping contre des crues tout de même rares. Pourtant, en amont du camping, le torrent fait un coude et vient buter très fortement contre la rive, qu'il peut alors, en cas de crue exceptionnelle, aisément submerger.

Le premier ministre, qui a visité Le Grand-Bornand jeudi après-midi, a souligné le caractère « imprévisible » de la catastrophe du 14 juillet. Il a notamment déclaré : « Rien, à ma connaissance, ne permettait de craindre une catastrophe de ce genre. Tout, hélas, peut arriver. » Il a précisé que, « dans l'état actuel des choses, personne ne peut imputer une responsabilité quelconque à la commune ».

Le premier ministre a toutefois annoncé qu'une enquête administrative diligente par l'inspection générale de l'administration et l'inspection générale de l'équipement allait être ouverte pour faire toute la lumière sur les raisons de la catastrophe.

M. Chirac a d'autre part rappelé que la commune du Grand-Bornand a mis à l'étude un plan d'exposition aux risques (PER) ayant pour objectif de recenser les endroits dangereux. Ce sont essentiellement les zones d'avalanches et de glissements de terrain qui devaient être recensées, ont précisé les responsables communaux. « Rien ne permet de dire aujourd'hui que ce plan aurait retenu un risque d'inondation dans la commune du Grand-Bornand », a affirmé le premier ministre.

En effet, les services de l'Office national des forêts chargés de l'élaboration du PER du Grand-Bornand prescrit en 1985 par l'administration n'avaient pas encore entrepris leur étude sur le terrain. De son côté, M. Alain Carignon, ministre de l'environnement, s'est étonné des propos tenus par son délégué aux risques majeurs, M. Renaud Vié le Sage, selon lequel le camping du Grand-Bornand devait être classé en zone rouge, compte tenu des précédentes inondations survenues à cet endroit. Le ministre a indiqué que ce fonctionnaire doit quitter son poste dans les prochains jours et qu'il a commis, probablement dans ce contexte, quelques écarts de langage.

CLAUDE FRANÇILLON.

Les vétéplanistes en perdition devront payer l'addition. — M. Ambroise Guellac, secrétaire d'Etat à la mer, a annoncé, le jeudi 16 juillet, que les secours apportés hors des zones de surveillance aux embarcations non immatriculées (planches à voile, bateaux pneumatiques...) seraient désormais systématiquement facturés par les services publics de sauvetage en mer, principalement la marine nationale, les douanes et les affaires maritimes. Cette décision, applicable immédiatement, prévoit que les personnes secourues devront payer une somme forfaitaire de 500 F, en dédommagement du sauvetage de l'embarcation, celle des personnes restant gratuites. Ce dispositif était déjà appliqué par la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM), une société à droit privé qui concourt aux actions de secours du service public.

M. A. R.

### BIBLIOGRAPHIE

#### L'Université sous l'emprise de l'Etat

Dans *L'Université captive*, l'ancien président de Lyon-II, Philippe Lucas, demande que l'université soit enfin libérée de l'Etat et de ses réformes.

Que n'a-t-on entendu sur la crise de l'Université ! Submergée par le nombre des étudiants, empêtrée dans le bricolage permanent des réformes, déphasée, déprimée, discréditée, inefficace... elle serait incapable de jouer le rôle qui devrait être le sien dans la modernisation scientifique, culturelle, économique du pays.

Dans *L'Université captive*, Philippe Lucas n'étudie aucun de ces griefs : président de l'université de Lyon-II entre 1979 et 1986, membre actif de la conférence des présidents d'université, il a eu tout le loisir de repérer les blocages du monde universitaire.

C'est tout l'intérêt de ce petit livre dense, rigoureux, souvent décapant, de démontrer les mécanismes de la « crise universitaire », sans chercher à tout prix à la résoudre par quelque nouvelle recette miracle. Cette démarche le conduit à un premier constat : l'université est captive de l'Etat et de ses réformes. Pour l'adapter à l'afflux massif de nouveaux étudiants, l'Etat « nourrit l'illusion que la réforme des structures répondrait à toute la question universitaire — ou presque. Ce faisant, il confond ses rapports avec les universités et l'ensemble des relations que celles-ci entretiennent avec la société ». Cette assimilation des rapports universités-État conduit, pour Philippe Lucas, à une véritable « confiscation par l'Etat de la vocation universitaire de l'université ». Cette démantèlement réformatrice masque l'absence d'une véritable politique universitaire ; elle en est plutôt l'alibi. Faisant de la question universitaire une affaire d'Etat, elle favorise sa politisation, « d'où l'on conclut trop vite à la politisation de l'université elle-même ». Elle escamote d'autre part la mise en place d'une réelle autonomie des universités.

Cette cristallisation des énergies sur les problèmes d'organisation s'opère avec la complicité plus ou moins avouée d'une bonne partie des universitaires eux-mêmes, que la

logique réformatrice de l'Etat dispense d'une évaluation de leur action. « *Divisée et frileuse* », la communauté universitaire a souvent été aveugle à ce qui lui advenait, comme l'atteste en particulier son étonnante difficulté à « mobiliser à son profit sa capacité d'investigation » (en matière de sciences de l'éducation notamment).

Cette « mésintelligence » de l'université avec elle-même « réside sans doute dans le fait que les évolutions récentes se soient faites et se passent encore en grande partie à son insu ». Le renouvellement des missions, l'ouverture sur de nouveaux publics, le développement des pratiques contractuelles, la multiplicité des partenariats, en matière de formation continue, de recherche ou d'action culturelle... autant de mutations que l'université ignore ou ne laisse se développer que de façon périphérique.

Les relations contractuelles, en particulier, bousculent bien des habitudes, introduisent la notion de performance dans un monde fondé sur la cooptation. Mais elles représentent, si les universités savent en tirer parti, de véritables facteurs d'évolution. Elles incitent à prendre conscience que le monde universitaire est devenu un ensemble complexe, obéissant à des rationalités, à des intérêts et à des modes de régulation multiples, mais pas forcément contradictoires.

Les relations contractuelles ne sauraient à elles seules déconcerter une institution grippée. Et Philippe Lucas passe rapidement sur bien des points sensibles : les problèmes de financement, les TD surchargés, les locaux dégradés, les crispations locales, les étudiants désorientés, la charge d'enseignement des universitaires... Mais « il s'agit moins, conclut l'auteur, de régler la question universitaire que de la passer, de veiller à ce qu'elle ne se referme pas, de trouver les moyens qui permettent désormais aux universités de vivre en intelligence avec elles-mêmes ». Le propos est moins modeste qu'il n'y paraît.

GERARD COURTOIS.

\* *L'Université captive*, par Philippe Lucas, Publibud, 180 p., 98 F.

### Selon M. Alain Carignon

#### Les crédits pour les « PER » ne seront pas réduits en 1988

M. Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement, répond à trois questions concernant la politique de prévention des risques naturels.

« La catastrophe qui vient de se produire souligne l'intérêt et l'urgence des plans d'exposition aux risques naturels prévus depuis 1984. Pourquoi n'a-t-on pris un tel retard pour établir ceux de six cents communes considérées comme prioritaires ? »

« Il n'y a pas de frein administratif ou politique à l'établissement des PER mais ce sont des opérations qui exigent beaucoup de temps et des moyens financiers importants. Ceux du seul département de la

Haute-Savoie par exemple ont déjà coûté 1,8 million de francs.

« Ne pourrions-nous pas aller plus vite et alléger les coûts ? L'administration ne fait-elle pas du perfectionnement au détriment de l'efficacité ? »

« La question est légitime mais ces documents servent de référence pour l'urbanisme et ils engagent la responsabilité de l'Etat. L'étude des accidents potentiels, notamment ceux qui ne reviennent que tous les cinquante ou tous les cent ans, ne peut être menée à la légère.

« Avez-vous demandé et obtenu, dans le budget de 1988, des moyens supplémentaires pour étoffer la cellule de la délégation aux risques

majeurs qui s'occupe des PER dans votre ministère et pour accélérer les opérations ? »

« La cellule dont vous parlez n'a guère besoin de gros effectifs car son rôle est surtout d'impulser l'action des préfets sur le terrain. Pour les moyens financiers, il est vrai qu'ils ne sont pas en rapport avec l'importance des besoins. Mais la prévention des risques naturels — comme celle des risques industriels — reste une des priorités de mon ministère. Cette politique sera poursuivie et les crédits affectés au PER — 8,6 millions de francs — ne seront pas réduits en 1988. J'ai reçu des assurances du ministère du budget et j'ai confiance dans les arbitrages qui seront rendus. »

M. A. R.



## Madame, Monsieur, Actionnaire de Paribas, ce message vous est réservé.

Vous êtes l'une des 3 800 000 personnes à être entrée dans notre groupe. Depuis sa privatisation, Paribas a rassemblé plus de 5 milliards de capitaux au profit des entreprises françaises cotées à la bourse de Paris. Paribas a financé 2 des plus gros contrats français à l'exportation dont une centrale thermique en Chine. C'est Paribas qui a proposé le rapprochement de Louis Vuitton et Moët. Hennessy pour créer la première société mondiale de produits de luxe.

### Madame, Monsieur,

Paribas poursuit son développement et augmente son capital, en émettant auprès de ses actionnaires et d'investisseurs venus du monde entier des « Actions à Bons de Souscription d'Actions » que les professionnels appellent généralement ABSA.

L'ABSA est composée d'une action et d'un bon qui seront cotés en bourse séparément dès la fin de l'opération. Le bon vous permettra, si vous le souhaitez, d'acquiescer ultérieurement à un prix fixe, une action supplémentaire au moment de votre choix.

Normalement, c'est par tranche de 8 actions que l'on peut acquiescer une ABSA Paribas. Mais à vous, Madame, Monsieur, Paribas offre l'avantage de souscrire une ABSA même si vous ne possédez que 4 actions ou moins. Cette offre est valable jusqu'au 31 juillet 1987.

L'intermédiaire auprès duquel sont déposées vos actions (banque, bureau de poste, agent de change, caisse d'épargne ou comptable du Trésor) prendra directement contact avec vous et vous indiquera vos droits. Vous pouvez dès à présent lui donner vos instructions.

PARIBAS

Téléphonez au (1) 42.98.1788 ou écrivez à Paribas-Actionariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris. Une note d'information visée par la C.O.B. est disponible chez les intermédiaires financiers.

حکومتی الاصل



# Société

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

**L**e village est composé de deux hameaux d'égale importance. Les deux agglomérations s'étendent sur des surfaces du même ordre ; elles contiennent, chacune, le même nombre d'habitants. Chacune a son cimetière, chacune son école. Et si la mairie, fatalement, est au hameau dominant, le hameau du ruisseau, le hameau de la mare a sa mairie annexe, où se célèbre parfois un mariage.

Le hameau du ruisseau désigne à lui seul, pour l'administration, l'ensemble de la commune, et le hameau de la mare est donc ravalé au rang de lieu-dit. Mais le maire y réside. Là est le roi, là est le gouvernement. Cela fait contredire au hameau du ruisseau, si lui prenait fantaisie de trop faire sentir sa supériorité, née, probablement, des oukases préfectoraux.

Car si, de l'un à l'autre village, on ne se surveille pas, on veille. Si un chemin est refait au hameau de la mare, ça rance et ça ergote 4 kilomètres plus loin.

Si le hameau du ruisseau gagne un électeur, soit qu'un retraité s'y installe, soit qu'un jeune atterrisse sans majorité sans pour autant émigrer vers la ville, ça se remarque du côté de la mare. Et inversement, inutile de le préciser.

Le fils du maire a donc réussi un fameux coup lorsqu'il est allé chercher sa promesse au hameau du ruisseau pour la remettre, nécessairement, au hameau de la mare. Politiquement, c'était malin, sur le modèle des alliances royales d'autrefois ; et, comme autrefois, l'un des pays y a gagné. Là, un électeur de moins, ici, un de plus. Un point pour le camp de la mare.

Il ne faudrait pas en déduire que les deux hameaux vivent, tels les Super-Grands, le régime de la paix armée, mais on n'y est pas moins sensible au maintien des équilibres.

C'est si vrai que lorsque l'archevêque est venu au village, il n'a pas commis l'erreur, que ses vices sans doute lui ont évité, de n'aller que dans le hameau éponyme. Il a traité sur le même pied celui-ci et celui-là.

C'est si vrai, que lorsque s'est créée, dans la commune, une petite association de loisirs et de culture, elle a pris le nom d'Association des deux Villages. Cela contredisait peut-être l'uniformité jacobine, mais cela préservait la paix civile, précieuse jusque dans ces lieux.

Malgré tout, le but, ou du moins l'un d'eux (il en est d'autres, on ne tardera pas à le savoir), était clair : faire valoir les droits du hameau de la mare face aux privilèges que la loi reconnaît au hameau du ruisseau. En tout premier lieu pour ce qui concerne l'organisation de la fête nationale.

**U**n 14 Juillet, forcément, c'est au chef-lieu. Aussi, Evelynne Fandard, qui préside l'Association des deux Villages, a-t-elle, aidée de son mari (un robuste, celui-là), organisé, pour le hameau de la mare, un 14 Juillet qui a eu lieu le 13. Poussant les uns, tirant les autres, Gilbert et Evelynne, le mari de la secrétaire de mairie, Evelynne a eu tôt fait de dresser un abri pour les frites et un parterre pour la danse, le tout accolé au chevet de l'église.

Au début, c'était plutôt guindé. C'était à qui ne se lancerait pas. Même Odette, une enrégée de la danse, malgré ses soixante-douze ans, qui ne se voyait pas au premier coup d'œil, hésitait à donner le signal. Il faut dire que la bande son n'était pas terrible et que le son venait de Patagonie. Les timides, il faut les assourdir pour qu'ils plongent. Mais enfin, c'est venu.

Malgré tout, le pire, ce n'est pas cette histoire de congélateurs, ni même certains rendez-chassés transformés en boursiers, ni même les provisions flottant dans les caves ; le pire, c'est l'état des cultures.

Evidemment, ce n'est pas l'honneur du Grand-Bornand, mais les champs montrent des spectacles de désolation. Orge d'hiver, avoine, blé, des pièces entières sont placées au sol, rendant bien évidemment la récolte. Allons donc faire passer là les lourdes (et coûteuses) machines préposées à cet office ! Et les petits pois fourragers qui ont été piqués par des grillons ! Et les feuilles de tournesol qui ont été percées par la violence des gouttes !

Certes, le maire fait des pieds et des mains pour que sa commune soit déclarée zone sinistrée, mais cela ne va pas tout seul. A la préfecture, mercredi, on n'était encore officiellement au courant de rien. D'autant que la vacance du 14 Juillet n'a pas pu contribuer à ralentir les choses. Aussi, le maire est-il bien content d'avoir pu en dire un mot au député rencontré chez le voisin qui recevait pour un concert.

Un concert. Au hameau de la mare. Un vrai, avec des violoncelles, et un violon, et une flûte, et même une épinette qui en bonne épinette disciplinée qu'elle était.

Mais après le concert, inévitablement gourmand, les invités ont dansé, jusqu'à point d'heure, sur des rythmes moins composés.

Un avant-goût de l'avenir 14 Juillet. Ça ressemblerait à un avantage pour la mare sur le ruisseau que ça ne serait pas pour étonner. On attend la réplique.

**PS 1.** Vu sur les panneaux de la capitale : « Locataires, la mairie de Paris vous informe sur vos droits ». Merci au maire de veiller aux conséquences néfastes des lois que fait voter le premier ministre.

**PS 2.** Vu sur l'autoroute qui mène de la capitale au village : une 2 CV aux vitesses doublant en troisième file et convoyant quatre bonnes saurs, dont une arc-boutée sur son volant. La destination du bolide religieux est restée inconnue, la prudence ayant commandé de ne pas chercher à la suivre.

sangliers que certains élèvent. C'est le cas de le dire, on a donné des porcs aux cochons.

**D**ES truites sauvages, pensez, ça ne se trouve pas sous le pas d'un cheval ! Surtout depuis qu'un imbécile, un agriculteur pourtant, pas un de ces industriels sans foi ni loi sinon calés du profit, a rejeté dans le ruisseau un désherbant terrible qui a bousillé pour les cinq ou six années à venir toute possibilité de pêche, alors qu'avant il s'y pêchait jusqu'à 40 kilos de truites. Encore heureux que les vaches n'étaient pas à paître ou les enfants à patauger parce que la saison ne s'y prêtait pas. Autrement, on allait au drame.

Malgré tout, le pire, ce n'est pas cette histoire de congélateurs, ni même certains rendez-chassés transformés en boursiers, ni même les provisions flottant dans les caves ; le pire, c'est l'état des cultures.

Evidemment, ce n'est pas l'honneur du Grand-Bornand, mais les champs montrent des spectacles de désolation. Orge d'hiver, avoine, blé, des pièces entières sont placées au sol, rendant bien évidemment la récolte. Allons donc faire passer là les lourdes (et coûteuses) machines préposées à cet office ! Et les petits pois fourragers qui ont été piqués par des grillons ! Et les feuilles de tournesol qui ont été percées par la violence des gouttes !

Certes, le maire fait des pieds et des mains pour que sa commune soit déclarée zone sinistrée, mais cela ne va pas tout seul. A la préfecture, mercredi, on n'était encore officiellement au courant de rien. D'autant que la vacance du 14 Juillet n'a pas pu contribuer à ralentir les choses. Aussi, le maire est-il bien content d'avoir pu en dire un mot au député rencontré chez le voisin qui recevait pour un concert.

Un concert. Au hameau de la mare. Un vrai, avec des violoncelles, et un violon, et une flûte, et même une épinette qui en bonne épinette disciplinée qu'elle était.

Mais après le concert, inévitablement gourmand, les invités ont dansé, jusqu'à point d'heure, sur des rythmes moins composés.

Un avant-goût de l'avenir 14 Juillet. Ça ressemblerait à un avantage pour la mare sur le ruisseau que ça ne serait pas pour étonner. On attend la réplique.

**PS 1.** Vu sur les panneaux de la capitale : « Locataires, la mairie de Paris vous informe sur vos droits ». Merci au maire de veiller aux conséquences néfastes des lois que fait voter le premier ministre.

**PS 2.** Vu sur l'autoroute qui mène de la capitale au village : une 2 CV aux vitesses doublant en troisième file et convoyant quatre bonnes saurs, dont une arc-boutée sur son volant. La destination du bolide religieux est restée inconnue, la prudence ayant commandé de ne pas chercher à la suivre.

## DÉFENSE

La visite de M. Manfred Woerner en France

### Paris et Bonn s'engagent à construire en commun un hélicoptère de combat

LE CANNET-DES-MAURES de notre envoyé spécial

La France et l'Allemagne fédérale se sont engagées à conclure, en novembre prochain, un accord définitif pour la production d'un hélicoptère de combat qui sera commun aux deux armées de terre après 1997. L'annonce en a été faite, le jeudi 16 juillet, par M. André Girard, ministre français de la défense, et M. Manfred Woerner, ministre ouest-allemand de la défense, en un lieu symbolique : l'école qui forme au Cimet-des-Maures (Var) les spécialistes de l'aviation légère de l'armée de terre, qui réunit les six cent cinquante hélicoptères en service dans cette arme.

Voilà maintenant dix ans que les deux pays cherchent à s'entendre sur la définition d'un hélicoptère de combat commun qui prendra la succession des hélicoptères Gazelle en France, et des hélicoptères B.O.105 en Allemagne fédérale. Pendant une décennie, les discussions ont échoué sur les caractéristiques de cet hélicoptère et sur son coût. Le 15 juillet dernier, après une série de réunions en forêt Noire, des hauts fonctionnaires de l'armement, de part et d'autre du Rhin, sont parvenus à un compromis avec les industriels concernés. C'est ce compromis technique, financier et industriel que les deux ministres de la défense viennent d'avaliser.

#### 30 milliards de francs

Le projet, qui fera l'objet d'un accord intergouvernemental conclu en novembre, concerne la production d'un hélicoptère de 5,4 tonnes au décollage, propulsé par deux turbines, manœuvré par un équipage de deux hommes assis en tandem, disposant d'une visionneuse et d'une optronique pour le pilotage et le tir de nuit ou par mauvais temps, et armé, selon les versions, de missiles air-sol pour le combat antiaérien, et de missiles air-air à très courte portée pour la lutte antihélicoptère. Dans un premier temps, la version antiaérienne sera équipée des missiles antichars Hot dont sont armés actuellement les hélicoptères Gazelle. Ultérieurement, elle recevra des missiles antichars dits de nouvelle génération dont la particularité est d'avoir été conçue en coopération entre Français, Allemands de l'Ouest et Britanniques, pour être tirés par guidage automatique sur la cible pendant que l'hélicoptère

demeure hors de portée des défenses adverses. C'est le système dénommé « fire and forget » (tir et oublie). Pour sa part, la version antihélicoptère sera armée de missiles air-air dérivés du missile Mistral de la société Matra.

L'Allemagne fédérale a prévu de commander deux cent onze hélicoptères antichars. La France, en revanche, passera une commande mixte qui comprendra cent quarante hélicoptères antichars et soixante-quinze hélicoptères antihélicoptères. Ce qui devrait représenter, pour le budget français, une dépense totale, depuis le développement de la machine jusqu'à sa production en série, y compris les pièces de rechange, de 30 milliards de francs.

Cet accord de principe entre les deux pays a été annoncé alors que M. Woerner a, pour la première fois depuis qu'il occupe les fonctions de ministre ouest-allemand de la défense, accepté de passer trois jours à visiter des usines françaises, à la demande de M. Girard. Le ministre français de la défense a, pour la circonstance, réservé un accueil tout à fait exceptionnel à son collègue ouest-allemand.

Ainsi M. Woerner a pu rallier, à partir de Paris, Istres (Bouches-du-Rhône) à bord d'un Mystère 20, spécialement aménagé pour simuler le vol à très basse altitude d'un avion de combat Mirage 2000 N, le vecteur de l'arme nucléaire prêt-à-l'emploi. Puis le ministre ouest-allemand, qui est un ancien pilote de chasse, a pu lui-même prendre les commandes, pendant soixante minutes, d'un Mirage 2000 de Défense aérienne en-dessus de la Méditerranée, et à l'issue de l'acrobatie d'une arme nucléaire de 20 kilotonnes (la puissance de la bombe d'Hiroshima) sous le ventre d'un Jaguar prêt-à-l'emploi. Au Cimet-des-Maures, M. Woerner a pu effectuer des vols tactiques de jour comme de nuit en hélicoptère Gazelle, c'est-à-dire des navigations à ras du sol pour profiter des masques du relief ou de la végétation. Enfin, il a été autorisé à visiter, le vendredi matin 17 juillet, le sous-marin nucléaire lance-missile Cyprien, qui appartient à l'escadre de Toulon et qui est actuellement à quai.

« Nous avons réussi malgré les obstacles, a conclu le ministre ouest-allemand, à conclure une coopération militaire franco-allemande ».

JACQUES ISNARD.

## Village (2)

Jusqu'à 1 heure du matin, on a tangoté et pasodoblé, requinqué régulièrement par une canette ou un verre de cidre. Les gendarmes ont eu aussi, même le petit dernier, qui s'est fait gendarme parce que l'entreprise qui l'employait battait de l'aile.

Auparavant, brandissant des lampions, enfants et adultes avaient défilé dans la rue principale, celle-là même qui sera bientôt pourvue de trottoirs, ce qui n'est d'ailleurs pas du goût de tout le monde, les uns craignant que cela ne coûte cher, les autres (souvent confondus avec les précédents) n'appréciant pas de devoir renoncer aux fleurs, le plus souvent des iris, qui ornent le devant de leur maison.

Il faut pourtant bien canaliser les pluies qui, ces temps-ci, ne ressemblent pas précisément à des ondes de printemps. Au point que ces fameux trottoirs, s'ils avaient déjà existé la semaine passée, auraient été caillots sur jante de bois pour enlever le flot qui a pour ainsi dire submergé le hameau de la mare. (Laquelle a été bien incapable de remplir son office et d'absorber le trop-plein du ciel).

Les caves ont été inondées, au point qu'y basculent les congélateurs qui ont déversé leur contenu dans l'eau fangeuse. Tout a été perdu ou à peu près de ce qu'ils renfermaient. Des merveilles parfois, un ris de veau d'une exceptionnelle grosseur, des truites sauvages et Dieu sait quoi encore. Tout est allé aux

## RELIGIONS

Une convention internationale à Paris de l'Ordre ésotérique à Paris

### Les rosicruciens sortent des ténèbres

Représentant quarante-cinq pays francophones, 8 000 membres - dont plus d'un millier d'Africains - de l'Ordre de la Rose-Croix, l'une des principales sociétés ésotériques dans le monde, sont réunis en convention, au Palais des congrès à Paris, jusqu'au dimanche 19 juillet. L'ordre compte 200 000 membres dans les pays de langue française et 150 loges et chapitres en France, où il est en pleine expansion.

L'encens brûle dans une baraque suspendue que bercent deux hommes masqués de noir. Le synthétiseur martèle des sons graves, heurtés seulement par un gong ou le cliquetis d'un carillon. Des projections de lumière au laser balayent la salle et des fumées colorées s'échappent des couloirs.

Il ne s'agit pas du dernier concert parisien de rock, mais une cérémonie d'initiation. La première de la convention de l'Ordre de la Rose-Croix qui se tient pendant trois jours à Paris. Les 4 000 personnes qui remplissent le grand auditorium du Palais des congrès sont comme envoltées. Une deuxième cérémonie suivra pour les 4 000 autres congressistes.

« Frères et sœurs », s'écrit l'initiateur, tandis que des dizaines de figurants en robes, soutanes ou saris blancs, sur fond de cheminée latine et la vieille tourgoir romaine des septuaginta et huitième siècles, occupent la scène. D'impressionnantes voiles multicolores sont dépliées, alors qu'une grande pluie de drap noir parcourt toute la salle, au-dessus des têtes d'un public presque sous hypnose.

Noir comme le deuil. Car le parcours initiatique à l'intérieur de la Rose-Croix comporte quatre étapes. La première - symbolisée au cours de cette cérémonie en forme de rituel funéraire - est la séparation, autrement dit la mort mystique. On dépouille

le vieil homme de ses préjugés et de ses superstitions. « L'initié doit décanter la pur de l'impur », souffle un fidèle.

Suivent l'admission au « temple de la connaissance » ; puis l'illumination, c'est-à-dire le point culminant atteint sur le « sentier » de l'initiation : « après avoir crucifié sur la croix son être limité, l'initié voit dans son cœur s'épanouir la rose mystique » ; et enfin le retour : parvenu à l'état de Rose-Croix, l'initié est envoyé au monde pour accomplir le Vrai, le Bien, le Beau et l'Idéal.

#### Comme Edith Piaf

Société secrète ésotérique et mystique, plongeant ses racines dans les écoles du mystère de l'Égypte pharaonique, l'Ordre de la Rose-Croix progresse dans le monde à pas de géant. Les rosicruciens sont 6 millions : en Amérique du Nord, en Europe jusqu'en URSS, dans tous les pays d'Afrique, au Japon, etc. En France, leur effectif a doublé en dix ans : ils sont aujourd'hui 150 000. Edith Piaf était rosicrucienne, et avant elle Batzac, Debussy, Erik Satie. On trouve aujourd'hui encore, dans l'Ordre français, des artistes, des chercheurs et plus de 10 % de médecins.

L'« Imperator » de la Rose-Croix est un jeune homme de trente-trois ans, Gary Stewart. Entouré d'un Bureau suprême de quatre membres, il siège à San-José en Californie. En France, l'actuel grand-maître et Légitime Suprême de l'Imperator est Christian Bernard, qui a succédé en 1977 à son père, Raymond Bernard, véritable rénovateur de l'Ordre pendant les vingt et un ans (date maximum) de son règne : 1958-1977.

Les moyens de la Rose-Croix sont étonnants. Aux États-Unis, elle possède une université et des laboratoires. En France, deux châteaux, une grande propriété dans l'Eure, des laboratoires de recher-

che, un musée d'antiquités égyptiennes. Un parc de loisirs en Auvergne, des temples, des galeries d'art, des librairies, des centres culturels à Paris et dans un grand nombre de villes de province, ainsi qu'un réseau de radios locales (Radio 3 à Paris).

Se défendant de tout prosélytisme, les rosicruciens attribuent leur succès à l'angoisse, au besoin de savoir de l'homme d'aujourd'hui, et à l'entrée du cosmos dans l'ère du Vercure en 1965. De nouvelles forces, expliquent-ils, feraient vibrer l'univers et stimulerait le désir de connaissance et de recherche intérieure.

Un rosicrucien trouve la voie de son épanouissement dans son « sanctum » personnel, lieu de méditation et d'expérimentation, et dans sa « loge » où, accompli par tout un rituel symbolique et mystique, il se livre, avec soixante autres initiés ou au vote de l'âtre, à l'étude d'un « message » commenté par un maître. « On écarte, dit l'un d'eux, les conditions généralistes de nos ténèbres, pour mieux faire apparaître notre lumière intérieure ». Des questions comme la télépathie, la guérison spirituelle, l'influence des sons et des couleurs, sont sans cesse abordées. Le rosicrucien ne meurt pas : il « transite ». Beaucoup croient en la réincarnation.

Pas de dogme pourtant, ni de vérité révélée. L'Ordre propose tout, dit-on à la Rose-Croix, n'impose rien. Celle-ci se défend d'être une secte ou une Église. Elle accueille des hommes, des femmes, des enfants (les « porteurs de flamme » de toute religion ou conviction). De plus, à la différence d'autres sociétés ésotériques, elle ne prend jamais position dans le débat public. Seulement préoccupée de sa santé physique et mentale, le rosicrucien répète à tout instant le devise de son ordre : « la plus grande tolérance dans la plus stricte indépendance ».

HENRI TINCO.

## Le Monde ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

### L'IMMOBILIER

#### appartements ventes

**6<sup>e</sup> arrdt**  
COCHON, sur bd Saint-Germain, 6<sup>e</sup> arrdt, 5 p., batic., 150 m<sup>2</sup>, 4 250 000 F. 43-80-09-06.

**16<sup>e</sup> arrdt**  
PROX INTERESSANT  
MEXELMANS  
bel immeuble, pierre de taille, revêt, salon, salle à manger, 2 chbres, entré, cuisine, bier., w.-c., sur rue calme, soleil, parking, 8, rue Auguste-Mauger, samedi-dimanche 15 h-18 h.

**17<sup>e</sup> arrdt**  
**MAIRIE 17<sup>e</sup>**  
SAINTE PLEIN SUD  
RESTE A SAISSIR  
1 boutique libre + studio  
650 000 F  
1 apt occupé, 2 pièces  
250 000 F  
T. : 43-80-64-74, pte 235.

**ARGENTINE**  
Petit imm., standing,  
ORIGINAL DUPLEX  
pout. appar., 45-02-13-43.

**villégiature**  
Particulier loué à Saint-Raphaël  
sept-septembre (semaine),  
quatrième ou cinquième  
ville 600 m<sup>2</sup> habitables, mou-  
table et décorée, entourage  
doué (jardin + piscine),  
8 chambres, 6 salles de bain,  
réception 130 m<sup>2</sup>, billard, SPA,  
sauna, piscine 15 x 7, terrain  
pavé clos à 8 000 m<sup>2</sup>, propriété  
golf 18 trous (5 parcours de  
golf compris), possibilité  
12 personnes.  
Ecrire Haves St-Raphaël  
n° 1211 ou tél. : 491 535.

**93**  
**Saint-Denis**  
EPINAY-SUR-SEINE (93)  
part. vd apt 48 m<sup>2</sup>, balcon,  
4<sup>e</sup> de sc., 2 chbres, cuisine, bier.,  
sur place : 27, av. de la Républi-  
que, lundi 20/07 de 9 h  
à 18 h. Pte 250 000 F.

**Province**  
NICE. PART. A PART., centre  
réad., 120 m<sup>2</sup> ref. m. cuis.  
équip., 2 s. de bain,  
1 s. d'hab., 1 s. d'hab., de dév.,  
2 400 000 (1) 45-25-55-14.

**appartements**  
**achats**  
Pte. rech. Pte. Vieux, Saint-  
Mandé, 3/4 pièces, 11 part.,  
1/12 million, T8, 3 part., 15 h  
à 18 h. Samedi, 43-75-27-62.

**locations**  
**non meublées**  
**offres**  
Paris  
**QUAI BLEROT**  
Duplex 6<sup>e</sup>/7<sup>e</sup> étages  
édif., 2 chbres,  
8 175 F, s.c., 45-02-13-43.

**bureaux**  
**Locations**  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
Constructions de bureaux et  
tous services. 43-55-17-50.

#### pavillons

**SAINT-CLOUD**  
PAVILLON près gare, ent., 60 m<sup>2</sup>,  
2 chbres, cuis., bier., w.-c.,  
s/rd, car., 1 studio, 11 part.,  
s/petit jardin, 1 800 000 F,  
45-43-68-60.

**PLAIN-PIED**  
Nécess. (Lundis), 2 km d'Arcueil  
15 km Orthez - 30 km Des  
Entier, rénové, 400 m de ter.,  
Vente sur place en août.  
Prix 230 000 francs  
Tél. : 48-20-78-02 (le soir).

**villas**  
EN LOZÈRE - MENDES  
VD GRANDE VILLA, 3 n<sup>ts</sup>,  
sur 1 100 m<sup>2</sup> vue magnif.,  
cuisine, plain sol, poss. ext.,  
cercle-haut, dév.,  
pêche, chasse, randonnée, etc.  
Située à 1 000 000 F.  
Tél. : 65-65-03-95.

**propriétés**  
**AIX-EN-PROVENCE**  
2 km du centre,  
belle maison dans un cadre  
calme, 15 p., très grande  
réception, 100 m<sup>2</sup> de  
+ maison d'été + logt de  
gardiens + gd garage sur parc  
de 4 ha, arbres séculaires,  
orangerie, s. à manger d'été,  
piscine 10 x 6, tennis, en-  
trepôt et portail automatique.  
La plus belle demeure de la  
région à la vente exceptionnelle !  
CHEETHAM IMMOBILIER  
AIX. Tél. : (1) 42-92-83-82.

Part. Nantaise-Château rav.  
per. d'été, 200 m<sup>2</sup>, beaucoup de  
cours, 4 chbres, 3 bts, w.-c.,  
terras, séjourn., 1 HA, 2 500 000 F  
Tél. : (1) 43-70-92-61, h. h.

**LA GARENNE-COLOMBES**  
5 km Neuilly et D'Antony, rive  
sur cascade ch. forêt, bosse-  
ries, golf, 8 p., 2 chbres,  
réception 80 m<sup>2</sup> + par. gar-  
dens impénétrable 60 m<sup>2</sup>, par.  
2 voitures, jard. 850 m<sup>2</sup>, par.  
terras, piscine, 4 500 000 F,  
47-41-78-79.

#### hotels particuliers

**91 BIÈVRE**  
12 km PARIS 20<sup>e</sup> ÉTOILE  
Hôtel part. de caractère dans  
village de la Bièvre 500 m<sup>2</sup>  
sur 3 ha (terrasse), terr.  
rénové, panoramique 157 m<sup>2</sup>,  
sur terrain 4 500 m<sup>2</sup>,  
prix 1 200 000 F  
Pte. justifié 6 000 000 F.  
BETRA (1) 47-83-24-25.

**terrains**  
**OPÈRE LURÉON**  
Terr. panoramique 8 500 m<sup>2</sup>,  
belle vue, 30-72-27-95.

A vendre terrains constructibles de  
grandeurs différentes dans  
Lobron avec pte ou offices.  
30-72-82-44/30-75-85-01.

**SA VILLECHESNES** centre  
ville, Opération sur + cons.  
8/800 m<sup>2</sup>, 22 h. en viabil.  
Prix terrain 300 000 F HT.  
CONSTR. LAURENT 45-66-74-30.

**SA BUCY PROCHE RER, OPÉ-**  
**RATION TERRAIN + CON-**  
**STRUCTION** sur 500 m<sup>2</sup>,  
3/800 m<sup>2</sup>, 22 h. en viabil.  
Prix terrain 300 000 F HT.  
CONSTR. LAURENT 45-66-74-30.

**91 BUREAU** quartier résiden-  
ciel OPÉRATION TERRAIN +  
CONSTR. 8/700 m<sup>2</sup>, 22 h.  
18 m., 330 000 F HT.  
Constr. Laurent 45-66-74-30.

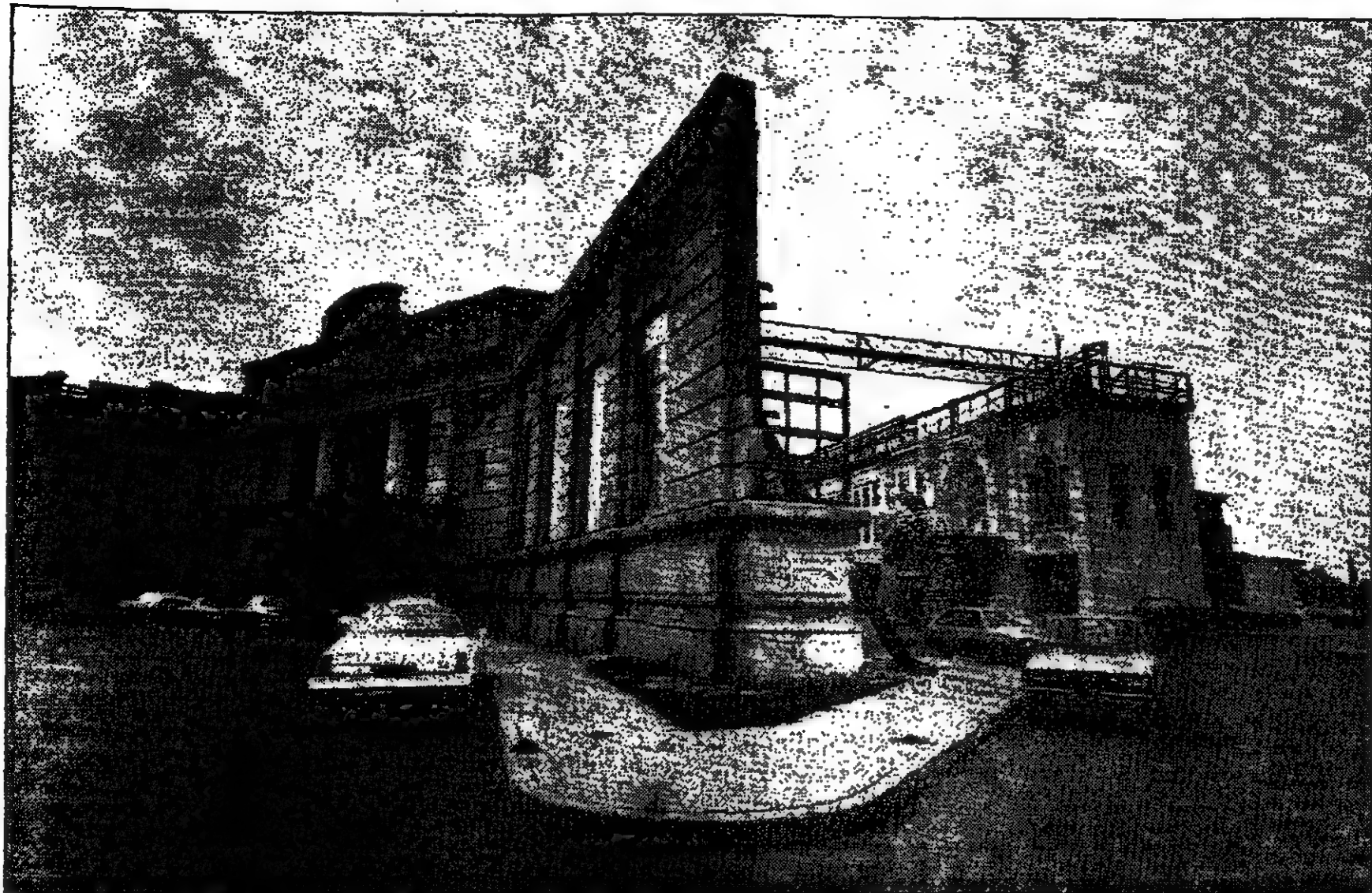
**SA BUREAU** proche RER OPÉ-  
**RATION TERRAIN + CON-**  
**STRUCTION** sur 500 m<sup>2</sup>,  
3/800 m<sup>2</sup>, 22 h. en viabil.  
Prix terrain 300 000 F HT.  
CONSTR. LAURENT 45-66-74-30.

#### viagers

**PRIX INTERESSANT**  
4<sup>e</sup> DEPART-ROCHEREAU  
immeuble récent tout confort,  
4<sup>e</sup> étages, 80 m<sup>2</sup>, 1 chbre, entré,  
cuis., bier., balcon s/rue calme,  
w.-c., terrasse occupée par  
jardin en juillet 1990.  
loyer mensuel 4 500 F.  
55, rue Lescour,  
samedi-dimanche 15 h-18 h.



# Hollywood



Voici une rue de New-York avec ses frontons et ses soupiraux, ses poignées de porte et ses bouches d'incendie. Depuis 1981, elle a été utilisée plus de deux cents fois. Visite aux studios de Hollywood.

## Stucs, plâtres & Cie

par Olivier Barrot

**A**U carrefour de Cahuenga et de Hollywood Boulevard, le stop automatique de la circulation m'arrête souvent devant un magasin de chaussures sur l'emplacement duquel Sam Kress ouvrit en 1919 un drugstore moderne où les vedettes venaient s'approvisionner en parfumerie française, en havanes et en produits de luxe, ou bien déguster des sodas. Rudolph Valentino y consommait le soir des glaces à la pistache; Max Linder y choisissait les petits flacons de Roubigani qu'il plaçait sous les serviettes de ses jolies invitées. Hollywood, tel que remémoré en 1972 par le cinéaste et historien français Robert Flory,

Hollywood, un souvenir et seulement cela? Ce quartier du nord-ouest de Los Angeles, « La Mecque du cinéma » selon Blaise Cendrars, survit à quatre-vingts années de légende. Car, pour le domaine de l'imaginaire, le vingtième siècle a été celui du cinéma, Hollywood a mis le rêve en usine, le mythe en conserve, l'Amérique en bobines. Qui n'aurait envie d'en arpenter les avenues, de s'y forger des souvenirs à son tour?

1850. Venu du Nord avec les chercheurs d'or, passez Salinas, passez Monterey, après Big-Sur et San-Simeon, Paso-Robles et San-Luis-Obispo, au sud encore de Santa-Barbara et d'Oxnard, vous aurez atteint Los Angeles. Espagnole puis mexicaine, la Californie vient d'entrer dans l'Union américaine. Vous n'aurez guère rencontré plus de cinq milliers d'habitants qui tous parlent la langue de Castille. Avec eux, les Indiens, laboureurs et serviteurs, et les Chinois, qui travaillent au chemin de fer. A Los Angeles, c'est le seul hôtel de la bourgade. Et gare aux bandits mexicains Joaquín Murietta et Tiburcio Vasquez.

1900. Depuis vingt ans que le cheval de fer relie San-Francisco à Los Angeles, la population de la Californie augmente chaque jour, jusqu'à deux cent mille nouveaux arrivants certaines années, qui

cultivent les agrumes et élèvent les abeilles; des Allemands, des Français. Vous remarquerez la nouvelle maison des Wilcox, édifiée sur leur ranch au beau nom de Hollywood: arrêtez-vous pour prendre un verre de cidre « normand » à la taverne de Frenchie Blondeau, allez voir l'in vraisemblable manoir à deux tours du Lyonnais Paul De Longpré, l'artiste peintre qui, avec le Syrien Heanessey et le Canadien Whitley, est l'un des figures pionnières de Hollywood.

1920. A voir les installations de M.M. Laemmle (Hongrois, fondateur d'Universal en 1912), Warner (Allemand, fondateur de Warner en 1913), Fox (Hongrois, fondateur de Fox en 1915), Zukor (Hongrois, fondateur de Paramount en 1916), Mayer (Allemand, fondateur de Metro en 1917), croiriez-vous qu'il n'y a pas douze ans qu'a été édifié le premier studio de cinéma? Hollywood-capitale constitue la cinquième industrie américaine en volume: qui au monde ignore les noms de Chaplin, Griffith, Sennett?

1950. Que de changements en trente ans! Si le cinéma parle depuis qu'un soir d'octobre 1927 Warner a présenté son *Chanteur de jazz*, le code Hays en réglemente la moralité depuis 1930. La crise économique, la fin des trusts ont frappé Hollywood, mais intact demeure le glamour du thriller, du western, du musical et de leurs interprètes, Garbo, Bogart, Cagney, Gable, Lombard. La cinéaste est partout, dans la littérature de Dos Passos comme dans Rita Hayworth sur la bombe atomique de Bikini. Hollywood, c'est l'Amérique.

1987. Les studios appartiennent désormais à des trusts industriels, Gulf and Western ou Coca-Cola, qui les consacrent surtout au petit écran et à la publicité. Les grands films sont les films d'enfants, gadgets bourrés d'électronique par Steven Spielberg ou George Lucas.

Depuis l'Europe, on parvient à Los Angeles par le nord après une dizaine d'heures de vol. L'aéroport Tom-Bradley, du nom de l'actuel maire noir de la ville, vient d'être réaménagé: le quartier

vite, au volant, si possible, d'une voiture de location, parce qu'il est à présent l'heure suprême de la Californie, celle où s'annonce la nuit lorsque palmiers et cocotiers s'inscrivent en ombre chinoise sur le ciel bleu-noir, cernés de millions de leurs couleurs de chrome ou de pépite. Emprunter le San-Diego-Freeway vers le nord et la vallée de San-Fernando. Laisser à gauche Venice et Marine-del-Rey, à droite Culver-City: il n'y reste rien des studios de Thomas Ince et de Hal Roach, non plus que du célèbre plateau Forty Acre où demeurèrent longtemps les vestiges des décors d'*Autant en emporte le vent*.

### Fantômes au détour de gentilhommières

Prendre à droite Sunset Boulevard, la voie royale qui, née de la plage de Pacifico-Palissades, à côté du musée John-Paul-Getty, parcourt, sinueuse, la grande ville sur des dizaines de kilomètres. Après UCLA, l'université privée de Californie comme entre autres par son enseignement du cinéma, c'est l'entrée dans Beverly-Hills, municipalité indépendante qui porte à elle seule la mythologie éblouissante du cinéma. Larges avenues, rases pelouses, résidences somptueuses qu'un rideau de cèdres ou de pins sépare de leur piscine. Elles semblent survoler en silence l'asphalte de Beverly-Hills, les limousines surallongées, les Rolls et les Mercedes qui dépassent en souplesse des kyrielles de joggers. Plaisir de se perdre dans les allées fleuries, entre Charleville et Oakhurst, Hillcrest et Copa-de-Orn.

Bien renseigné, vous apercevrez dans Carolwood-Drive la résidence de Barbra Streisand, celle de James Stewart sur Roxbury, de Cyd Charisse sur Calle-Vista, de Gene Hackman sur Copley. Et les fantômes surgissent à nouveau au détour de gentilhommières qu'habitèrent Alfred Hitchcock, Henry Fonda, Charles Boyer, Cary Grant. Mais ce ne serait rien. A gauche de Sunset, vous pénétrerez par son portail de fer forgé dans le quartier montueux et protégé de Bel-Air, parcouru de sentes privés où, derrière des grilles hermétiques, se cachent les milliardaires et leurs trésors, et aujourd'hui encore Tony Curtis,

Anthony Quinn, Robert Mitchum, Jerry Lewis.

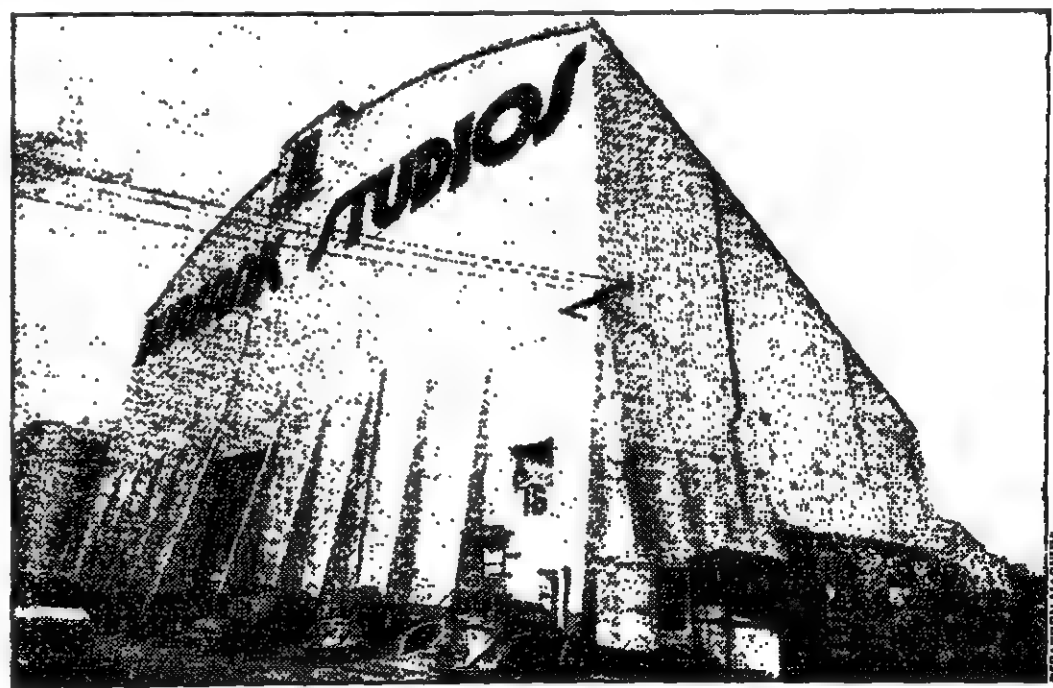
Sunset Boulevard aborde enfin Hollywood. Malgré la luxuriance de son nom, ce faubourg est à présent bien dépourvu d'attrait: petites boutiques ordinaires de Hollywood Boulevard, motels sinistres, palmiers déplumés, population déclassée et hagarde. Restent les vestiges, le Grauman's Chinese Theatre et les empreintes de mains célèbres dans le ciment,

ne reçoivent pas de visiteurs. Seuls sont ouverts au public les studios communs à Warner et à Columbia de Burbank, et ceux d'Universal-City. Les premiers servent avant tout au tournage de séries de télévision, les seconds ressemblent davantage à Disneyland qu'à un lieu de création cinématographique.

Burbank reçoit quatre mille visiteurs par an et compte trente-trois plateaux identiques où tra-

conforme à nos rêves, avec saloon, barbier, hôtel, officine du shérif, télégraphe, entrepôt des diligences Wells Fargo; de profil, ces commerces n'ont pas 1 mètre de large.

On circule à bicyclette dans les allées du studio, entre les entrepôts de décors et les magasins d'accessoires (luminaires, robinets, statues...), pour passer de la petite ville du Sud avec ses maisons blanches à colonnades au



le Walk of Fame avec ses étoiles gravées sur le trottoir au nom des stars d'hier et d'aujourd'hui, la fabuleuse librairie de cinéma de Larry Edmunds, mémoire imprimée d'Hollywood. C'est dans ces parages moroses qu'on croise l'artère qui porte le nom de Paul De Longpré le Flamboyant. Un coup d'œil au cimetière que jouxtent les studios Paramount (on ne visite pas), dans le quartier voisin et branché de Melrose, et en route pour Studio-City, par le Hollywood Freeway nord.

Pour la plupart, les plateaux de tournage, les « lots », de Los Angeles ne ressemblent guère à ce que la mémoire en espère. Beaucoup, comme Fox (au coin de Pico et Motor) ou Disney (au coin d'Alameda et Buena-Vista),

vallent quelque trois mille personnes, pour produire deux minutes utiles de film par jour, sept de télévision. Sur une sorte de scooter, on se promènera en souriant dans le monde factice du décor d'extérieur où seuls les escaliers de secours et les façades sont en « dur ». Voici une rue de New-York avec ses boutiques et ses soupiraux, ses poignées de porte et ses bouches d'incendie, utilisée deux cents fois (notamment par Pee Wee Herman) depuis qu'en 1981 John Huston la fit construire pour *Annie*, un film de 40 millions de dollars. Dans ce petit immeuble, un vrai celui-là, les bureaux de production à l'année de l'actrice Sally Field, du metteur en scène Richard Brooks, du producteur Ray Stark. A côté, la ville de l'Ouest la plus

carrefour populaire propre aux films de gangsters: ces fausses banques, ces bureaux de stuc ont figuré Chicago et Varsovie, San-Francisco et Londres, arpentés par James Cagney comme par Robert Redford.

Sur un plateau voisin, on a reconstitué une forêt équatoriale en plâtre; on y enregistre le son, et les murs sont couverts d'un épais rembourrage d'amiante. Les ateliers de réparation croulent sous les vélos, radiateurs, lavabos en quête d'une main secourable. Burbank Studios, ce sont trente-six corps de métier représentés, tous dûment régis par leur syndicat, et aussi un commissariat de police qui mobilise les deux tiers des « cops » du quartier.

(Lire la suite page 13.)

هكذا من الاجل



# ESCALES



## Noir week-end

« Vendredi soir, cocktail d'accueil et dîner : l'intrigue se noue. Samedi, petit déjeuner : l'enquête est lancée. Dimanche, dîner dans les caves du Casino de Deauville... Le décor est planté. Dimanche : dénouement au cours du brunch. Après-midi libre. » De quoi s'agit-il ? D'un roman très noir à vivre l'espace d'un week-end dans un hôtel très confortable. Mais encore ?

Organisé par la société canadienne Blyth and Company, les « Murder week-ends » connaissent un franc succès outre-Atlantique. La formule : des acteurs professionnels se mêlent aux convives, qui se transforment en détectives, chargés de découvrir les mobiles du crime et le coupable. L'action se déroule en univers clos : le train Montréal-New-York, le Cipriani à Venise...

Les premiers week-ends « en français » sont lancés cette année à Deauville. Agatha Christie a choisi l'hôtel Royal. Calendrier des frissons : 7-9 août : *Solo macabre* ; 2-4 octobre : *Le Jeu de la Mort*. Prix des frissons : 2 995 F par per-

## Tables et hôtels d'Ile-de-France

Pour faire son choix dans la folle sélection d'hôtels et de restaurants de la région touristique par excellence que sont Paris et l'Ile-de-France, voici deux guides, édités par l'Office de tourisme de Paris.

Le guide des hôtels répertorie 1299 hôtels adhérents de l'Office, soit 80 % du parc hôtelier. Par arrondissement et par ordre décroissant dans chaque catégorie, il donne tous les renseignements utiles, à commencer par le prix des chambres et du petit déjeuner. Il présente aussi en quelques mots pertinents les sites à voir et donne à chaque page un mini-plan qui situe l'arrondissement ou le département.

Toujours par arrondissement, le guide des restaurants en sélectionne 554, adhérents de l'Office et répartis en cinq catégories. Là encore, tout ce que l'on souhaite savoir, y compris le prix moyen à la carte, celui du menu, les caractéristi-

ques et spécialités de l'établissement et les cartes de crédit acceptées.

Ces deux documents sont remis gratuitement au public dans les six bureaux parisiens de l'Office, dont la liste figure d'ailleurs en page d'ouverture de chaque guide : outre le bureau d'accueil central (127, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 47.23.61.72), ceux des gares de Lyon, du Nord, de l'Est, d'Austerlitz et un bureau à la tour Eiffel.

## Descente sur Perpignan

« Prenez l'avion, nous vous invitons à l'hôtel » : cette proposition d'Air Inter pourrait n'être pas prise à la légère. La compagnie nationale propose en effet des « week-ends escapades » dans des villes de l'Hexagone à des prix relativement doux. Son catalogue « Visitez la France » (disponible dans les agences de voyages, qui effectuent également les réservations) présente l'ensemble des destinations et formules en présence.

Ainsi, direction plein sud par exemple, pour un week-end gastronomique à Perpignan. L'avion arrive le vendredi à destination. Logement à l'hôtel Windsor (trois étoiles). Le samedi, visite de la région en voiture de location, déjeuner ou dîner dans un restaurant gastronomique : au relais Saint-Jean (une toque Gault et Millau) ou au restaurant Delcroix (une étoile Michelin). Dimanche : visite, dégustation et déjeuner (cuisine régionale) au château de Jou. Retour à l'aéroport pour décollage dans la soirée. Prix par personne en demi-pension : 2 775 F (chambre

double). Ce prix comprend aussi les vols au départ de Paris et la location d'une voiture de catégorie A (kilométrage illimité).

## Des impressionnistes à Lugano

Des valeurs sûres — la Dame en bleu, de Cézanne, la Buveuse d'absinthe, de Picasso, la Famille de l'artiste, de Matisse, mais aussi le Moulin de la Galette, de Renoir, le Déjeuner sur l'herbe et le Champ de coquelicots, de Monet — sont exposées, du 9 août au 15 novembre prochain, à la villa Favorita à Lugano. Quarante toiles prêtées par le musée de l'Ermitage de Leningrad et le musée Pouchkine de Moscou.

Intitulée « Impressionnistes et post-impressionnistes des musées soviétiques », cette exposition est le dernier volet d'un échange réalisé entre le baron Thyssen-Bornemann, propriétaire de la villa Favorita, et les autorités soviétiques. La première partie eut lieu en 1983 et attira plus de 350 000 visiteurs.

Pour faciliter l'accès à ces chefs-d'œuvre, l'Office de tourisme de Lugano (CH-6901 Lugano, tél. : 91-214664) a prévu un forfait qui associe la visite de cette exposition et de la collection des maîtres anciens de la villa Favorita à un séjour de trois nuits avec petit déjeuner pour un prix allant, suivant la catégorie de l'hôtel, de 692 F à 1 720 F environ par personne, en chambre double, et de 864 F à 2 480 F environ si l'on opte pour la demi-pension. Sont compris également l'entrée à la villa Ciani (Musée municipal des beaux-arts) et un tour de ville guidé.

## L'Angleterre des festivals

On peut allier l'Angleterre du nord au sud, d'est en ouest, à la rencontre des festivals. Landscape and Literature s'en est fait une spécialité.

Théâtre à Chichester (trois jours), festival de musique de St-Endellion, en Cornwall. A Londres (trois jours), célèbres concerts promenades au Royal Albert Hall avec le BBC Symphony Orchestra et le Scottish Symphony Orchestra et, au très moderne Barbican, festival d'été avec The Academy of St-Martin-in-the-Fields (Rossini, Beethoven, Mendelssohn). A Londres, encore, vépres à Westminster.

Au nord du pays de Galles, découverte du Royal National Eisteddfod, sa musique et ses réjouissances traditionnelles, ses chœurs d'hommes qui émergent le compositeur Elgar. Dans les



## Conquistadores aux Caraïbes

Désenivrés de leur rêve « héroïque et brutal », les hommes qui étaient partis à la conquête de l'or prennent le chemin du retour en s'embarquant du port de Carthagène. C'est dans leur sillage que la compagnie maritime Regency Cruises (renseignements et réservations auprès de l'agence CIT service des croisières, 3, bd des Capucines, 75002 Paris, Tél. : 42-66-00-901) propose de prendre le large pour un périple de six jours dans les îles des Caraïbes à bord du Regent Star, paquebot qui vient d'être entièrement rénové.

Jamaïque, Costa-Rica, Panama, Colombie, Aruba (le néerlandaise de la mer des Antilles qui doit accéder à l'indépendance en 1998) seront les pays d'escale de cette croisière qui est proposée sur un tarif de base de 12 380 F. Ce prix comprend : les vols Paris-Montego et retour, la pension complète, les transferts et la nuit d'hôtel à Montego. Ils ne comprennent pas les excursions et les repas durant le séjour à terre. Départ tous les samedis jusqu'au 23 avril 1988.

## Midlands, un jour au Lyme Park Festival

Place à l'Écosse pour cinq jours au Festival d'Edinburgh, qui entre les meilleurs orchestres internationaux. Pour les mélomanes, concert d'ouverture avec l'Orchestra du Bolchoï, qui interprète Rimski-Korsakov, Moussorgski, Tchaïkovski et la Flûte enchantée de Mozart par le Folkopere de Stockholm, notamment. Pour les amateurs de théâtre : représentation d'Onclé Vanja de Tchekhov, entre autres. Journées de plein air aux Bels Mull et lons puis Darnation de Faust de Berlioz avec le chœur du festival.

Retour au Pays de Galles pour le Vale of Glamorgan Festival dans un château du XIII<sup>e</sup> siècle avant (si l'organisateur obtient des billets) le Festival de Glyndebourne — institution britannique s'il en est — et Porgy and Bess sous la direction de Simon Rattle.

Du 29 juillet au 16 août, 10 500 francs environ, en demi-pension, tout compris (logement en hôtel trois ou quatre étoiles, minibus de louage, petit déjeuner et dîner). Renseignements et réservations directement et réservation directe en Angleterre auprès de l'agent : European Travelplan. Téléphone : 79.83.21.97.



115 CV  
Plus vite, moins cher!

### VENTE A DES PRIX EXCEPTIONNELS

des derniers modèles 1987 en stock

- 309 GTI (ROUGE, GRIS GRAPHITE - T/O FUTURA BLANC)
- 205 GTI 115 CV (ROUGE, GRIS GRAPHITE, BLANCHE, NOIRE)
- 205 CABRIOLET CT (ROUGE - CTI GRIS MÉTAL, BLEU AZUR)
- 205 OPEN 3-5 PORTES
- 205 XT (GRIS WINCHESTER, GRIS GRAPHITE, BLEU D'ARABIE)
- 205 XR (GRIS FUTURA, BLEU MING, GRIS GRAPHITE, ROUGE)
- 205 XA et XAD

**PEUGEOT NEUBAUER**  
c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Alsace

Pour vos vacances  
68590 ST-HIPPOLYTE  
HOSTELLERIE MUNSCH\*\*\*  
«AUX DUCS DE LORRAINE»  
Au pied du Haut-Koenigsbourg, montagnes, forêts, promenades, séjour agréable, demi-pension. — Tél. 89-73-88-89

#### Bordeaux

33180 SALAUNES  
Entre mer et vignoble bordelais.  
Doux séjour avec piscine, tennis, jogging, cycle.  
Hôtel Restaurant \*\*\* NN  
1/2 pen. 245F. Prix sp. est. — LES ARDILLIÈRES  
33180 SALAUNES. Tél. 56-85-39-78

#### Côte d'Azur

NICE  
HOTEL LA MALMAISON  
Magnifique Bast Western \*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer, casino, grand confort.  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-82-86 — Tél. 478-418

#### Montagne

05470 AGUILLES  
Piscine, sauna, hammam, piscine. Pour compl. 1450 F par sem. (16) 92-45-70-45.  
CHALET-HOTEL SUPER 2000  
05470 AGUILLES

#### 05490 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc. rég. Site classé. St. village. Pisc. font. Plus tôt com. d'Europe. 2040 m.  
LE VILLARD + TENNIS  
Chamb. et duplex + cuisine, dep. 350 F pers./sem. Tél. 92-45-82-06.  
NEAUREGARD + TENNIS + PISCINE  
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-82-02.

#### 74470 BELLEVaux

Vacances d'été à la croisée, calme, détente et vue des Alpes, 20 km de Thonon, piscine privée, chauff. P. tennis, légation, piscine, 1/2 pen.  
HOTEL CHRISTIANA 7\* NN 74470 BELLEVaux. Tél. 58-73-76-77.

#### Pyrénées

AU PIED DES PYRÉNÉES  
FORFAIT 7 jours pen. en 1/2 pen. Tarif. doc. RELAIS ASPONS, 64400 GLOIRON.

#### Italie

VENISE  
HOTEL LA FENICE  
ET DES ARTISTES  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc.  
Ambiance intime, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.  
Tél. : 411150 FENICE I.  
Directeur : Dante Apollonia.

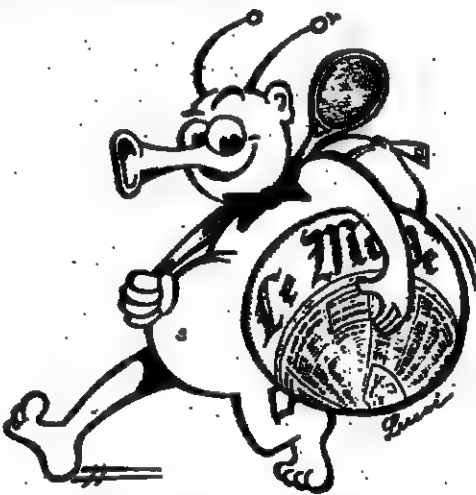
#### Suisse

LAC MAJEUR  
LOCARNO  
GRAND HOTEL  
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. COTTI  
Tél. 19-41/93/336282 — Tél. 846143  
Via Sampson, CH-6900 LOCARNO.

#### CH-1800 VEVEY

HÔTEL DES TROIS COURONNES  
CH-1800 VEVEY  
Accueil personnalisé dans un cadre élégant et raffiné  
Forfait semaine Fr.s. 205.— en demi-pension p.p.p.j.  
Tél. 021/51 30 05 — Tél. 461 148 htc ch

## ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE		ÉTRANGER (vols normale)	
2 semaines	76 F	2 semaines	145 F
1 mois	150 F	1 mois	261 F
2 mois	260 F	2 mois	482 F
3 mois	354 F	3 mois	687 F

Tarifs par avion, nous contacter :  
tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, DIX JOURS avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

**LE MONDE ABONNEMENTS**  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au Monde du ... au ...

NOM ..... Prénom .....

Mon adresse de vacances :

N° ..... Rue .....

Localité .....

Code postal : [ ] Ville .....

Pays .....

Ci-joint mon versement ..... F

Pensez à nous signaler vos changements d'adresse dès maintenant (10 jours de délai) en nous indiquant votre numéro d'abonnement [ ] ou votre adresse actuelle

## Le Monde

sur minitel

### VACANCES : PARTIR DEMAIN...

Pour ceux qui s'y prennent à la dernière minute

3615 TAPÉZ **LEMONDE** VVF



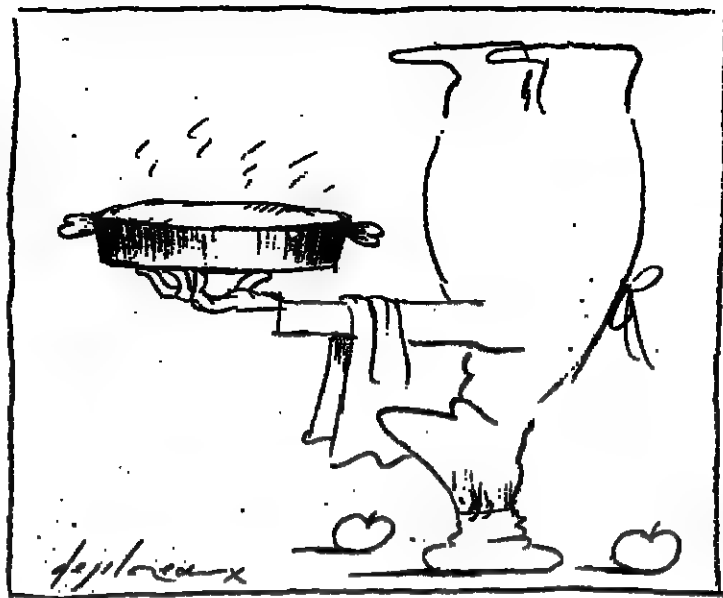
## Renversante...

LES sœurs Tatin ! Au début du siècle, elles tenaient un hôtel-restaurant à Lamotte-Bouvron et mirent à leur carte une vieille recette solognote (on la retrouvait de reste dans tout le Loiret) : la tarte à l'envers. Etait-elle, ici, meilleure qu'ailleurs ? Elle devint en tout cas célèbre sous leur nom et, quelques années plus tard, arriva jusqu'à la carte du *Maxim's* (elle y figure encore). C'était la gloire !

Le nom y fut sans doute pour quelque chose. Les sœurs Tatin ! On les imagine dans un roman de Maupassant, et Simenon lui-même a donné à l'un de ses personnages le nom de Marie Tatin.

Puis les sœurs disparurent. En 1926, dans leur *France gastronomique*, Curmoussy et Marcel Rouff notent qu'à Lamotte-Bouvron, en face de la gare, l'hôtel Tatin est doté d'un récent propriétaire « plein des meilleures intentions et faisant tout ce qu'il peut pour rendre à cette fameuse auberge toute sa réputation d'autan ».

Aujourd'hui, l'hôtel Tatin, dirigé par Gilles Caillé, s'inscrit au *Bottin gourmand*, au *Guide Hachette*, au *Guide de l'Auto-Journal* et, bien entendu, la fameuse tarte figure, excellente, à la carte, entre la salade solognote et le pavé de bœuf crème d'avocat. Mais il y a mieux ! Une cuisinière qui fit ses débuts ici, Marie-Claude Bisson, ne vient-elle pas d'ouvrir en Espagne, à Puerto-Banús (60 kilomètres de Malaga), un *Restaurant Tatin* !



Cette dame d'ARC que nous connaissons à La Papetière de Nogent-le-Rotrou va-t-elle convertir les hidalgoes et les seboritas à ce dessert bien de chez nous, entre les humbles de platano et les turrones ? Passons.

Francis Amunátegui, qui comme moi estimait qu'un bon repas s'arrête aux fromages et que, passant de ceux-ci aux desserts, on tombe d'un peu haut parce qu'il s'est créé jusqu'ici en nous « une température, un climat progressivement alimentés par les poissons, les viandes, les sauces, les vins, un climat naturellement sec que la douceur de

l'entremets vient tout à coup troubler ». Amunátegui, donc, répudiant les soufflés (œuvre de virtuosité pour le cuisinier, mais gros usage épais et grumelleux dans lequel on s'empêtre et navigue sans visibilité) et les crêpes (œuvre de virtuosité pour le maître d'hôtel), faisait exception pour les tartes, dessert transactionnel. Et au premier rang de celles-ci, il réservait son affection à celle des demoiselles Tatin.

Sans doute, la tarte représente du solide et non de l'évanescence. Mais celle-ci, mieux encore, par sa rusticité, sa généreuse nature, son petit côté inachevé aussi, symbolise à mon sens le « chez soi ».

Le dimanche, à la sortie de la messe, de belles dames reviennent avec, au bout d'un ruban, le gâteau bien enveloppé du pâtissier du village. Ici, la maman est restée à la maison et les enfants, revenant, hument le parfum caramélisé de la tarte rituelle : la tatin !

La tatin, c'est une tarte de ménagère et non de pâtissier. Le plat de cuivre étamé dans lequel on la confectionne, profond, quel que peu cabossé par les ans, est héritage familial. Il n'est pas de ces ustensiles esthétiques qui, dans les cuisines d'apparat, reluisent d'inutilité. Il est patiné mais solide, promoteur et reposant. C'est le « plat de la tatin ». Alors, rituellement, la maman l'enduit d'une belle couche de beurre puis d'une plus épaisse encore de sucre avant d'y serrer la couche de quartiers de pommes (ou de poires). Encore un peu de beurre, encore un peu de sucre, et elle recouvre le tout d'une couche de pâte brisée de l'épaisseur d'un sou. Enfin... d'un sou d'autrefois ! Vingt, vingt-cinq minutes de four chaud. Il ne reste plus qu'à retourner la tatin sur une grande assiette et à la servir chaude.

Au restaurant, où elle semble revenir à la mode, on la voit exposée, la tatin. On vous la réchauffe à la commande. Comme si c'était la même chose ! Et, peut-être pour s'en excuser, certains la flambe ! Ou la nappent de crème fouettée ! Fichaise ! Cette gaillardie n'a point besoin de ces atours de grande ville.

LA REYNIERE.

## SEMAINE GOURMANDE

Pour mémoire, d'abord les grandes tables : à Orléans, La Crémillère (34, rue Notre-Dame de Recouvrance ; tél. : 38-53-49-17) et La Fourrière (8, rue de la Brèche ; tél. : 38-66-02-30).

Et bien entendu l'admirable Auberge des Tempeliers, aux Bézards - tél. : 38-31-80-01), le modèle des Relais et Châteaux.

Et puis, modestes mais méritent visite du gourmet :

**La Clé des champs à Courtenay**

Une maison de campagne, mieux même, une ferme au milieu des champs, devenue restaurant confortable et paisible. Classique cuisine signée Marc Delion, mise au goût du jour. Aristide Bruant, né-natif du village, aurait aimé la copilotade de lapin. Compter 300 F.

● **LA CLÉ DES CHAMPS** au lieu-dit Les Quatre-Croix, route de Cudot, Tél. : 38-87-42-68. Fermé mercredi et jeudi midi. CC.

**Le Relais de Dampierre à Dampierre-en-Burly**

Petite maison « syma » à 3 km de la centrale EDF, dont le menu à 90 F (choix entre 5 entrées, 5 plats, fromage ET dessert) s'agrémentent, millénaires capétien oblige, des recettes anciennes.

● **LE RELAIS DE DAMPIERRE** à Dampierre (45670). Tél. : 38-35-63-08.

**L'Ecu de France à La Ferté-Saint-Aubin**

C'est l'auberge du village, nouvellement reprise par M. Scheffer qui, dans sa salle à manger solognote, sert, entre autres, un beurre blanc nantais venu en vol. Excellent. Compter 150-200 F.

● **L'ÉCU DE FRANCE** 6, rue du Général-Leclerc, à La Ferté-Saint-Aubin. Tél. : 38-76-52-20. Fermé jeudi soir et dim. soir. AE-CB.

**L'Auberge du port à Châteauneuf-sur-Loire**

En bord de Loire, une cuisine traditionnelle, simple et franche. Choix de menus allant de 35 à 120 F, mais la carte ne dépasse guère les 120-150 F pour se régaler de la truite aux lardons et du pintadeau vigneronne arrosée de vins du pays.

● **L'AUBERGE DU PORT** 83, Grande-Rue-du-Port, Châteauneuf-sur-Loire. Tél. : 38-58-43-07. Fermé mercredi.

**La Table de Saint-Loup à Montargis**

Plus exactement à 8 kilomètres, en pleine campagne. Une cuisine simple. A la carte comptez 150 F. Ce n'est pas La Gioire (la bonne maison de Montargis, 74, av. du Général-de-Gaulle ; tél. : 38-86-04-69), mais avec le magret au cassis et la salade au chèvre chaud grillé, avant le dessert, vous découvrirez les délices de la nature « chez eux ».

● **LA TABLE DE SAINT-LOUP** à Cépoy (45120), 4-6, rue Saint-Antoine. Tél. : 38-86-83-35. Fermé lundi. AE-CB.

**Le Lyonnais à Orléans**

Un bistrot à mâchons dépayés, mais qui ravira les amateurs de lyonnaises : œufs meurette, sabodet au chou, gras-double lyonnais avec des vins en pichet. Décor simple et avenant. A la carte comptez 150-200 F.

● **LE LYONNAIS** 82, rue de Turcies à Orléans. Tél. : 38-53-15-24.

Et, enfin, signalée par un lecteur fidèle - et de goût - L'Auberge de l'Etoile, au hameau des Bordes (5 km de Sully-sur-Loire, rive droite), pour moins de 150 F, s'est très honnêtement restauré.

L. R.

## HOLLYWOOD : STUCS, PLATRES &amp; Cie

(Suite de la page 11.)

De Burbank par Olive, Barham et Cebanaga, on parvient en dix minutes à Universal-City, où se dresse un des grands sites touristiques de Los Angeles, ce parc d'attraction d'Universal dont le thème serait le thème. L'Amérique populaire est là, pour faire sourire et s'effrayer : immenses parkings peuplés de motor-homes, navettes pour drainer les visiteurs vers le sanctuaire, pris d'assaut par des familles en short et chemise quel que soit leur embonpoint, incitation martelante à consommer pop-corn, peanuts, hot-dogs et glaces, à acheter les pellicules photo du célèbre fabricant de Rochester, les plus improbables et hideux souvenirs, dans une atmosphère à la fois bêtifiante, fiévreuse et enjouée.

Le plus simple est d'emprunter le petit train articulé qui parcourt le site en deux heures, à la grande et légitime joie des enfants. On s'aperçoit que, autant que d'un hommage initiatique au cinéma, il s'agit, à Universal, d'une célébration bon enfant des vertus américaines d'initiative et d'imagination. En mars 1915, l'inauguration des lieux par Carl Laemmle et ses quinze mille invités s'était déroulée loin de tout. Le « mogul » avait eu l'idée d'ouvrir ses studios aux visiteurs qui, pour 25 cents, se voyaient distribuer un panier-repas et le droit d'assister aux tournages du jour : ils sont près de cinquante millions à s'y être rendus depuis l'ouverture du parc d'attraction, il y a une vingtaine d'années.

Le parcours en extérieur réserve toutes sortes de surprises rituellement mises en valeur par la complicité du guide : attaque par des extraterrestres genre *Starwars*, pont de chemin de fer qui s'écroule, orages déferlants, un rouge modèle *Dix Commandements*, requins voraces sortis de *Jaws*. En studio, une leçon d'effets spéciaux et une sensationnelle reconstitution du tournage de *King-Kong* dans les rues de New-York avec immeubles, pont de Brooklyn, hélicoptères et gorille haut de 10 mètres, le tout entièrement informatisé.

On pourra aussi faire connaissance avec une fort impertinente ménagerie d'animaux dressés, perroquet, singe, sanglier, agle, approches des cascadeurs en action et tourner même son propre bout d'essai. C'est dans les trente-cinq studios d'Universal - on se le rappelle - à la vue des accessoires et des décors dont débordent chaque coin de rue, vraie ou fausse - qu'ont été tournés *A l'Ouest rien de nouveau*, *Dracula*, les *Oiseaux*, *Prychase*, *l'Arnaque*, et tant d'autres films.

Au terme de cette plongée dans la fiction, il ne faut pas revenir dans Los Angeles sans parcourir de bout en bout Mulholland Drive, qui nait à l'orée de Hollywood sur la droite de Hollywood Freeway sud. Route de crête qui serpente sur des miles, Mulholland découvre à tour de rôle la vallée et le Pacifique, souvent nimbés de cette brume de chaleur propre à la mégapole dont les artères géométriques et les immeubles de haute taille s'inscrivent jusqu'à l'horizon.

Il demeure dans Los Angeles une omniprésente pérennité du spectacle et de son industrie. Qu'importe que le public boude les salles, assez peu nombreuses à LA : un film fait désormais son profit par la télévision et les ventes de cassettes. Le doute sied mal à la ville : pour s'en convaincre, il n'est que de passer au Polo Lounge du Beverly Hills Hotel, sur Sunset Boulevard, à l'heure du petit déjeuner : les crûs au lard, les myrtilles, les divines qui les affleurent vous griseront de leur parfum, « sweet smell of success ».

OLIVIER BARROT.

## RÉSIDENCES

**VILLAS A LOUER GRÈCE**

Illes Ionniennes  
Juin à octobre.  
Tél. : 43-25-28-30.

**AIX-EN-PROVENCE**

2 km du centre, site protégé Belle résidence rénovée 309 m<sup>2</sup> habitable, gd garage et dépendances 3 400 m<sup>2</sup> jardin arboré, piscine, tout clos, convient 2/3 familles. Libre de suite. P. : 1 850 000 F. - Tél. : 90-59-37-02.

## Repères

● **Y aller**

Air France dessert Los Angeles par vol direct depuis Paris les lundi, mercredi, vendredi et samedi. L'arrivée par le nord, avec escale à San-Francisco, est recommandée et possible le jeudi et le dimanche. Prix du billet aller-retour tarif visiteur : 5 705 F. Jumbo et Jet-Am, filiales d'Air France, proposent des tarifs avantageux à certaines conditions, entre 4 100 F et 5 600 F aller-retour.

● **Sur place**

La visite des studios Warner-Columbia de Burbank (4783) se fait sur réservation à l'avance (deux semaines à l'état) et par groupe de douze maximum. Le prix est de 20 dollars (environ 125 FF). The Burbank Studio, 4000 Warner Boulevard, Burbank 91522. Tél. : (818) 954-17-44.

Les studios Universal, sur Lankershim Boulevard, sont ouverts tous les jours de 9 h à 18 h. Entrée : 15,95 dollars (environ 100 FF). Tél. : (818) 508-86-00.

● **A lire**

Hollywood années zéro, par Robert Florey, Seghers, 1973.

Hollywood, les Pionniers, par Kevin Brownlow, Calmann-Lévy, 1981.

Hollywood : Legend and Reality, par Michael Webb, Little, Brown, 1986.

On peut se procurer à Universal, pour 2,50 dollars, un indicateur et exact opuscule qui donne l'adresse privée du Tout-Hollywood...

## Aux quatre coins de France

Vins et alcools

**MERCUREY A.O.C.** Vente directe propriété 12 hectares 1984 : 480 F TTC franco dom. TARIFF SUR DEMANDE - Tél. 88-47-13-84. Louis Modrin, viticulteur, 71800 Mercurey.

**CHAMPAGNE Claude DUBOIS** A la propriété LES ALMANACHES VENTRIEL, 51200 PERREY, T. 26-58-40-37. Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande. Cuvée 1982 du « Réserveur ». Médaille d'argent, concours sélection mondiale, MONTREAL 1986.

## GASTRONOMIE

Rive gauche

**Le Sybarite**  
OUVERT TOUT L'ÉTÉ  
Salles climatisées  
6, rue Sabot - Paris 8<sup>e</sup> - 42-22-21-88

Auberge des Deux Signes

UN CHEF PÂTISSIER plein de talent : MENU A 160 F, service compris. Prix moyen à la carte 300 F m.c. A 2 ou à 3, 20<sup>e</sup> année d'expérience. Musique classique au bar. Soirée jusqu'à 80 personnes. 48, rue Godefroid (9<sup>e</sup>), fermé dim. Tél. 43-25-46-55 et 43-25-50-48. Parking rue Lagrange et Notre-Dame.

## INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

<b>Auvergnates</b> <b>ARTOIS ISIDORE ROUZÉYROL</b> , 13, r. d'Artois, 8, 42-25-01-10. F. sam. dim. Fermé du 14/7 au 6/9.	<b>Françaises Traditionnelles</b> <b>RELAIS BELLMAN</b> , 37, r. François-1 <sup>er</sup> , 42-23-44-42. Jusqu'à 22 h 30. Cdre. élégant. Fermé samedi, dimanche. Fermé du 1 <sup>er</sup> au 31 août.	<b>Sarladaises</b> <b>LE SARLADAIS</b> , 2, r. de Vienne, 8, 45-22-23-62. Cassonnet 90 F. Cœur 90 F. Fermé en août.	<b>Danoises et Scandinaves</b> <b>142, av. du Champ-de-Mars, 43-28-24-41. COPENHAGUE</b> , 1 <sup>er</sup> étage. Fermé en août.	<b>Indiennes-Pakistanaïses</b> <b>MAHARAJAH</b> , 72, bd St-Germain, 43-54-26-07. M. d'aubert. 7 jours sur 7. SERVICE NON-STOP à 23 h 30. Vend. sam. j. 1 h. Cadre lux. Salle clim. Ouvert tout l'été.	<b>Marocaines</b> <b>LA BONNE TABLE DE FÈS</b> , 3, rue Ste-Beuve, 6, 20 h à 01 h 15. F. dim. lundi. 45-48-07-22. COUSCOUS, PASTILLA, TAGINES de Zohra Mernissi. Rés. à part. 17 h. Carte bl. Fermé du 28/7 au 31/8.
<b>Bourguignonnes</b> <b>CHEZ PIERROT</b> , 18, rue E.-Marcel, 45-05-45/11-64. F. sam. dim. Cuisine bourgeoise. Fermé en juillet.	<b>Fruits de mer et Poissons</b> <b>LA BONNE TABLE</b> , 45-39-74-91. 42, r. Friant. PARKING. Spéc. POISSONS. Fermé du 4 juillet au 4 août.	<b>Sud-Ouest</b> <b>LE PICHET</b> , 174, r. Ordener, 46-27-85-28. F. sam. soir et dim. Grillade. Poisson. P.M.R. 130 F.	<b>Ethiopiennes</b> <b>ENTOTO</b> , 45-87-08-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 <sup>e</sup> . Dorowit, Beyegnetou av. l'Indjara. Ouvert tout l'été.	<b>Koh-I-Tour</b> Tél. 47-66-56-74. 14, r. Scribe-Lafayette 75017 Paris (8 <sup>e</sup> arr.)	<b>Vietnamiennes</b> <b>NEM</b> , 66, 66, rue Lauriston (16 <sup>e</sup> ). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
<b>Bretonnes</b> <b>TY COZ</b> , 35, r. St-Georges, 48-78-42-95. F. dim. lundi. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS. Ouvert tout l'été.	<b>Lyonnaises</b> <b>LA POIX</b> , 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ). F. dim. 43-25-77-66. Alex. aux fourneaux. Ouvert tout l'été.	<b>Enclos de Nyon</b> <b>Tous les jours</b> - Tél. 42-72-23-51. 19, bd Beaumarchais (près la Bastille)	<b>Hongroises</b> <b>LE PAPRIKA</b> , 43, r. Poivau, 9, 43-31-65-86. Orchestre tzigane de Budapest. Ts les soirs.	<b>Italiennes</b> <b>L'APPENNINO</b> , 61, rue Amiral-Mouchet, 13 <sup>e</sup> , 45-89-06-15. F. dim. lundi. EMILIE ROMAGNE.	<b>Service traiteur</b> <b>MAHARAJAH</b> , 72, bd St-Germain, 9, 43-54-26-07. 7 jours sur 7. SERVICE NON-STOP à 23 h à 30 h. Vend. sam. j. 1 h. Cadre lux. Salle clim. Ouvert tout l'été.

صحن من اللحوم



# JEUX

## échecs

N° 1237

### SPÉCULATIONS

(12<sup>e</sup> Open de Lugano, 1987)  
Blancs : G. SAX (Hongrie)  
Noirs : P. NIKOLIC (Yougoslavie)  
Partie espagnole.

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Cc7 4. Fd3 Fc8 5. 0-0 Ff8 6. Fg3 Fh7 7. Fh3 Fg6 8. Fg3 Fg6 9. Fg3 Fg6 10. Fg3 Fg6 11. Fg3 Fg6 12. Fg3 Fg6 13. Fg3 Fg6 14. Fg3 Fg6 15. Fg3 Fg6 16. Fg3 Fg6 17. Fg3 Fg6 18. Fg3 Fg6 19. Fg3 Fg6 20. Fg3 Fg6 21. Fg3 Fg6 22. Fg3 Fg6 23. Fg3 Fg6 24. Fg3 Fg6 25. Fg3 Fg6 26. Fg3 Fg6 27. Fg3 Fg6 28. Fg3 Fg6 29. Fg3 Fg6 30. Fg3 Fg6

NOTES  
a) Conformément à la suite adoptée par Karpov lors de son match de championnat du monde contre Kasparov à Leningrad en septembre 1986.  
b) 14. Cxd4 est également joué : par exemple, 14... Cxd4 ; 15. cxd4 ; 16. d5, Cxd7 ; 17. b3, f5 ; 18. Fb2, Cf6 ; 19. Df3, fxe4 ; 20. Cx6, Cx4 ; 21. Txe4, Dg5 ; 22. Tg4, Dd5 ; 23. Dxf6, abandon (Ghinda - Defta, Dubaï, 1986).  
c) On 15... hxe4 ; 16. Txe4, a5 en 15... Dd7 ; 16. Ta3, hxe4.  
d) Après 17. Cf1, la réponse 17... f5 est forte (18. exf5, Cf6).  
e) Karpov joue dans la seizième partie de son match contre Kasparov (Leningrad, 1986) 18... Df6 ; après 19. Cxd3, Cx5 ; 20. axb5, axb5 ; 21. Cxb5, Txa2 ; 22. Cxa3, Fg6 ; 23. Tg3, Tg6 ; 24. f5, dxe5 ; 25. Cx6, un combat de géants s'engage (cf. notre chronique n° 1196) et finalement Kasparov l'emporte. On trouve déjà l'idée 18... Cx5 dans la partie Sokolov - Khalis (championnat d'URSS de 1985).  
f) Les Blancs ont obtenu la position d'attaque idéale. Grâce au gain de temps résultant de la menace 21. Cxb6+, toutes les forces blanches convergent à toute allure sur le Roi ennemi.

g) Il est possible que 21... Cb-d3 ne soit pas suffisant pour sauver la position des Noirs ; on peut comprendre que les Noirs veuillent éliminer le dangereux Cf3 trop proche de leur Roi mais cette défense est trop lente.  
h) En effet, l'extension commença par ce remarquable sacrifice de C.  
i) La menace Tg7+ et Dxb6+ est imparable.  
j) Si 28... Cx5 ; 29. Cx5 et si 28... Tc5 ; 29. Cx5, dxe5 ; 30. Tc3.  
k) Menace mat en deux coups.  
l) Si 29... Dd7 ; 30. Cg5.  
m) Si 30... Rf7 ; 31. Cg5+, Rg6 ; 32. Df6+, Rh5 ; 33. g4+ etc.  
n) Dans la partie Sokolov - Khalis, les Blancs sacrifiaient avec beaucoup d'audace la qualité après 20. Cxd3, Cb-d3 ; 21. Fg3, Cx6 ; 22. Cx6, Df7 ; 23. Cx1-f3, axb5 ; 24. Cxb5, Dd7 mais n'eurent pas la compensation nécessaire. Le grand maître hongrois, lui, sacrifie froidement un C pour retrouver la position agressive de la T-0 comme dans sa partie contre Nikolic, une spéculation à haut risque.  
o) Les Noirs n'ont plus le temps d'esquiver par 21... Rh5 à cause de 22. Cf5 et si 22... Fg8 ; 23. Cxg7.

p) Si 23... Cx5 ; 24. Cx5 et 25. Dd5. Si 23... Cxb2 ; 24. Dd3.  
q) 25... Cx5 est aussi à examiner.  
r) En grande crise de temps, les Noirs se précipitent pour reprendre le C. 27... Dd4 semble nécessaire : si 28. Dc1, Dd2 ; 29. Dd4, Dd4 ; 30. Dd4, Dd4 ; 31. Dd4, Dd4 ; 32. Dd4, Dd4 ; 33. Dd4, Dd4 ; 34. Dd4, Dd4 ; 35. Dd4, Dd4 ; 36. Dd4, Dd4 ; 37. Dd4, Dd4 ; 38. Dd4, Dd4 ; 39. Dd4, Dd4 ; 40. Dd4, Dd4 ; 41. Dd4, Dd4 ; 42. Dd4, Dd4 ; 43. Dd4, Dd4 ; 44. Dd4, Dd4 ; 45. Dd4, Dd4 ; 46. Dd4, Dd4 ; 47. Dd4, Dd4 ; 48. Dd4, Dd4 ; 49. Dd4, Dd4 ; 50. Dd4, Dd4 ; 51. Dd4, Dd4 ; 52. Dd4, Dd4 ; 53. Dd4, Dd4 ; 54. Dd4, Dd4 ; 55. Dd4, Dd4 ; 56. Dd4, Dd4 ; 57. Dd4, Dd4 ; 58. Dd4, Dd4 ; 59. Dd4, Dd4 ; 60. Dd4, Dd4 ; 61. Dd4, Dd4 ; 62. Dd4, Dd4 ; 63. Dd4, Dd4 ; 64. Dd4, Dd4 ; 65. Dd4, Dd4 ; 66. Dd4, Dd4 ; 67. Dd4, Dd4 ; 68. Dd4, Dd4 ; 69. Dd4, Dd4 ; 70. Dd4, Dd4 ; 71. Dd4, Dd4 ; 72. Dd4, Dd4 ; 73. Dd4, Dd4 ; 74. Dd4, Dd4 ; 75. Dd4, Dd4 ; 76. Dd4, Dd4 ; 77. Dd4, Dd4 ; 78. Dd4, Dd4 ; 79. Dd4, Dd4 ; 80. Dd4, Dd4 ; 81. Dd4, Dd4 ; 82. Dd4, Dd4 ; 83. Dd4, Dd4 ; 84. Dd4, Dd4 ; 85. Dd4, Dd4 ; 86. Dd4, Dd4 ; 87. Dd4, Dd4 ; 88. Dd4, Dd4 ; 89. Dd4, Dd4 ; 90. Dd4, Dd4 ; 91. Dd4, Dd4 ; 92. Dd4, Dd4 ; 93. Dd4, Dd4 ; 94. Dd4, Dd4 ; 95. Dd4, Dd4 ; 96. Dd4, Dd4 ; 97. Dd4, Dd4 ; 98. Dd4, Dd4 ; 99. Dd4, Dd4 ; 100. Dd4, Dd4 ; 101. Dd4, Dd4 ; 102. Dd4, Dd4 ; 103. Dd4, Dd4 ; 104. Dd4, Dd4 ; 105. Dd4, Dd4 ; 106. Dd4, Dd4 ; 107. Dd4, Dd4 ; 108. Dd4, Dd4 ; 109. Dd4, Dd4 ; 110. Dd4, Dd4 ; 111. Dd4, Dd4 ; 112. Dd4, Dd4 ; 113. Dd4, Dd4 ; 114. Dd4, Dd4 ; 115. Dd4, Dd4 ; 116. Dd4, Dd4 ; 117. Dd4, Dd4 ; 118. Dd4, Dd4 ; 119. Dd4, Dd4 ; 120. Dd4, Dd4 ; 121. Dd4, Dd4 ; 122. Dd4, Dd4 ; 123. Dd4, Dd4 ; 124. Dd4, Dd4 ; 125. Dd4, Dd4 ; 126. Dd4, Dd4 ; 127. Dd4, Dd4 ; 128. Dd4, Dd4 ; 129. Dd4, Dd4 ; 130. Dd4, Dd4 ; 131. Dd4, Dd4 ; 132. Dd4, Dd4 ; 133. Dd4, Dd4 ; 134. Dd4, Dd4 ; 135. Dd4, Dd4 ; 136. Dd4, Dd4 ; 137. Dd4, Dd4 ; 138. Dd4, Dd4 ; 139. Dd4, Dd4 ; 140. Dd4, Dd4 ; 141. Dd4, Dd4 ; 142. Dd4, Dd4 ; 143. Dd4, Dd4 ; 144. Dd4, Dd4 ; 145. Dd4, Dd4 ; 146. Dd4, Dd4 ; 147. Dd4, Dd4 ; 148. Dd4, Dd4 ; 149. Dd4, Dd4 ; 150. Dd4, Dd4 ; 151. Dd4, Dd4 ; 152. Dd4, Dd4 ; 153. Dd4, Dd4 ; 154. Dd4, Dd4 ; 155. Dd4, Dd4 ; 156. Dd4, Dd4 ; 157. Dd4, Dd4 ; 158. Dd4, Dd4 ; 159. Dd4, Dd4 ; 160. Dd4, Dd4 ; 161. Dd4, Dd4 ; 162. Dd4, Dd4 ; 163. Dd4, Dd4 ; 164. Dd4, Dd4 ; 165. Dd4, Dd4 ; 166. Dd4, Dd4 ; 167. Dd4, Dd4 ; 168. Dd4, Dd4 ; 169. Dd4, Dd4 ; 170. Dd4, Dd4 ; 171. Dd4, Dd4 ; 172. Dd4, Dd4 ; 173. Dd4, Dd4 ; 174. Dd4, Dd4 ; 175. Dd4, Dd4 ; 176. Dd4, Dd4 ; 177. Dd4, Dd4 ; 178. Dd4, Dd4 ; 179. Dd4, Dd4 ; 180. Dd4, Dd4 ; 181. Dd4, Dd4 ; 182. Dd4, Dd4 ; 183. Dd4, Dd4 ; 184. Dd4, Dd4 ; 185. Dd4, Dd4 ; 186. Dd4, Dd4 ; 187. Dd4, Dd4 ; 188. Dd4, Dd4 ; 189. Dd4, Dd4 ; 190. Dd4, Dd4 ; 191. Dd4, Dd4 ; 192. Dd4, Dd4 ; 193. Dd4, Dd4 ; 194. Dd4, Dd4 ; 195. Dd4, Dd4 ; 196. Dd4, Dd4 ; 197. Dd4, Dd4 ; 198. Dd4, Dd4 ; 199. Dd4, Dd4 ; 200. Dd4, Dd4 ; 201. Dd4, Dd4 ; 202. Dd4, Dd4 ; 203. Dd4, Dd4 ; 204. Dd4, Dd4 ; 205. Dd4, Dd4 ; 206. Dd4, Dd4 ; 207. Dd4, Dd4 ; 208. Dd4, Dd4 ; 209. Dd4, Dd4 ; 210. Dd4, Dd4 ; 211. Dd4, Dd4 ; 212. Dd4, Dd4 ; 213. Dd4, Dd4 ; 214. Dd4, Dd4 ; 215. Dd4, Dd4 ; 216. Dd4, Dd4 ; 217. Dd4, Dd4 ; 218. Dd4, Dd4 ; 219. Dd4, Dd4 ; 220. Dd4, Dd4 ; 221. Dd4, Dd4 ; 222. Dd4, Dd4 ; 223. Dd4, Dd4 ; 224. Dd4, Dd4 ; 225. Dd4, Dd4 ; 226. Dd4, Dd4 ; 227. Dd4, Dd4 ; 228. Dd4, Dd4 ; 229. Dd4, Dd4 ; 230. Dd4, Dd4 ; 231. Dd4, Dd4 ; 232. Dd4, Dd4 ; 233. Dd4, Dd4 ; 234. Dd4, Dd4 ; 235. Dd4, Dd4 ; 236. Dd4, Dd4 ; 237. Dd4, Dd4 ; 238. Dd4, Dd4 ; 239. Dd4, Dd4 ; 240. Dd4, Dd4 ; 241. Dd4, Dd4 ; 242. Dd4, Dd4 ; 243. Dd4, Dd4 ; 244. Dd4, Dd4 ; 245. Dd4, Dd4 ; 246. Dd4, Dd4 ; 247. Dd4, Dd4 ; 248. Dd4, Dd4 ; 249. Dd4, Dd4 ; 250. Dd4, Dd4 ; 251. Dd4, Dd4 ; 252. Dd4, Dd4 ; 253. Dd4, Dd4 ; 254. Dd4, Dd4 ; 255. Dd4, Dd4 ; 256. Dd4, Dd4 ; 257. Dd4, Dd4 ; 258. Dd4, Dd4 ; 259. Dd4, Dd4 ; 260. Dd4, Dd4 ; 261. Dd4, Dd4 ; 262. Dd4, Dd4 ; 263. Dd4, Dd4 ; 264. Dd4, Dd4 ; 265. Dd4, Dd4 ; 266. Dd4, Dd4 ; 267. Dd4, Dd4 ; 268. Dd4, Dd4 ; 269. Dd4, Dd4 ; 270. Dd4, Dd4 ; 271. Dd4, Dd4 ; 272. Dd4, Dd4 ; 273. Dd4, Dd4 ; 274. Dd4, Dd4 ; 275. Dd4, Dd4 ; 276. Dd4, Dd4 ; 277. Dd4, Dd4 ; 278. Dd4, Dd4 ; 279. Dd4, Dd4 ; 280. Dd4, Dd4 ; 281. Dd4, Dd4 ; 282. Dd4, Dd4 ; 283. Dd4, Dd4 ; 284. Dd4, Dd4 ; 285. Dd4, Dd4 ; 286. Dd4, Dd4 ; 287. Dd4, Dd4 ; 288. Dd4, Dd4 ; 289. Dd4, Dd4 ; 290. Dd4, Dd4 ; 291. Dd4, Dd4 ; 292. Dd4, Dd4 ; 293. Dd4, Dd4 ; 294. Dd4, Dd4 ; 295. Dd4, Dd4 ; 296. Dd4, Dd4 ; 297. Dd4, Dd4 ; 298. Dd4, Dd4 ; 299. Dd4, Dd4 ; 300. Dd4, Dd4 ; 301. Dd4, Dd4 ; 302. Dd4, Dd4 ; 303. Dd4, Dd4 ; 304. Dd4, Dd4 ; 305. Dd4, Dd4 ; 306. Dd4, Dd4 ; 307. Dd4, Dd4 ; 308. Dd4, Dd4 ; 309. Dd4, Dd4 ; 310. Dd4, Dd4 ; 311. Dd4, Dd4 ; 312. Dd4, Dd4 ; 313. Dd4, Dd4 ; 314. Dd4, Dd4 ; 315. Dd4, Dd4 ; 316. Dd4, Dd4 ; 317. Dd4, Dd4 ; 318. Dd4, Dd4 ; 319. Dd4, Dd4 ; 320. Dd4, Dd4 ; 321. Dd4, Dd4 ; 322. Dd4, Dd4 ; 323. Dd4, Dd4 ; 324. Dd4, Dd4 ; 325. Dd4, Dd4 ; 326. Dd4, Dd4 ; 327. Dd4, Dd4 ; 328. Dd4, Dd4 ; 329. Dd4, Dd4 ; 330. Dd4, Dd4 ; 331. Dd4, Dd4 ; 332. Dd4, Dd4 ; 333. Dd4, Dd4 ; 334. Dd4, Dd4 ; 335. Dd4, Dd4 ; 336. Dd4, Dd4 ; 337. Dd4, Dd4 ; 338. Dd4, Dd4 ; 339. Dd4, Dd4 ; 340. Dd4, Dd4 ; 341. Dd4, Dd4 ; 342. Dd4, Dd4 ; 343. Dd4, Dd4 ; 344. Dd4, Dd4 ; 345. Dd4, Dd4 ; 346. Dd4, Dd4 ; 347. Dd4, Dd4 ; 348. Dd4, Dd4 ; 349. Dd4, Dd4 ; 350. Dd4, Dd4 ; 351. Dd4, Dd4 ; 352. Dd4, Dd4 ; 353. Dd4, Dd4 ; 354. Dd4, Dd4 ; 355. Dd4, Dd4 ; 356. Dd4, Dd4 ; 357. Dd4, Dd4 ; 358. Dd4, Dd4 ; 359. Dd4, Dd4 ; 360. Dd4, Dd4 ; 361. Dd4, Dd4 ; 362. Dd4, Dd4 ; 363. Dd4, Dd4 ; 364. Dd4, Dd4 ; 365. Dd4, Dd4 ; 366. Dd4, Dd4 ; 367. Dd4, Dd4 ; 368. Dd4, Dd4 ; 369. Dd4, Dd4 ; 370. Dd4, Dd4 ; 371. Dd4, Dd4 ; 372. Dd4, Dd4 ; 373. Dd4, Dd4 ; 374. Dd4, Dd4 ; 375. Dd4, Dd4 ; 376. Dd4, Dd4 ; 377. Dd4, Dd4 ; 378. Dd4, Dd4 ; 379. Dd4, Dd4 ; 380. Dd4, Dd4 ; 381. Dd4, Dd4 ; 382. Dd4, Dd4 ; 383. Dd4, Dd4 ; 384. Dd4, Dd4 ; 385. Dd4, Dd4 ; 386. Dd4, Dd4 ; 387. Dd4, Dd4 ; 388. Dd4, Dd4 ; 389. Dd4, Dd4 ; 390. Dd4, Dd4 ; 391. Dd4, Dd4 ; 392. Dd4, Dd4 ; 393. Dd4, Dd4 ; 394. Dd4, Dd4 ; 395. Dd4, Dd4 ; 396. Dd4, Dd4 ; 397. Dd4, Dd4 ; 398. Dd4, Dd4 ; 399. Dd4, Dd4 ; 400. Dd4, Dd4 ; 401. Dd4, Dd4 ; 402. Dd4, Dd4 ; 403. Dd4, Dd4 ; 404. Dd4, Dd4 ; 405. Dd4, Dd4 ; 406. Dd4, Dd4 ; 407. Dd4, Dd4 ; 408. Dd4, Dd4 ; 409. Dd4, Dd4 ; 410. Dd4, Dd4 ; 411. Dd4, Dd4 ; 412. Dd4, Dd4 ; 413. Dd4, Dd4 ; 414. Dd4, Dd4 ; 415. Dd4, Dd4 ; 416. Dd4, Dd4 ; 417. Dd4, Dd4 ; 418. Dd4, Dd4 ; 419. Dd4, Dd4 ; 420. Dd4, Dd4 ; 421. Dd4, Dd4 ; 422. Dd4, Dd4 ; 423. Dd4, Dd4 ; 424. Dd4, Dd4 ; 425. Dd4, Dd4 ; 426. Dd4, Dd4 ; 427. Dd4, Dd4 ; 428. Dd4, Dd4 ; 429. Dd4, Dd4 ; 430. Dd4, Dd4 ; 431. Dd4, Dd4 ; 432. Dd4, Dd4 ; 433. Dd4, Dd4 ; 434. Dd4, Dd4 ; 435. Dd4, Dd4 ; 436. Dd4, Dd4 ; 437. Dd4, Dd4 ; 438. Dd4, Dd4 ; 439. Dd4, Dd4 ; 440. Dd4, Dd4 ; 441. Dd4, Dd4 ; 442. Dd4, Dd4 ; 443. Dd4, Dd4 ; 444. Dd4, Dd4 ; 445. Dd4, Dd4 ; 446. Dd4, Dd4 ; 447. Dd4, Dd4 ; 448. Dd4, Dd4 ; 449. Dd4, Dd4 ; 450. Dd4, Dd4 ; 451. Dd4, Dd4 ; 452. Dd4, Dd4 ; 453. Dd4, Dd4 ; 454. Dd4, Dd4 ; 455. Dd4, Dd4 ; 456. Dd4, Dd4 ; 457. Dd4, Dd4 ; 458. Dd4, Dd4 ; 459. Dd4, Dd4 ; 460. Dd4, Dd4 ; 461. Dd4, Dd4 ; 462. Dd4, Dd4 ; 463. Dd4, Dd4 ; 464. Dd4, Dd4 ; 465. Dd4, Dd4 ; 466. Dd4, Dd4 ; 467. Dd4, Dd4 ; 468. Dd4, Dd4 ; 469. Dd4, Dd4 ; 470. Dd4, Dd4 ; 471. Dd4, Dd4 ; 472. Dd4, Dd4 ; 473. Dd4, Dd4 ; 474. Dd4, Dd4 ; 475. Dd4, Dd4 ; 476. Dd4, Dd4 ; 477. Dd4, Dd4 ; 478. Dd4, Dd4 ; 479. Dd4, Dd4 ; 480. Dd4, Dd4 ; 481. Dd4, Dd4 ; 482. Dd4, Dd4 ; 483. Dd4, Dd4 ; 484. Dd4, Dd4 ; 485. Dd4, Dd4 ; 486. Dd4, Dd4 ; 487. Dd4, Dd4 ; 488. Dd4, Dd4 ; 489. Dd4, Dd4 ; 490. Dd4, Dd4 ; 491. Dd4, Dd4 ; 492. Dd4, Dd4 ; 493. Dd4, Dd4 ; 494. Dd4, Dd4 ; 495. Dd4, Dd4 ; 496. Dd4, Dd4 ; 497. Dd4, Dd4 ; 498. Dd4, Dd4 ; 499. Dd4, Dd4 ; 500. Dd4, Dd4 ; 501. Dd4, Dd4 ; 502. Dd4, Dd4 ; 503. Dd4, Dd4 ; 504. Dd4, Dd4 ; 505. Dd4, Dd4 ; 506. Dd4, Dd4 ; 507. Dd4, Dd4 ; 508. Dd4, Dd4 ; 509. Dd4, Dd4 ; 510. Dd4, Dd4 ; 511. Dd4, Dd4 ; 512. Dd4, Dd4 ; 513. Dd4, Dd4 ; 514. Dd4, Dd4 ; 515. Dd4, Dd4 ; 516. Dd4, Dd4 ; 517. Dd4, Dd4 ; 518. Dd4, Dd4 ; 519. Dd4, Dd4 ; 520. Dd4, Dd4 ; 521. Dd4, Dd4 ; 522. Dd4, Dd4 ; 523. Dd4, Dd4 ; 524. Dd4, Dd4 ; 525. Dd4, Dd4 ; 526. Dd4, Dd4 ; 527. Dd4, Dd4 ; 528. Dd4, Dd4 ; 529. Dd4, Dd4 ; 530. Dd4, Dd4 ; 531. Dd4, Dd4 ; 532. Dd4, Dd4 ; 533. Dd4, Dd4 ; 534. Dd4, Dd4 ; 535. Dd4, Dd4 ; 536. Dd4, Dd4 ; 537. Dd4, Dd4 ; 538. Dd4, Dd4 ; 539. Dd4, Dd4 ; 540. Dd4, Dd4 ; 541. Dd4, Dd4 ; 542. Dd4, Dd4 ; 543. Dd4, Dd4 ; 544. Dd4, Dd4 ; 545. Dd4, Dd4 ; 546. Dd4, Dd4 ; 547. Dd4, Dd4 ; 548. Dd4, Dd4 ; 549. Dd4, Dd4 ; 550. Dd4, Dd4 ; 551. Dd4, Dd4 ; 552. Dd4, Dd4 ; 553. Dd4, Dd4 ; 554. Dd4, Dd4 ; 555. Dd4, Dd4 ; 556. Dd4, Dd4 ; 557. Dd4, Dd4 ; 558. Dd4, Dd4 ; 559. Dd4, Dd4 ; 560. Dd4, Dd4 ; 561. Dd4, Dd4 ; 562. Dd4, Dd4 ; 563. Dd4, Dd4 ; 564. Dd4, Dd4 ; 565. Dd4, Dd4 ; 566. Dd4, Dd4 ; 567. Dd4, Dd4 ; 568. Dd4, Dd4 ; 569. Dd4, Dd4 ; 570. Dd4, Dd4 ; 571. Dd4, Dd4 ; 572. Dd4, Dd4 ; 573. Dd4, Dd4 ; 574. Dd4, Dd4 ; 575. Dd4, Dd4 ; 576. Dd4, Dd4 ; 577. Dd4, Dd4 ; 578. Dd4, Dd4 ; 579. Dd4, Dd4 ; 580. Dd4, Dd4 ; 581. Dd4, Dd4 ; 582. Dd4, Dd4 ; 583. Dd4, Dd4 ; 584. Dd4, Dd4 ; 585. Dd4, Dd4 ; 586. Dd4, Dd4 ; 587. Dd4, Dd4 ; 588. Dd4, Dd4 ; 589. Dd4, Dd4 ; 590. Dd4, Dd4 ; 591. Dd4, Dd4 ; 592. Dd4, Dd4 ; 593. Dd4, Dd4 ; 594. Dd4, Dd4 ; 595. Dd4, Dd4 ; 596. Dd4, Dd4 ; 597. Dd4, Dd4 ; 598. Dd4, Dd4 ; 599. Dd4, Dd4 ; 600. Dd4, Dd4 ; 601. Dd4, Dd4 ; 602. Dd4, Dd4 ; 603. Dd4, Dd4 ; 604. Dd4, Dd4 ; 605. Dd4, Dd4 ; 606. Dd4, Dd4 ; 607. Dd4, Dd4 ; 608. Dd4, Dd4 ; 609. Dd4, Dd4 ; 610. Dd4, Dd4 ; 611. Dd4, Dd4 ; 612. Dd4, Dd4 ; 613. Dd4, Dd4 ; 614. Dd4, Dd4 ; 615. Dd4, Dd4 ; 616. Dd4, Dd4 ; 617. Dd4, Dd4 ; 618. Dd4, Dd4 ; 619. Dd4, Dd4 ; 620. Dd4, Dd4 ; 621. Dd4, Dd4 ; 622. Dd4, Dd4 ; 623. Dd4, Dd4 ; 624. Dd4, Dd4 ; 625. Dd4, Dd4 ; 626. Dd4, Dd4 ; 627. Dd4, Dd4 ; 628. Dd4, Dd4 ; 629. Dd4, Dd4 ; 630. Dd4, Dd4 ; 631. Dd4, Dd4 ; 632. Dd4, Dd4 ; 633. Dd4, Dd4 ; 634. Dd4, Dd4 ; 635. Dd4, Dd4 ; 636. Dd4, Dd4 ; 637. Dd4, Dd4 ; 638. Dd4, Dd4 ; 639. Dd4, Dd4 ; 640. Dd4, Dd4 ; 641. Dd4, Dd4 ; 642. Dd4, Dd4 ; 643. Dd4, Dd4 ; 644. Dd4, Dd4 ; 645. Dd4, Dd4 ; 646. Dd4, Dd4 ; 647. Dd4, Dd4 ; 648. Dd4, Dd4 ; 649. Dd4, Dd4 ; 650. Dd4, Dd4 ; 651. Dd4, Dd4 ; 652. Dd4, Dd4 ; 653. Dd4, Dd4 ; 654. Dd4, Dd4 ; 655. Dd4, Dd4 ; 656. Dd4, Dd4 ; 657. Dd4, Dd4 ; 658. Dd4, Dd4 ; 659. Dd4, Dd4 ; 660. Dd4, Dd4 ; 661. Dd4, Dd4 ; 662. Dd4, Dd4 ; 663. Dd4, Dd4 ; 664. Dd4, Dd4 ; 665. Dd4, Dd4 ; 666. Dd4, Dd4 ; 667. Dd4, Dd4 ; 668. Dd4, Dd4 ; 669. Dd4, Dd4 ; 670. Dd4, Dd4 ; 671. Dd4, Dd4 ; 672. Dd4, Dd4 ; 673. Dd4, Dd4 ; 674. Dd4, Dd4 ; 675. Dd4, Dd4 ; 676. Dd4, Dd4 ; 677. Dd4, Dd4 ; 678. Dd4, Dd4 ; 679. Dd4, Dd4 ; 680. Dd4, Dd4 ; 681. Dd4, Dd4 ; 682. Dd4, Dd4 ; 683. Dd4, Dd4 ; 684. Dd4, Dd4 ; 685. Dd4, Dd4 ; 686. Dd4, Dd4 ; 687. Dd4, Dd4 ; 688. Dd4, Dd4 ; 689. Dd4, Dd4 ; 690. Dd4, Dd4 ; 691. Dd4, Dd4 ; 692. Dd4, Dd4 ; 693. Dd4, Dd4 ; 694. Dd4, Dd4 ; 695. Dd4, Dd4 ; 696. Dd4, Dd4 ; 697. Dd4, Dd4 ; 698. Dd4, Dd4 ; 699. Dd4, Dd4 ; 700. Dd4, Dd4 ; 701. Dd4, Dd4 ; 702. Dd4, Dd4 ; 703. Dd4, Dd4 ; 704. Dd4, Dd4 ; 705. Dd4, Dd4 ; 706. Dd4, Dd4 ; 707. Dd4, Dd4 ; 708. Dd4, Dd4 ; 709. Dd4, Dd4 ; 710. Dd4, Dd4 ; 711. Dd4, Dd4 ; 712. Dd4, Dd4 ; 713. Dd4, Dd4 ; 714. Dd4, Dd4 ; 715. Dd4, Dd4 ; 716. Dd4, Dd4 ; 717. Dd4, Dd4 ; 718. Dd4, Dd4 ; 719. Dd4, Dd4 ; 720. Dd4, Dd4 ; 721. Dd4, Dd4 ; 722. Dd4, Dd4 ; 723. Dd4, Dd4 ; 724. Dd4, Dd4 ; 725. Dd4, Dd4 ; 726. Dd4, Dd4 ; 727. Dd4, Dd4 ; 728. Dd4, Dd4 ; 729. Dd4, Dd4 ; 730. Dd4, Dd4 ; 731. Dd4, Dd4 ; 732. Dd4, Dd4 ; 733. Dd4, Dd4 ; 734. Dd4, Dd4 ; 735. Dd4, Dd4 ; 736. Dd4, Dd4 ; 737. Dd4, Dd4 ; 738. Dd4, Dd4 ; 739. Dd4, Dd4 ; 740. Dd4, Dd4 ; 741. Dd4, Dd4 ; 742. Dd4, Dd4 ; 743. Dd4, Dd4 ; 744. Dd4, Dd4 ; 745. Dd4, Dd4 ; 746. Dd4, Dd4 ; 747. Dd4, Dd4 ; 748. Dd4, Dd4 ; 749. Dd4, Dd4 ; 750. Dd4, Dd4 ; 751. Dd4, Dd4 ; 752. Dd4, Dd4 ; 753. Dd4, Dd4 ; 754. Dd4, Dd4 ; 755. Dd4, Dd4 ; 756. Dd4, Dd4 ; 757. Dd4, Dd4 ; 758. Dd4, Dd4 ; 759. Dd4, Dd4 ; 760. Dd4, Dd4 ; 761. Dd4, Dd4 ; 762. Dd4, Dd4 ; 763. Dd4, Dd4 ; 764. Dd4, Dd4 ; 765. Dd4, Dd4 ; 766. Dd4, Dd4 ; 767. Dd4, Dd4 ; 768. Dd4, Dd4 ; 769. Dd4, Dd4 ; 770. Dd4, Dd4 ; 771. Dd4, Dd4 ; 772. Dd4, Dd4 ; 773. Dd4, Dd4 ; 774. Dd4, Dd4 ; 775. Dd4, Dd4 ; 776. Dd4, Dd4 ; 777. Dd4, Dd4 ; 778. Dd4, Dd4 ; 779. Dd4, Dd4 ; 780. Dd4, Dd4 ; 781. Dd4, Dd4 ; 782. Dd4, Dd4 ; 783. Dd4, Dd4 ; 784. Dd4, Dd4 ; 785. Dd4, Dd4 ; 786. Dd4, Dd4 ; 787. Dd4, Dd4 ; 788. Dd4, Dd4 ; 789. Dd4, Dd4 ; 790. Dd4, Dd4 ; 791. Dd4, Dd4 ; 792. Dd4, Dd4 ; 793. Dd4, Dd4 ; 794. Dd4, Dd4 ; 795. Dd4, Dd4 ; 796. Dd4, Dd4 ; 797. Dd4, Dd4 ; 798. Dd4, Dd4 ; 799. Dd4, Dd4 ; 800. Dd4, Dd4 ; 801. Dd4, Dd4 ; 802. Dd4, Dd4 ; 803. Dd4, Dd4 ; 804. Dd4, Dd4 ; 805. Dd4, Dd4 ; 806. Dd4, Dd4 ; 807. Dd4, Dd4 ; 808. Dd4, Dd4 ; 809. Dd4, Dd4 ; 810. Dd4, Dd4 ; 811. Dd4, Dd4 ; 812. Dd4, Dd4 ; 813. Dd4, Dd4 ; 814. Dd4, Dd4 ; 815. Dd4, Dd4 ; 816. Dd4, Dd4 ; 817. Dd4, Dd4 ; 818. Dd4, Dd4 ; 819. Dd4, Dd4 ; 820. Dd4, Dd4 ; 821. Dd4, Dd4 ; 822. Dd4, Dd4 ; 823. Dd4, Dd4 ; 824. Dd4, Dd4 ; 825. Dd4, Dd4 ; 826. Dd4, Dd4 ; 827. Dd4, Dd4 ; 828. Dd4, Dd4 ; 829. Dd4, Dd4 ; 830. Dd4, Dd4 ; 831. Dd4, Dd4 ; 832. Dd4, Dd4 ; 833. Dd4, Dd4 ; 834. Dd4, Dd4 ; 835. Dd4, Dd4 ; 836. Dd4, Dd4 ; 837. Dd4, Dd4 ; 838. Dd4, Dd4 ; 839. Dd4, Dd4 ; 840. Dd4, Dd4 ; 841. Dd4, Dd4 ; 842. Dd4, Dd4 ; 843. Dd4, Dd4 ; 844. Dd4, Dd4 ; 845. Dd4, Dd4 ; 846. Dd4, Dd4 ; 847. Dd4, Dd



## CYCLISME : Tour de France

## Régis Clère dans les vignes des seigneurs

L'ancien champion de France, Régis Clère, a remporté jeudi 16 juillet la seizième étape Blagnac-Millau en réalisant la plus longue échappée solitaire du Tour de France (190 kilomètres) et en creusant les écarts les plus importants. Chary Mottet, en difficulté, est parvenu à sauver son maillot jaune, et dans le Tour féminin, Jeanne Longo a conservé le sien pour avoir accompagné Maria Canins sur les hauteurs du Causse noir.

MILLAU  
de notre envoyé spécial

**B**RAVO soldat Clère, les montons du Rouergue, à défaut des vaches lorraines, seront fiers de vous. Vous vous êtes offert en douce ce plaisir de gentleman braconnier : l'échappée solitaire la plus longue du Tour. Rien moins

qu'une journée de légende, chapardée comme un trop beau fruit sur la branche à un peloton sommeilleux, un peu barbouillé peut-être d'avoir dépassé les limitations de vitesse dans les jours précédents. Et l'exploit de terminer après 200 kilomètres en solitaire, frôillant et narquois comme un Jacquou croquer au sommet du Causse noir, à un bon quart d'heure des aristocrates hautains de la Cour qui s'essouffaient dans la plaine et, tel Jean-François Bernard, vous rejoignent, à la limite extrême de l'évanouissement.

Et pourquoi donc tant de peine ? Pour empêcher quelques sous ? Graver quelques échelons des tréfonds obscurs du classement général ? Réver un impossible rêve de maillot jaune ? Alors donc ! Régis Clère a couru aujourd'hui, masqué solitaire contre les gens du château, pour arracher en une étape deux revanches.

D'abord, pour exorciser le triste souvenir de Colombey-les-

Deux-Eglises, tragique chemin de croix de Lorraine. C'était il y a presque dix jours déjà. C'était hier. Même scénario. Régis Clère, exploitant agricole à Langres, en Champagne, démarre donc sur son singulier tracteur, sous l'œil du peloton toujours compréhensif pour le régional de l'étape, qui lui concèdera jusqu'à sept minutes. Comme de juste, notre Champenois empoche d'instinct le sprint de Colombey : « Ça aurait été dommage que ce soit un Flabiau (Flamand) qui gagne ici », analyse-t-il à l'arrivée. Mais il ne faut pas confondre compréhension et laxisme : très vite, le peloton l'avale tout cru. L'échappée tourne court.

Hanté encore par l'humiliation, Régis Clère, hier, s'échappe d'abord sans y croire. Xavier Lony, directeur de la course, lui annonce au tout début que le peloton a engagé contre lui un semblant de poursuite. Puis, cette poursuite ayant avorté sous le soleil du Tarn, il n'y croit toujours pas. Déjà sept minutes d'écart :

« J'espère qu'ils ne vont pas appuyer, comme la dernière fois ! ». La dernière fois ! Le souvenir, décidément, le ténatise. Pour tout arranger, se lève un mauvais vent qui, à toute force, le repousse vers Toulouse. Le héros va-t-il faiblir ? Non. A 35 kilomètres de l'arrivée, vingt-trois minutes d'avance en réserve dans la musette. Et miraculeusement le vent tourne au même instant. Notre tracteur à turbo s'offre alors une arrivée de rêve dans le parfum enveloppant des fenaisons, une arrivée que l'on se rencontrera longtemps dans certaine chaumière de Langres.

## Drame

Une arrivée savoureuse aussi comme une manière de réponse à la légende noire de Régis Clère qui en ferait une tête de bois, rebelle à l'autorité des directeurs sportifs, équilibriste à foucades, camarade à échappées, bref un de ces pur-sang colériques, rétif à la selle. De fait, Régis Clère change d'équipe quasiment chaque année. Son exploit du jour, en tout cas, démontrera au moins que le maraudage peut aussi être un art.

Loin en avant et loin en arrière de notre laboureur solitaire, la caravane, en ce jour d'été, fut aussi le théâtre d'un drame et d'une déception. La déception de Jean-Claude Colotti, pleurant des larmes de rage de devoir abandonner pour cause de tendinite. Et drame lorsque à Vienne d'Albigeois un aide-cour de la caravane publicitaire plonge dans la foule, blessant grièvement une fillette, transférée à Toulouse pour un traumatisme crânien avec coma. « Le dixième jour avant l'arrivée est souvent un jour noir », explique Xavier Lony. Le Tour est parti depuis longtemps et l'arrivée n'est pas encore en vue. Chacun vit sur les nerfs. Les corps souffrent.

Il en est au moins un, pourtant, qui s'endormira heureux dans la tendre nuit aveyronnaise...

DANIEL SCHNEIDERMAN.

## GOLF : l'Open britannique

## Un parcours sablonneux, malaisé...

La cent seizième édition de l'Open britannique de golf, dotée de 7 millions de francs de prix, se déroule sur le parcours de Muirfield (Ecosse), du 16 au 19 juillet. Les cent cinquante-trois participants constituent le plateau le plus relevé de l'histoire de l'épreuve. Dix-huit des vingt premiers joueurs mondiaux sont présents, parmi lesquels l'Australien Norman, tenant du titre, l'Espagnol Ballesteros et l'Allemand Langer. La densité inhabituelle du contingent américain donne à l'épreuve des allures de véritable championnat du monde.

MUIRFIELD  
correspondance

**H**ABITUELLEMENT, les joueurs d'outre-Atlantique vivent mal le retour aux sources du golf qu'impose le British Open. Bâty par le vent du large, les parcours écossais aux contours imprévisibles leur semblent aussi hostiles qu'une jungle épaisse à des citadins repus. « Je ne quitterai pas le tee de départ sans avoir reçu l'assurance formelle qu'aucun aphrodisiaque ne se cache dans les hautes herbes », a dit un jour l'Américain Doug Sanders. Sous l'humour de la formule perçait bien l'angoisse que provoque chez cette génération de joueurs, élevés sur des parcours hyper-sophistiqués, la rusticité des links où le jeu est si.

Mais ce n'est pas le cas de Muirfield retenu pour l'Open britannique 1987. Jack Nicklaus le considère comme l'un des tous premiers du monde : « Je n'ai jamais vu un parcours aussi parfait en Grande-Bretagne ». Même Larry Mize, l'enfant d'Augusta, vainqueur du dernier Masters, doit en convenir : « Quel exceptionnalisme ! Tout champion serait fier d'y gagner. Je n'y vois pas le moindre élément critique ». Et pour Ben Crenshaw, il s'agit « du parcours le plus délectable du monde ». Les éloges sont justifiés. Ezigeais mais francs (seul le trois

no 6 comporte un drive « aveugle »), les 6 365 m de Muirfield proposent un test que seul un champion complet sait maîtriser.

Le palmarès d'après-guerre est éloquent à cet égard. En 1948, Henry Cotton, le plus grand joueur britannique de l'histoire, le remporte, suivi, onze ans plus tard, par Gary Player à l'aube de son immense carrière. Nicklaus y acquiert en 1966 le premier de ses trois titres britanniques. Puis se sont Lee Trevino, en 1972, et Tom Watson en 1980. Bref, le gotha du golf. Or une qualité unit ces champions : l'intelligence manœuvrière. « Il faut y soigner chaque coup comme une partie d'échecs », précise Nicklaus. « Votre deuxième coup dépend d'un drive, au préalable parfaitement dosé et placé : tout s'enchaîne. »

Le vent sous  
tous les angles

Les fairways n'ont pas l'étroitesse inhérente de Turnberry, mais gare aux balles égarées ! Les quelques cent cinquante bunkers dont Muirfield est parsemé sont terribles, parfois abrupts comme des tranchées, étroits, glissants. « Tomber dedans, c'est envoyer votre balle dans un lac, ou tout comme », nous dit Watson. « J'ai gagné en 1980, car je n'ai trouvé qu'une seule fois le sable en quatre jours. En plus, j'ai bien ramené tout mes puts. »

Assez petits, les greens ne sont pourtant pas faciles. Ils sont presque tous en montée. Cela aide à tenir la balle mais laisse, quand les chapeaux sont placés en entrée, des descentes délicates à négocier. En 1980, le parcours était trempé, sans vent, c'est-à-dire sans défense naturelle. Watson, avec un total de 271, a amélioré de 7 points l'ancien record (par 284). « Dans ces conditions, dit-il, comme une fille qui se déshabille d'entrée de jeu, cela manque de piment. »

Les contours de Muirfield lui donnent raison. Ici, la grande boucle de l'aller (neuf premiers trous), trace dans le sens des aiguilles d'une montre le périmètre du parcours et englobe le trajet retour, qui fait, en

plus sinueux, le chemin inverse, vers le Club House. Les joueurs marchent dans un seul et même sens, entre le troisième et le cinquième trou seulement. Séquence unique, répit bien court. Le reste du temps, ils subissent le vent sous tous les angles. Cela exige des ajustements constants dans la frappe, un jugement prodigieusement souple, une grande stabilité d'âme. Voilà pour quoi, pour la beauté sauvage du coup, il faut surtout souhaiter bon vent à l'Open de Muirfield.

MARC BALLADE.

L'Australien Roger Davis a nettement pris la tête, jeudi 16 juillet, après un premier tour de 64 coups (7 sous le par). La carte de Davis qui comptait huit birdies pour un seul bogey, constitue le nouveau record du parcours. L'Australais devance de trois coups les Américains Bob Tway, Ken Green et Lee Trevino.

## FOOTBALL : championnat de France

## Primes ou déprimes

Pour la première fois depuis les sombres années 60, l'équipe de France de football, demi-finaliste des coupes du monde 1982 et 1986, championne d'Europe en 1984 et sa petite sœur olympique, également couronnée en 1984 à Los Angeles, aborde une saison sans ambitions ni objectifs particuliers ne pourrout pas défendre leurs titres l'été prochain en RFA et à Séoul. Le

championnat 1987-1988 qui débute samedi 18 juillet n'est pourtant pas celui de la déprime mais plutôt celui des grosses primes.

Alors que l'élite du football français a touché le fond, jamais les bailleurs de fonds n'ont été aussi empressés et généreux : le Loto sportif qui a obtenu, contre dédomma-

gements, l'organisation de trente-quatre des trente-huit soirées de championnat le samedi pour faciliter les jeux ; la télévision qui apportera quelque 200 millions de francs en droits de retransmissions ; les commanditaires et les pouvoirs publics qui augmentent encore leurs contributions à des budgets que les recettes aux guichets ne couvrent plus qu'à 30 ou 40 %.

La privatisation ou la redistribution des chaînes et les surenchères qui ont suivi ont été une aubaine pour le football français. Les contrats ont été signés avec TF1 pour trois matches de l'équipe de France sur la base de 6 millions de francs par rencontre et pour la finale de la Coupe de France et quarante-cinq « Télé-Foot » diffusés le dimanche et payés 1 million de francs l'unité. Canal Plus s'est assuré vingt matches de championnat avancés d'un jour et payés de 2,5 à 3 millions de francs. La Cinq est encore en négociations pour trois matches de l'équipe de France à 7 millions de francs l'unité.

Au total, avec la mise aux enchères entre les chaînes des coupes d'Europe et de France quel que 200 millions de francs devraient entrer dans les caisses du football français. Une somme record comparée au premier contrat passé entre le football et TF1 (450 000 francs pour « Télé-Foot » en 1977) ou encore aux 55 millions de francs de droits de retransmissions versés par la télévision la saison dernière.

Cette présence assurée du football sur les petits écrans n'est sans doute pas étrangère à l'intérêt soutenu des commanditaires. Jean-Claude Darmon qui a apporté quelque 230 millions de francs au football en gérant les budgets publicitaires de l'équipe de France et les opérations commerciales de seize clubs de première division, estime que les mauvais résultats internationaux n'auront pas de conséquences néfastes. Les possibilités offertes aux annonceurs ne cessent de s'étendre. La promotion d'une société ne passe plus seulement par la publicité sur les panneaux ou les maillots mais par la location de loges à l'année pour inviter les clients, la création de clubs de sponsors, de VIP, etc.

GÉRARD ALBOUY.

## LES HEURES DU STADE

## Athlétisme

Championnats de France espoirs (- 22 ans). Les 18 et 19 juillet à Franconville.

Meeting de Rome. Le 22 juillet.

## Basket-ball

Championnats du monde juniors. En Italie, du 23 au 30 juillet.

## Cyclisme

Tour de France. Jusqu'au 26 juillet, A2 en direct à partir de 15 h 05 et journal du Tour à 19 h 40 tous les jours.

## Escrime

Championnats du monde. A Luzern, du 16 au 26 juillet. A2, à partir de 15 h 05 tous les jours.

## Football

Championnats de France de première division. Premières journées samedi 18 juillet.

Saint-Etienne-Bayern de Munich. A Saint-Etienne, le 21 juillet, A2, en direct à 22 h 20.

## Motocyclisme

Grand Prix de vitesse de France. Au Mans, le 19 juillet, TF1, à partir de 14 h 20.

## Ski nautique

Championnats de France. Les 18 et 19 juillet à Moissac.

## Tennis

Coupe Davis. Quarts de finale France-Suède à Fréjus, du 24 au 26 juillet, TF1, en direct à 14 h 30 le 24, 15 h 40 le 25 et 14 h 20 le 26.

## Tir

Championnat d'Europe. Du 21 au 2 août à Lahti (Finlande).

5000 من الامم



## Culture

# Avignon

« Le Harnais », de Robert Pinget

## La pluie sur les cloîtres et l'huile sur le feu

Voici le gag le plus énorme, mais aussi le plus raffiné, de ce Festival d'Avignon 87: le Harnais, de Robert Pinget, « lu » par Jean-Marie Patti.

Cette année, l'homme à redécouvrir est Robert Pinget. Un auteur pour acteurs insolites. Après David Warlow, voici Jean-Marie Patti. Tilly, le « jeune auteur » de l'année (avec Y'a bon Bamboula) fait la dure expérience de la méditation. Du coup, il veut laisser le théâtre. Si c'est pour le cinéma, ce sera pire. La musique étonnante de l'année est celle des fleuves du monde, qui viennent chanter sur les rives du Rhône. Alain Crombecq, à toute la journée scruté le ciel. Mais c'était sans espoir. La météo avait prédit le désastre entre 20 h et 21 heures. Elle ne s'est pas trompée.

Jean-Marie Patti, comédien, écrivain, metteur en scène, est un personnage à transformer. Il y a peu, un jour du mois de juin, il a été vu à Paris, sur le boulevard des Italiens, avançant d'un pas de légionnaire romain, roulant les mécaniques, vêtu blouson court et biceps, ou plutôt « cuir et biscottes », il faisait peur, on se garait sur son passage.

Là, dans la chapelle des Cordeliers, à Avignon, il se présente, dans une antique redingote d'un noir vert à la jointure, avec col cassé et cravate romantique: exactement la tenue d'un dix-septième violon de la philharmonie de Saint-Léonard (Gers), lors d'une interprétation du Requiem de Berlioz au temps de l'affaire Dreyfus.

Le point final, très subtil, de cet accoutrement est constitué par une fine couche de poussière blanche sur les épaules et les bras, juste de quoi rappeler qu'un grand acteur, toujours, lorsqu'il entre en scène, revient de loin. Et à parcourir des itinéraires, du dehors et du dedans.

Le public retient son souffle. On entendrait une plume voler. Jean-

Marie Patti s'assoit sur une humble chaise de paille, se tient bien raide, tout comme le premier communiste posant chez le photographe, œuvre l'un de ces opusculs très petits et très minces, l'une des spécialités des Editions de Minuit et, d'une voix neutre, mais neutre au-delà de tout neutre, il annonce: le Harnais.

## Vieillesse heureuse

Recueillement usinier et brague de l'assistance. Nous ne sommes plus au temps des cochons, des percherons. Le harnais ne nous est désormais connu que par deux expressions, ardues: « blanchir sous le harnais », et « reprendre le harnais », qui se dit plus souvent: « reprendre le collier ». Cette deuxième expression la plus souvent prononcée avec une arrière leur plait mauvaise dans les yeux. Exemple: les après-midi de ciel couvert, lorsqu'il apparaît que la pluie va fondre sur la cour du Palais, sur les cloîtres, les vieux festivaliers s'adressent à Crombecq: « Alors, cher Alain, on a repris le harnais ? »

Mais pour Jean-Marie Patti, aucun risque: le toit de la chapelle des Cordeliers tient bon. D'une voix encore plus neutre, et même innocente, il lit: « Si j'avais autant de pièces de 20 francs que j'ai dit de

fois merde, je pourrais finir mes jours sur la Côte d'Azur. »

Un silence un peu prolongé, afin de laisser l'assistance méditer calmement, à fond, sur cette avantageuse analogie entre la vieillesse heureuse et les maréchaux de l'Empire, mais déjà Jean-Marie Patti, toujours premier communiste, toujours neutre, vous balance un autre bijou: « Pourquoi jeter de l'huile sur le feu alors qu'il est si facile de laisser se carboniser le repas ? ». Eclairci vengeur ou mines réveuses des épouses et mères spectatrices, qui, toutes, sans aucune exception, en ont absolument soupé d'éplucher et de faire cuire, chaque jour que Dieu fait. Pinget jette de l'huile sur le feu, mais le phrasier, chef-d'œuvre de serpent qui se mord la queue, scande un certain vertige.

Et le Harnais continue, aussi grave qu'un schizophrène, jusqu'à un moment où Jean-Marie Patti, qui n'a vraiment rien fait que de lire froidement cinquante lignes de Robert Pinget, lequel n'a vraiment rien fait que de griffonner quelques boutades, se livre sur ces derniers mots: « Tous les grands hommes sont morts à la tâche. »

Allez-y. Les yeux fermés. C'est la perfection.

MICHEL COURNOT.

Le vendredi 17, à 21 h 30, chapelle des Cordeliers.

Portrait de l'auteur de « Y'a bon Bamboula »

## Tilly, le cruel

Une bonne façon de faire craquer l'auteur de Y'a bon Bamboula: lui dire qu'il est méchant.

Elastique sur ses baskets bleues, Tilly est interrogé à la radiotélévision belge. Question: « Connaissez-vous l'Afrique ? » Réponse: « Je ne connais pas l'Afrique, j'y suis allé. »

Tilly est un homme très attentif aux mots — dans ses pièces, ils sont coupants — et méditant: « On parle dans une magnétophone. Après, hop, on prend des ciseaux et les phrases s'arrivent plus au moment où on les a dites. »

Le lendemain, dans les jardins du festival, Tilly se trouve face aux micros de France-Culture. Un peu fébrile. N'est-ce pas un peu facile de montrer des Français moyens, pas vraiment racistes, dans le rôle de monstres racistes si horribles que les spectateurs ne peuvent que se sentir supérieurs? Là, il craque. Tilly. On l'a déjà un peu charcuté sur le thème. Il s'agit sur sa chaise. Troublé, et ce n'est pas du cinéma. Il dit qu'il n'a pas cherché ça. La veille, il s'insurgeait: « Et pourquoi on me pose ces questions, alors que je dis tout dans mes pièces... »

La mythologie du Tilly saignant/méchant n'est pas née par hasard. « La vie est cruelle. Les gens sont comme ça, non ? Puis, pervers: « Et pourquoi on vient voir mes pièces ? » Tilly relève sa mâchoire, promène son regard ailleurs. « Moi, je ne suis pas méchant. (Un peu inquiet.) Ça se voit, quand même, que j'ai de la tendresse pour mes personnages. » Silence. Tilly sent qu'il n'a pas convaincu: « De toute façon, même si je n'en avais pas, les acteurs, eux, le donnent immédiatement. » A vérifier.

## Caustique, mais heureux

Tilly se sent, cet après-midi-là, un peu « bizarre ». Soudain, il n'a presque plus rien à faire: la pièce suit son cours, elle lui échappe. Il vient de voir, pour la première fois, les parades, les tracts, la galère d'off. Lui, il est « du côté du gotha. »

A siroter son cocktail de fruits à l'Hôtel de l'Europe. « C'est un peu en contradiction avec ce que je fais. Mais ça va quand même. » Rires. « Mieux vaut être à Avignon en juillet qu'à Palavas-les-Flots. »

Caustique, mais heureux. « Ce métier, c'est un peu comme si j'avais une rente. On me donne de l'argent, pour mon plaisir. » Et très organisé: Paris pour travailler. Pour écrire, la Bretagne, d'où il est natif. Les Bretons n'ont jamais invité l'auteur Tilly. Ça le touche. Il n'a pas de comptes à régler, mais aime

souvent ses pièces en Bretagne, simplement parce qu'il a besoin de « visualiser ».

Ce qui se passe à l'extérieur du modeste pavillon de Y'a bon Bamboula par exemple. Souci du détail oblige. On ne coince pas Tilly, sur ce chapitre. Tout est exact: les noms africains, la petite caillière qu'on ne voit pas, bien rangée dans le tiroir, le porte-savon piqué un soir chez une copine, le portrait du général de Gaulle et les livres trouvés au cours des flâneries, tout comme la petite ménagerie des horreurs de la bibliothèque.

Osez avec Tilly le mot « théâtre quotidien ». Il répond: « Théâtre du fantastique... c'est du conté. On est dans la routine, puis soudain tout bascule dans... non pas tellement dans les faits divers... dans l'extraordinaire. Ou quelque chose comme ça. »

## Intransigent sur la politique

Tilly est tout à fait conscient de mettre ses spectateurs en position de voyeurisme. Il n'y peut rien. C'est une « déformation, un truc de famille. Quand je suis arrivé à Paris, je restais des après-midi entières aux terrasses de café, avec une copine considérant reconstruite en cours. Comme nos professeurs nous disaient d'observer, on n'avait pas l'impression de ne rien faire. On se marrait bien. C'est très drôle, tous ces signes que les gens donnent sur eux-mêmes, en parlant, en buvant... Les gens ne font pas assez attention aux autres. »

« Les gens », c'est lui aussi. Lui, qui se contente de son univers, aime y entrer: les autres. « Ma thérapie... On ne sait jamais très bien, avec Tilly, si c'est ironique ou sincère. Il affirme: « Y'a bon Bamboula » est ma dernière pièce. Il a écrit de cinéma, écrit un scénario. Une opérette, aussi, avec Michel Hermant. « La montée d'une petite provinciale à Paris, elle devient chanteuse à la télévision... Le monde de la chanson, de la télévision peut se préparer aux coups. Celui de la politique également, en des rares chapitres sur lequel il est « intransigent. »

Le théâtre va-t-il perdre un auteur bien vivant et, de surcroît, virulent ? Pas tout à fait. Tilly veut mettre un scène Tchekhov. Pourquoi ? Pour « la très grande cruauté entre les personnages. »

ODILE QUIROT.

## Variété

Quand « rive gauche » signifiait un mode de vie, de pensée, de charbon, le cabaret de l'Ecluse, sur les quais, était un haut lieu de l'esprit. Une photo noir et blanc agrandie à l'exposition qui se tient à la Maison Jean-Villier.

Dans des cabines, on peut entendre avec des écouteurs les voix de Raymond Devos, d'Anne Sylvestre, de Cora Vaucaire, ou de Darras (Jean-Pierre) et Noiret (Philippe), de Richard et Lanoux, qui continuent la tradition des duettistes comiques, des Roger Poirier et Jean-Marie Thibault, des Poirier et Serrault.

Pour la plupart, les grands de la chanson à texte sont passés par l'Ecluse. Je me souviens de Barbara. Elle ne s'envelopperait pas encore dans un chapeau noir, mais, d'aspect, elle était déjà extravagante, faisait la diablesse, plouvait son long cou, penchait la tête avec de grands gestes du bras, interprétant Brezina (les Trompettes de la renommée), des chansons 1900 à double sens (Je suis bialouse chez Paquin). Pas de surprise, les nombreuses émissions d'archives à la radio nous empêchent d'oublier.

L'Ecluse n'existe plus. Quelques-uns de ses pensionnaires ont disparu, certains se sont dispersés, d'autres ne sont plus qu'un nom sur l'étiquette d'un 45 tours. Ils ont été balayés par la vague yéyé, également présente au programme de cinéma sur les années 80.

Au programme, il y a eu Cherchez l'idole, de Michel Boisard, pâle réplique de la Blonde et moi, de Tashlin, n'ayant évité dans toute rétrospective du temps des copines, parce que c'est une sorte de document sur les mythologies de l'époque — avec le flirt nuni-que, les sous-Berlot défilés mais clairs, une soirée à l'Olympia, les guitares électriques, Bruno Coquatrix, Hector (clown rock), Frank Alamo, Mylène Demongeot, Cery Sevel, Johnny, Aznavour, Sylvie,

blonde, crêpe, laquée à mort... Et le bel air de la police avec concours de danse, les animateurs en veste peillette, comme dans le film nostalgique de Mordillat Vive la sociale... Et un groupe de gamins malgaches mollassons imitant vaguement les Pletters... Si les producteurs de Dream Girls avaient vu le film, ils auraient compris que les années 60 aux Etats-Unis et les années yéyé n'avaient rien de commun, ils n'auraient pas fait venir le spectacle à Paris...

## Chanteurs de première partie

Là encore, l'excitation est affaibli par les innombrables reprises de la télévision — les films viennent d'ailleurs de la même source qu'à Avignon: l'INA. Ce qui, pourtant, attendit et fait sourire, c'est le mode, la coiffure choucroute, l'eye-liner, la forme des lèvres, les robes évasées au-dessus du genou: comme dans Mission impossible, les vêtements de la blonde, avec son air de vamp impossible et ses mollets de petite fille — les pantalons patte d'éléphant qui datent de façon redoutable les aventures de Starzky et Hutch, celles de Jaimie...

En revenant du cinéma, je suis tombée sur l'émission de Pascal Sevren « la Chanson aux chansons ». Une émission à l'ancienne sans play-back, avec des vedettes de naguère, des chanteurs de première partie — mais il n'y a plus de première partie au music-hall. Pendant que j'écris, je jette un œil sur les clips de M6: Tina Turner, négresse blonde à tignasse léonine, se déhanchant en mini et talons aiguilles, Caroline Loeb se roule dans la croupe. Bruce Springsteen, biceps dévoilés par une chemise à pois largement ouverte sur son torse puissant mais glabre, tape sur sa guitare... La look fait le chanteur. Un jour, proche peut-être, ceux-ci auront rejoint les yéyés dans la panoplie kitsch.

COLETTE GODARD.

## Musiques des fleuves

## Dialogue des hommes avec l'eau

Le Festival célèbre le Rhône en invitant les musiques des grands fleuves du monde, de la Volga au Gange, en passant par le Mississippi.

L'homme à une sacrée dégaîne. Assis, presque allongé sur sa chaise, il tient, serrée contre lui, sa guitare sèche à revêtement métallique. Sur sa large casquette grise, il a agrafé le laissez-passer du Festival. Son pied droit marque sans arrêt la mesure des vieux blues des années 20. Il s'appelle Archie Edwards, il a près de soixante-dix ans. Mais ce soir, dans la cour de la

✱ RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission pourrait faire naître un malentendu dans le compte rendu de la journée du Monde à Avignon (le Monde du 17 juillet). MM. Jean-Pierre Roux, maire (RPR) de la ville, Michel Guy, Jack Lang et Jean-Pierre Chevènement n'ont pas assisté au débat « La culture est-elle victime des médias ? », mais ils sont venus à la réception qui l'a suivi.

faculté des sciences, le rendez-vous du Rhône avec le Mississippi, qui ouvre le cycle Musiques des fleuves, est contrarié. Une corde casse, la pluie tombe et la sono, mouillée, crachouille des parasites.

Avant l'interruption du concert, Archie Edwards a juste le temps d'offrir au public, replié autour de lui sous l'immense platane, deux thèmes de sa composition et d'autres de John Hurt, son maître, et de Blind Lemon Jefferson.

En coulisses, dans une salle de classe, Flora Morton attend son tour, mais elle ne chantera pas ce soir. Elle a vu pire, cette femme, haute comme trois pommes, qui, à l'âge de vingt ans, s'est achetée pour 1 dollar sa première guitare et a décidé de prêcher en musique dans la rue pour les passants.

C'était au début des années 30, la guitare n'avait pas de cordes et elle s'initiait déjà à la technique « slide » avec une lame de couteau, avant de lâcher le blues pour le gospel. Flora Morton n'a plus cessé de chanter, même quand elle parle, quand elle raconte sa vie difficile et ses claustrophobes préférées: Sarah Martin, en tête, mais aussi Ma Rainey, Ida Cox

et toutes les Smith de la terre noire américaine, Bessie, Clara, Mamie...

Flora Morton a appris aussi à jouer de l'harmonica, un instrument qui se la quitte pas. Dans le sac en plastique posé devant elle il y a un grand hochet et le tambourin qu'elle coince autour de son pied pour marquer le rythme, comme avec une chaussette musicale.

Archie Edwards et Flora Morton reviendront. Un concert de remplacement a été rajouté au milieu de ces quinze jours consacrés par Véronique Charrier et Alain Weber aux musiques des grands fleuves du monde. Une occasion pour le Festival de célébrer le sien, longtemps négligé au profit de la pierre et du ciel avignonnais, et d'organiser à travers les musiques riveraines la rencontre du Rhône avec le Mississippi, le Gange, le Nil, la Volga, l'Amazonie, le Yang-Tsé et le Zaïre.

Huit concerts qui donneront une idée musicale de l'immensité et de la diversité de la relation de l'homme et du fleuve. Aujourd'hui, il est saisi, dominé, amputé, mais subsistent encore quelques traces des civilisations qui ont vécu sur ses rives.

Les paroles d'un chanon peuvent tout dire, de la simple anecdote à la célébration sacrée. Dans un langage populaire, directement simple ou symbolique, voire mystique, l'homme a souvent dialogué avec le fleuve, qui, de la source à l'embouchure, change de visage, de rythme.

Ainsi, au cours des concerts, on devrait commencer à comprendre ce qui sépare et réunit les cultures traditionnelles: les blues du Mississippi avec guitares, les incantations des Bauls du Bengale, avec leurs cordes bizarres, les chants religieux du Nil, les chants de femmes de la Volga, avec accordéons, les phrasés musicaux presque scandés des Indiens Wayapi émigrés en Guyane française, les voix des bateliers du Yang-Tsé et du Zaïre, les chansons enfin, qui, des troubadours jusqu'à aujourd'hui racontent l'histoire du Rhône occitan.

JEAN-LOUIS MINGALON.

✱ Faculté des sciences, 22 h. Nil, les 17 et 21; Volga, les 18 et 22; Mississippi, le 19 (et le 18, à 17 heures); Gange, le 20; Rhône, les 23 et 27; Amazonie, les 24 et 29; Yang-Tsé, les 25 et 30; Zaïre, les 26 et 31. France-Culture, qui reproduit la manifestation, retransmetra les concerts de 18 à 22 heures.



Sylvie Vartan: « Mince, crêpe, laquée à mort »

ÉTÉ 87  
JEAN TROUSSELLE  
Musée Calvet Avignon

GAUMONT PARNASSE  
GAUMONT AMBASSADE  
SAINT-MICHEL  
GAUMONT ALÉSIA  
GAUMONT OPÉRA

JOUR DE FÊTE  
UN FILM DE JACQUES TATI

L'ÉTÉ AFRICAIN 21 h théâtre Tristan Bernard 45 22 08 40

SENEGAL LA FILLE DES DIEUX  
DE ABDOU ANTA KA MISE EN SCÈNE GABRIEL GARRAN  
DERNIÈRE SAMEDI 15 JUILLET

MAU ZINIMO ZINIMO ZI  
DE AKOMU DOLO  
DU 21 AU 27 JUILLET

théâtre international de langue française

ORANGERIE DU LUXEMBOURG  
19 rue de Vaugirard 75006 PARIS

MARTINE  
Peintures et Sculptures

Exposition jusqu'au 26 juillet 1987  
Ouverture tous les jours de 10 h à 20 h

THEATRE NATIONAL DE LA DANSE ET DE L'IMAGE

Dimanche 19  
18 h. "ARMITAGE BALLET"  
3 ballets: "Waltz Queen", "Hipsters Flippers and Fingers Poppin Daddies" et "Calle Del Desembarcadero" CREATION

22 h. GROUPE EMILE DUBOIS  
"Daphnis et Chloé" Jean-Claude Gallota

24 h. "CINEMA DE MINUIT"  
Intégrale des films de Claude Mourieras avec le groupe Emile Dubois.

CHATEAUVAULT TULON 83100 OLLIULES  
RENSEIGNEMENTS RESERVATIONS: TEL: 94 24 11 76



## Culture

Les dessins d'Antonin Artaud au Centre Georges-Pompidou

### L'empire des signes

L'exposition des dessins d'Antonin Artaud n'est pas en Avignon, là où on attend plutôt l'œuvre du Théâtre et son double, mais à Paris, au Musée national d'art moderne, à travers une rétrospective de ses dessins, la seule qu'un grand musée ait jamais réalisée.

Cette rétrospective trébuche à être marquée dès les premiers jours par le vol d'un des cahiers qu'Artaud, ne concevant plus d'écrire sans dessiner, couvrait de textes, de graphies et d'objets. Elle réunit soixante-huit dessins dont beaucoup ont quitté pour la première fois les murs des particuliers qui les possèdent. Ceux-ci, des médecins, des psychiatres à qui Artaud a eu affaire, des gens qui l'ont aidé, des amis à qui il les a donnés, et pour qui ces feuilles ont

soient une valeur magique, ne les prêtent pas volontiers.

Aussi l'exposition ne voyage-t-elle pas, malgré la demande de musées étrangers mis en œuvre par la publication de catalogue raisonné de l'œuvre d'Artaud (1). Comme ce fut d'ailleurs le cas à Beaubourg. C'est, en effet, à la vue des documents rassemblés pour le livre que Dominique Boco, avant son départ du musée, avait programmé cette exposition, en même temps qu'il faisait entrer six dessins dans les collections.

Mais ces dessins à dessiner, « sorts » expédiés d'Irlande, « dessins écrits » conjurant le mal d'un être dont le moi et le corps étaient sous les électrochocs à l'hôpital de Rodez, autoportraits et por-

traits marqués, saisis dans leur indéchiffrable devenir, le musée, un musée, peut-il les inclure normalement dans le parcours de ses collections ?

Quand Artaud lui-même refusait de considérer comme des œuvres d'art ses batailles dans la feuille de papier. Où mettre Artaud dans le musée ? C'est une des questions que nous avons posées à Paule Thévenin, chargée chez Gallimard de l'établissement de l'œuvre complète du poète, et qui fut l'un de ses intimes à la fin de sa vie.

(1) Artaud. Dessins et portraits, par Paule Thévenin et Jacques Derrida, publié pour la première fois à Munich par Schöningh-Möller en 1986. Éditions Gallimard, 1986.

Un entretien avec Paule Thévenin

### « Un dessinateur qui refuse tout système »

« Dans le musée, à quelle place mettriez-vous les dessins d'Artaud ? »

« Je me demande toujours s'ils sont vraiment « muséables », pour employer un néologisme. Mais où les montrer sinon au musée, où il faudrait leur trouver une place à part, isolée, qui signe et signale leur non-appartenance à l'histoire de l'art ? La singularité de ces œuvres dérange. Aussi, pour se soustraire à ce malaise, on s'efforce à situer Artaud dans des catégories, à le rapprocher d'autel ou d'autel, au mieux de Michaux.

« Je ne trouve pas que les dessins d'Artaud ressemblent à des dessins de poètes, pas plus qu'ils ne ressemblent à des dessins de peintres, bien que, à mon sens, Artaud soit un grand dessinateur. Un dessinateur qui refuse tout système, tout esthétisme, qui veut être malade, gâche son dessin volontairement, qui veut retrouver la conscience d'un enfant pour l'adulte.

« Cette attitude à l'égard du dessin ne participe-t-elle pas d'une recherche de langage nouveau, qui est dans l'air à l'époque où Artaud dessine ? »

« Le seul artiste que je pourrais comparer à Artaud, c'est Giacometti. Je ne dis pas que les dessins de Giacometti ressemblent à ceux d'Artaud, mais ce sont les seuls où, dans la feuille, je sente la trace encore vive de la main, où je n'oublie pas qu'ils ont été dessinés avec une main vivante, où quelque chose de la vie de Giacometti est passée dans le trait. Comme chez Artaud, où, là, ça crève le papier.

« Artaud avait-il reçu une formation de dessinateur ? »

« Il avait appris à dessiner lors d'un long séjour en Suisse. Quelques dessins de jeunesse le montrent dans l'exposition. A son arrivée à Paris, il a continué à dessiner, mais en liaison avec le théâtre. Chez Dullin. Ensuite, je pense qu'il n'a plus eu envie de faire des croquis en voyant les œuvres d'André Masson rue Blomet, en 1924. Il a dû penser que la main de Masson allait plus loin que la sienne. Il avait d'ailleurs trouvé une autre voie pour dessiner : le corps de l'acteur.

« Comment ça ? »

« Il voit le corps de l'acteur comme un hiéroglyphe animé, et parle toujours de ce qui se dessine quand un acteur se déplace sur une scène. Le théâtre était pour lui ce qu'a toujours été le vrai théâtre, un art de représentation visuelle, qui engage la totalité du corps de l'acteur, le corps devenant figure dans l'espace. Mais c'est une figure qui émet des sons, qui est capable de pousser le cri, de se vider de son cri. Et l'exercice de la voix et du souffle est une nécessité pour lui. Il est quotidien.

« Ainsi quand il recommencera à dessiner, qu'il lancera des corps dans l'espace du papier, ce seront des corps animés, des corps qui ont la voix et la voix en même temps feront s'élever sur le papier. De ses grands dessins de Rodez, il a dit qu'ils étaient des « dessins écrits ». Il y a eu des formes et des mots, de phrases. Je crois que l'on pourrait aller jusqu'à dire que ce sont des dessins parlés, des dessins proférés.

« Peut-on dire que les dessins de Rodez ont une fonction thérapeutique ? »

« Plutôt qu'une fonction thérapeutique, je dirais qu'ils ont été pour Artaud un moyen de se reconstruire. C'était un être détruit par la médecine, par la faim, par les années horribles passées à l'hôpital de Ville-Evrard pendant la guerre et l'Occupation, et par la thérapie de choc qui lui a été appliquée à Rodez, une thérapie qui absolument foudroyante pour un organisme. Et il s'est refait, il s'est sorti de l'espèce de trou dans lequel il s'était engagé dès le voyage d'Irlande. Il n'avait alors plus aucune solution pour être dans la vie, la vie sociale telle qu'elle était à cette époque. Il ne pouvait plus faire l'acteur de cinéma, il ne pouvait pas non plus réaliser le



Portrait de Paule Thévenin, mai 1947.

théâtre qu'il voulait, il ne pouvait pas vivre ce qu'il écrivait. Il lui restait quoi ? Il était rejeté de toutes parts et poussé dans une espèce de conflit abominable, dont malgré tout il est ressorti.

« Il n'y a pas d'autres exemples, je crois, d'un tel itinéraire. On cite Hölderlin, mais Hölderlin n'en est pas revenu. Van Gogh, il en est mort. Artaud, lui, s'est reconstruit, s'est refait. Il y a chez lui une résistance et une force extraordinaires. Ses dessins montrent cette force.

« Vous parlez du voyage d'Irlande. C'est de cette époque que datent les « sorts ». Il y en a plusieurs dans l'exposition, dont la qualité plastique est d'ailleurs étonnante.

« Artaud les reconnaît comme œuvres, comme dessins. Il l'a dit : « Les premiers dessins que j'ai faits étaient des sorts ». L'écriture y est recouverte par le dessin et par la couleur, et comme si c'était insuffisant, en négation même de cette écriture et de ce dessin, la feuille est brûlée par endroits. Le feu est l'élément de santé dans cette affaire. En brûlant à la fois l'écriture et le dessin, l'objet se détruit lui-même.

« D'où viennent ces « sorts », la découverte des signes ? »

« D'une certaine manière, la peinture, le signe ont toujours été présents chez Artaud. Nombre de ses textes font référence à des peintures ou à des œuvres peintes. Et peindre, qu'est-ce que c'est, sinon faire jaillir les signes et la couleur sur une toile ? Mais c'est surtout lors de son voyage au Mexique, en 1936, que les signes prennent pour lui une importance accrue.

« Au cours de son expédition chez les Tarahumaras, non seulement il découvre des paysages qui lui rappellent les activités, les hautes époques, mais une nature peuplée de signes. Partout, sur les rochers, sur les arbres, sortant du corps des participants pendant les cérémonies rituelles, les signes symboliques se reproduisent devant lui, des lettres formant une écriture sur la montagne ou apparaissent dans l'air, formant un fantasme qui alphabète. Ces signes, on les voit apparaître dans les lettres qu'il écrit en 1937, surtout celles d'Irlande, puis dans les sorts, enfin dans la plupart des dessins qu'il exécute à Rodez. Ces dessins sont un monde de signes.

« Lorsque'il est revenu à Paris, Artaud n'a plus dessiné que des portraits. Votre portrait qui est dans l'exposition, vous avez vu Artaud le dessiner ? »

« Oui, en partie. Il a été fait en deux temps. A la maison, où il venait souvent. Puis il l'a emporté à Ivry. J'étais partie au Maroc. Il

m'a écrit de revenir voir ce qu'il avait fait de mon portrait, qu'il l'avait entouré de signes, d'objets. Il ajoutait qu'il avait fait celui-ci un jour « comme dans les bûches d'un Van Gogh ».

« Dans le mien, il écrit qu'il me met « en sentinelle ». L'inscription a été reprise deux fois. Il a probablement trouvé que ce n'était pas suffisant d'avoir placé le texte à l'horizontale pour pratiquer une certaine prise de possession. Et il l'a réécrit en tournant autour de mon visage. J'y suis complètement corrompue par des objets magiques et par une phrase qui détermine mon existence. Les textes qui accompagnent les portraits interviennent en renfort du dessin pour infécher une partie de ce que vous êtes et de ce que vous allez être, vous mettez dans une situation telle que vous ne pouvez pas être autrement que ce qu'Artaud voulait que vous fussiez.

« C'est un processus d'envoûtement que vous décrivez là. Et ces textes coupés au niveau de la gorge, comme, comment les voyez-vous ? »

« A la fin de sa vie, Artaud était à nouveau intéressé par le théâtre. Quand il en parlait, c'était toujours comme d'une sorte de guerre où il était entouré de soldats. Les soldats étaient tous ceux qui voulaient bien le suivre, c'est-à-dire ses filles premières, ses naturelles et quelques fidèles qui l'auraient suivi jusqu'au bout, jusqu'en Himalaya, où je ne sais où. C'étaient quelques personnes capables de jouer une scène jusqu'au bout. Et qu'y a-t-il de plus expressif dans le corps qu'un visage ? C'est là où se condense, où se joue le drame. Sur chacune des têtes, Artaud projette le drame qu'il pressent comme étant le leur, qui sera le leur.

« Dans les deux ou trois dessins de la fin, qui ne sont plus seulement des portraits mais des paysages de visages, c'est un théâtre extraordinaire qu'il dessine. Peu importe qui est là, mais ces yeux vous regardent, je jette sur vous, les figures jouent le drame ultime devant vous. Avec les marques, les taches, tout ce qui va faire un visage de vieillard quand vous avez un visage tout frais. Des traits supplémentaires viennent relier les personnages les uns aux autres, enfantant quelque chose d'indéchiffrable. La scène et le théâtre sont là. Ses derniers dessins sont peut-être les plus belles représentations d'Artaud. Il y a une écriture, à la fois, son théâtre de la cruauté.

Propos recueillis par GENEVIÈVE BREHETTE.

\* Antonin Artaud, Dessins, Catalogue d'arts graphiques, Musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 10 octobre. Catalogue 75 F.

## Communication

### La CNCL face aux tensions dans l'audiovisuel

La Commission nationale de la communication et des libertés n'aura pas le loisir de prendre beaucoup de vacances cet été. L'envahissement des écrans par le parrainage publicitaire appelle l'élaboration d'un code de déontologie. Le respect par les chaînes de leurs cahiers des charges nécessite une surveillance constante.

Mais il faut aussi répondre aux demandes de la Cinq et de M6 d'étendre leurs réseaux. La CNCL vient de les autoriser à émettre sur Meaux, Melun et le Plessis-Robinson pour compléter leur audience en région parisienne. Un appel d'offres est lancé sur Evreux, Soissons, Provins, Fontainebleau, Villiers-Cotterêts, Sens et Strasbourg. Mais, sur ces sites, les deux chaînes devront par-

tager leurs fréquences avec des décrochages locaux. En même temps, les « sages » veulent installer une télévision locale à Toulouse et doivent examiner les projets dans les départements d'outre-mer.

Enfin, la tension croît sur le dossier des radios parisiennes. Les treize « sages » affirment qu'ils ne tiendront « pas compte des pressions et des interventions parfois considérables » dont ils sont l'objet. Ils ajoutent qu'ils n'imposent pas de regroupement aux cent quarante candidats pour trente-neuf fréquences, mais qu'ils feront « les choix qui paraissent de nature à maintenir l'équilibre voulu par le législateur et à répondre à l'attente du public ».

### Le parrainage publicitaire envahit les écrans

« Et maintenant, nos candidats ont cinq minutes pour faire disparaître toutes ces taches de leur t-shirt avec leur poche de lavette Omo. Et Omo, non seulement ça nettoie mais ça nettoie en sonnant ! Publi-cité ? Erreur : il s'agit tout simplement du dernier jeu d'« Intervilles », tourné à Fréjus par TF1 sous l'œil attentif de M. François Léonard et Edmond Belduc. Un « Intervilles » sponsorisé par Omo, qui s'offre ainsi cinq minutes de démonstration de son produit dans l'émission la plus regardée de la chaîne. Et le célèbre lavier n'est pas le seul à profiter de l'heure : ainsi a-t-on vu les candidats se disputer une gigantesque bouteille de M. G. Lax pour l'entassement Vichy-Saint-Yorre et Léon Zitronne goûter aux jastilles M & M.

Le parrainage publicitaire envahit depuis quelques semaines les écrans de télévision. Il suffit de regarder TF1 le mardi, pour en mesurer l'écoulement. Les candidats aux jeux de Pierre Bellemare se voient récompensés par Van Cleef et records ou le Club Méditerranée, dont les produits ou les logos apparaissent à l'écran. L'animateur arbore une chemise promotionnelle Naf Naf. La machine de « D'accord, pas d'accord » crine inlassablement : « Je suis une femme actuelle », magazine dont le logo apparaît au générique du jeu. Quant aux candidats, ils sont invités

à composer le code du Parisien libéré. On est loin de la discrète mention d'Orangina au générique de Cocorocoboy, qui, il y a seulement deux ans, provoquait une belle polémique publique et les foudres de la Haute Autorité.

La loi de 1986, en entrainant les télévisions commerciales, a donné le feu vert au sponsoring, les annonceurs se sont engouffrés dans la brèche. Les petites entreprises qui ne peuvent pas se payer de spots publicitaires trouvent là un moyen d'apparaître fréquemment à l'écran. Les éditeurs de presse ou les grandes surfaces, interdits de télévision, contournent habilement la réglementation. Même les gros annonceurs traditionnels de la télévision sont prêts à payer le prix fort pour voir leurs produits intégrés à des émissions mieux regardées que les écrans publicitaires.

Une avalanche de propositions

Du coup, les agences se mobilisent. HCM, Bélier, RSCG, Young et Rubicam ont créé des départements de parrainage. La centrale d'achats de M. Gilbert Gros monte une société de production qui fournira gratuitement aux chaînes des émissions entièrement sponsorisées. FCA adopte la même stratégie pour l'étendre à des coproductions européennes financées par des annonceurs internationaux.

Submergées par l'avalanche de propositions, les chaînes de télévision ne se font pas trop prier pour ouvrir leurs antennes. M. Jean-Claude Dasser, chargé des relations entre la régie publicitaire de TF1 et les programmes, affirme qu'il « refuse plus de contrats qu'il n'en accepte ». Pourtant, aux Unes, tout, ou presque, est à vendre. Les opérations spéciales, comme le Grand Prix de formule 1 : les émissions haut de gamme, comme le magazine financier produit par l'Expansion, et l'émission de santé quotidienne, qui prendront place dans la nouvelle grille entre 7 heures et 9 heures du matin, ou, plus banalement, la grande émission de jeu du mercredi soir. Même la météo, séparée pour l'occasion du journal télévisé de 20 heures, est vendue la bagatelle de 25 millions de francs à l'entreprise

qui voudra y associer son logo pour un an.

La Cinq n'est pas en reste et prépare activement la commercialisation de sa grille de rentrée. M6 vend ses émissions musicales à Perrier, cherche un sponsor pour « La petite maison dans la prairie » et attend du sponsoring 10 % de son chiffre d'affaires. Canal Plus, qui avait ouvert depuis longtemps ses émissions en clair au sponsoring, voudrait maintenant faire parrainer certains de ses films. Plus discrètement, le service public est, lui aussi, tenté. Antenne 2 cherche des sponsors pour certaines opérations spéciales et introduit dans « Champs-Élysées » des clips très promotionnels. Modeste ment, FR3 voudrait trouver un parrain pour « Le schmilblick ».

La marée du sponsoring a-t-elle des limites ? La loi de 1986 est assez floue. Mais elle précise que les chaînes publiques ne peuvent parrainer que « celles de leurs émissions qui correspondent à leur mission en matière éducative, culturelle et sociale ». Elle charge la Commission nationale de la communication et des libertés d'élaborer un code de déontologie. Pour les chaînes privées, un décret gouvernemental autorise l'apparition des marques à l'antenne mais semble interdire celle des produits. Conséquence des dérapages actuels, la CNCL compte bien préciser aux chaînes publiques les règles du jeu. Privilège de pouvoir d'intervention sur les télévisions privées, elle pourrait demander au gouvernement d'être plus ferme et de fixer notamment une limite quantitative au sponsoring. Mais certains responsables des chaînes privées songent à prendre les devants. L'excès de parrainage risque en effet de « polluer » l'antenne et de faire fuir les téléspectateurs.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

### M<sup>me</sup> Daisy de Galard : « La télévision est indigente »

La passion n'est pas toujours récompensée. L'annonceur qui porte M<sup>me</sup> de Galard au petit écran est aujourd'hui déçu. « La télévision est indigente », laisse-t-elle tomber, dédaigneuse. Le constat est fait avec toute la nostalgie dont est capable l'ancienne productrice — à l'époque de l'ORTF — du magazine demeure célèbre « D'un Dam Dom ». Il est fait aussi avec l'autorité d'une femme qui a été pendant dix ans la CNCL qui dirige la cellule « programme » de la Commission nationale.

Cette télévision indigente est pourtant plutôt respectueuse de ses obligations. Il est vrai, déplore M<sup>me</sup> de Galard, que les cahiers des charges des chaînes respectent sur des critères purement quantitatifs et que nous culturels des émissions n'ont pas pris en compte. Ainsi, remarque-t-elle, le Petit Théâtre de l'ORTF a été assimilé à la création. Les sketches de Collaro, aussi. La CNCL élabore actuellement avec les professionnels de l'audiovisuel et du cinéma une nomenclature des termes utilisés dans le cahier des charges, car il est pas question, affirme M<sup>me</sup> de Galard, de laisser les télévisions abriter derrière des formulations ambiguës, pour tourner leurs obligations. « Un documentaire, par exemple, explique-t-elle, doit s'entendre comme un documentaire de création, riche d'une écriture télévisuelle, et non être compris comme un simple achat au mètre de films sur la vie des océans, dans le but de remplir les quotas exigés. »

Si, pour l'instant, le bilan est « convenable », TF1 a néanmoins tendance à diffuser trop de séries américaines et à substituer fait de la météo une émission autonome afin d'introduire de la publicité au beau milieu de journaux. J'ai été choquée, et je l'ai dit », assure M<sup>me</sup> de Galard sans beaucoup s'illuminer. Antenne 2, de son côté, a été contrainte de remanier in extremis l'une de ses émissions étrangement parrainées, tandis que FR3, accusée de diffuser trop de

films, est montrée du doigt par les professionnels du cinéma. Quant à M6, elle s'est vu reprocher l'oubli d'un sonal (la coupe musicale obligatoire) après ses écrans de publicité. La 5, pour sa part, placée sous surveillance en avril dernier, est, selon M<sup>me</sup> de Galard, « en net progrès ». « Un gros effort de rattrapage a été fait pour les quotas de films, dit-elle. Quelques séries françaises ont fait leur apparition, et un journal télévisé est proposé pour la rentrée. » Convoqué à nouveau il y a une quinzaine de jours devant la CNCL, son PDG, M. Robert Hersant, s'est vu « plutôt décerner un satisfait » sur ce point.

Tout cela n'empêche pas la Commission de se préparer à des jours difficiles. Son service juridique étudie actuellement les modalités pratiques des sanctions prévues par la loi à l'encontre des chaînes qui ne respecteraient pas leurs obligations. La CNCL peut même demander au président de la section « contentieux » du Conseil d'Etat de prononcer des astreintes. « Nous serons, je l'espère, prêts à l'automne », assure M<sup>me</sup> de Galard. Il ne servirait à rien de crier au loup, si c'était ensuite pour ne rien faire du tout.

#### Des relations tendues avec M. Hersant

La CNCL se heurte, pour l'instant, à deux obstacles : d'abord, ses relations « difficiles et tendues » avec M. Robert Hersant. Le PDG de la 5 a en effet interdit aux cadres de la chaîne — hormis M. Ramond et Codignoni — de répondre aux questions des services administratifs de la CNCL. D'autre part, indique M<sup>me</sup> de Galard, « M. Hersant souhaite obtenir l'extension rapide de son réseau ». « Je n'ai rien contre, affirme-t-elle, mais je voudrais que cela ne se fasse pas au détriment de vrais projets de télévision locale. Certains membres de la Commission penchent plutôt pour le développement de la 5, sans même que soient lancés

des appels à candidature. Je ne suis pas d'accord. Nous sommes nombreux, je crois, à souhaiter une émergence de la différence. »

M<sup>me</sup> de Galard redoute ainsi le dynamisme d'une cinquième chaîne dont certains collaborateurs sillonnent la province pour mettre sur pied des décrochages locaux associés à la chaîne. « La CNCL saurait-elle examiner avec la même objectivité les montages tout ficelés proposés par M. Hersant et les projets concurrents ayant poussé sous forme de génération spontanée ? », s'interroge-t-elle. « La Commission, selon M<sup>me</sup> de Galard, est sûrement douée pour le courage, et certains de ses membres ne se laisseront pas abuser. Si M. Hersant a tenté un coup de poker en recrutant des stars à prix d'or, il ne faudrait pas pour autant qu'il rende la CNCL responsable d'un échec éventuel de sa stratégie. »

Le second point noir est d'une tout autre nature. Il s'agit, cette fois, de ce que M<sup>me</sup> de Galard appelle une « pollution de l'antenne » : le développement irrépressible du parrainage. La dernière émission d'« Intervilles » sur TF1 était, selon elle, « proprement scandaleuse ». « On ne pouvait trouver cela ni bien, ni beau, ni normal, ni juste. » Mais la Commission, ajoute-t-elle, n'a sur ce point que peu de pouvoir. « C'est dommage, car de telles pratiques ne doivent pas continuer. » Sur ce point, M<sup>me</sup> de Galard estime que les chaînes publiques devront être surveillées de façon « très contraignante ».

PIERRE-ANGEL GAY.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

هكذا من الاجل



# Spectacles

## théâtre

### Les salles subventionnées

**OPÉRA** (47-47-57-50), ballets, 19 h 30 : Raymond, la Pavane du Maure ; Quatre derniers Lièges ; dir. musicale : André Frézet.  
**SALLE FAVART** (42-96-06-11), 19 h 30 : Héroïde.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE**, Théâtre de la Porte-Saint-Martin (40-15-00-15), 20 h 30 : Monsieur chasse !  
**ODÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE** (43-25-70-32), 20 h 30 : le Bourgeois gentilhomme.  
**BOURBOURG** (42-77-12-33), *Cinéma-Vidéo*, salle Garance : se reporter à la rubrique Cinéma/Cinéma-théâtre (L'époque, la mode, la morale, la passion) : *Vidéo-Musique*, mar. à 13 h : la Rose de Vau-Ker, de Feng-Ying ; 16 h : Falkstaff, de Verdi ; 19 h : Maria Callas, de G. Salgado.

### Les autres salles

**ARLEQUIN** (45-48-43-22), 20 h 45 : *Parade*.  
**ATELIER** (46-06-49-24), 21 h : le Malade imaginaire.  
**BOURVIL** (43-73-47-84), 20 h 30 : Lady Feuille ; 22 h : Pas deux comme elle.  
**CRYPTTE**, *SAINT-AGNÈS* (47-00-19-31), 20 h 30 : le Minutier.  
**DIX-HEURES** (42-64-35-90), 20 h 30 : Maman on donne-oi ton linge, je fais une machine.  
**FONTAINE** (48-74-74-00), 21 h, 22 h 15 : Au secours ! tout va bien.  
**GALERIE 55** (43-36-43-51), 21 h : I do !  
**GRAND EDGAR** (43-20-90-09), 22 h : L'homme qui change.  
**GRAND HALL MONTORGUEIL** (42-56-04-06), 20 h 30 : Berout à Chogga.  
**GREVIN** (42-65-84-47), 30 h : les Trois Jumeaux ; 21 h 43 : Minutier de toi.  
**MOTEL LUTETIA**, Espace Jean-Coclain (45-44-38-10), 30 h 30 : Mémorisation.  
**HUCHETTE** (42-64-35-90), 20 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Laponne.  
**LUCERNAIRE** (45-44-37-34), 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Autour de Mordant ; 22 h : le Petit Prince ; 21 h 15 : Archéologie.  
**MICHEL** (42-65-35-02), 21 h 15 : *Peyman pour toi*.  
**MOGADOR** (42-65-28-80), 20 h 30 : Cabaret.  
**MONTMARTRE** (42-22-77-74), 21 h : Conversation après un enterrement.  
**PALAIS-ROYAL** (42-97-59-81), 20 h 45 : l'Amuse-gueule.  
**POCHE** (45-48-92-97), 20 h 30 : Coup de crayon.  
**POTINIERE** (42-61-44-16), 21 h : l'Épaveur.  
**ROSEAU THÉÂTRE** (42-71-30-20), 20 h 30 : Arrêt sur images.  
**SAINT-GERMES** (48-78-63-47), 20 h 45 : les Soies de Lolo.  
**SAINT DES HALLES** (42-36-37-27), 20 h 30 : J'ai tout mon temps, où s'en va-t-il ?  
**TAI TH D'ESSAI** (42-78-10-79), 21 h : l'Écume des jours.  
**TH. D'EDGAR** (42-22-11-02), 20 h 15 : les Bains chauds ; 22 h : Nous on fait ça on se va de faire.  
**TH. DU MARAIS** (46-66-02-74), 20 h 30 : Nuits clim.

**TOURTOUR** (48-87-52-48), 18 h 45 : Journal intime de Sally Marn ; 20 h 30 : Nous, Théo et Vincent Van Gogh.  
**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40), 21 h : l'Été africain.  
**ZÉBRE** (43-57-51-55), 20 h 30 : l'Acroyole et le Triste Histoire du général Poulsson et de l'écrit Matchless.

### Les cafés-théâtres

**AU REC FIN** (42-96-29-35), 20 h 30 : Devos existe, je l'ai rencontré ; 23 h 30 : Fou comme Forcade ; 22 h 15 : le Monde du show biz au pays de Star Trek.  
**BLANCS-MANTEAUX** (48-57-15-84), 19 h 15 : Areth = MC2 ; 21 h 30 : Sauvez les belles femmes ; 23 h 30 : Mais que fait la police ? - B. 20 h 15 : les Sœurs Mouton ; 21 h 30 : Derrière vous... y'a qu'une ; 22 h 30 : Les bus grésillent.  
**CAFÉ D'EDGAR** (43-20-85-11), 19 h 15 : Tiers, voilà deux bouddes ; 21 h 30 : Mueuses d'horreur ; 22 h 30 : Ordes de secours - B. 20 h 15 : C'est plus show à deux ; 21 h 30 : le Chronosone châtiment ; 22 h 30 : Elles nous veulent tous.  
**CLUB DES POÈTES** (47-05-06-03), 22 h : Hommage à Saint-John Perse et à Blaise Cendrars.  
**LE GRENIER** (43-80-68-01), 22 h : Dieu qui change et qui rit.  
**PETIT CASINO** (42-78-36-50), 21 h : Les gens sont vaches ; 22 h 30 : Nous, on aime.  
**POINT-VERGULE** (42-78-67-03), 21 h 30 : Nos désirs sont décadents.

### Le music-hall

**BATAILAN** (43-55-55-56), 21 h 30 : Salut les sœurs.  
**CAVEAU DES OUBLIETTES** (43-54-84-97), 21 h : Chansons (impromptu) ; 22 h 30 : Chansons à la carte.  
**LUCERNAIRE** (45-44-37-34), 18 h 30 : Fais toujours.  
**OLYMPIA** (47-42-25-89), 20 h 30 : Grand music-hall de Pologne.

### Comédies musicales

**MOGADOR** (42-65-28-80), 20 h 30 : Cabaret.

### Les chansonniers

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-33), 21 h : L'acrobatie.

### La danse

**MAIRIE DU 9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT** (42-58-60-56), 21 h : Les ballets historiques du Marais.

### Les concerts

**Edith Saint-Louis-en-Thé**, 21 h : G. Fumet, J. Galar (Albion, Bach, Marcello).  
**Salle-Chapelle**, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris.  
**Musée de Clugy, Salle des Thèses**, 17 h 30 : La Camerata de Paris.  
**Edith Saint-Julien-le-Pavre**, 20 h : J.-F. On, S. Picardi (Vivaldi, Kodaly, Bach...).

## Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles l'de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

### Vendredi 17 juillet

#### Jazz, pop, rock, folk

**BAISER SALLE** (42-33-37-71), 21 h : Jazz Fusion.  
**EXCALIBUR** (48-04-74-92), 23 h : Trans-Plus.  
**GIBUS** (47-00-78-88), 23 h : Drew Weaver.  
**MICÈNE** (42-77-40-23), 22 h : C. Mestral.  
**MÉRIDIEN** (47-59-12-30), 22 h : F. Guin, L. Skaï.  
**MONTANA** (45-23-51-41), 22 h 30 : S. Gernat.  
**MONTGOLFIER** (40-60-30-30), 22 h : S. Gernat.  
**NEW MORNING** (45-23-51-41), 21 h 30 : Taj Mahal.

#### Pastel

**PASTEL** (42-71-08-27), 22 h : Greg Hunter, le 17.  
**PETIT JOURNAL MONTMARTRE** (43-21-56-70), 22 h : Norisch.  
**PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL** (45-26-28-59), 21 h : P. de F. Frenais.  
**SLOW CLUB** (42-33-94-30), 21 h 30 : P. Sella, B. Vasseur.  
**SUNSET** (42-61-46-60), 23 h : S. Lacy Quartet.

#### Festival estival de Paris

Vendredi 17 : Eglise St-Gervais, 20 h 30. Ensemble Organum, dir. M. Pécot (C. Couperin).

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de 16 ans, (\*) aux moins de 18 ans.

### La Cinéma-thèque

**CHAILLOT** (47-44-34-34) 16 h, Cabaret, de G. P. Frouze ; 19 h, les Félus de la nuit, de J. Dautin (Vest) ; 21 h, les Héros de Tolstolme, de A. Mam (VI).

### BEAUBOURG

15 h : le Vieux Maître, de M. Stiller ; 17 h, Plus rares, films d'autour : ils étaient dix, de J. Dautin (Vest) ; 19 h, Hommage à André Malraux : les Affamés (v.a.).

**CENTRE GEORGES-POPOUDOU** (42-78-37-29) L'époque, le monde, la morale, la passion 14 h 30, l'Épave, de B. G. Frouze ; 17 h 30, Je vous salue Marie, de Jean-Luc Godard ; 20 h 30, Paroli, sur l'opéra de Richard Wagner, de Hans Jürgen Syberberg.

### Les exclusivités

**AMELUX LES ANES** (Rust, v.l.) : Français, 9 (47-70-33-82).  
**AFTER HOURS** (A. v.a.) : Clichés Saint-Germain, 6 (43-33-10-82).  
**AJANTRIK** (Ind. v.a.) : République Clichés, 11 (48-05-1-33) ; h. sp.  
**ALADDIN** (A. v.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

**ANGEL HEART** (A. v.) : Gernat-Hall, 11 (42-97-49-70) ; Saint-Michel, 5 (43-26-79-17) ; Ambassade, 8 (43-59-15-88) ; Bénédictine Montparnasse, 19 (46-66-10-80).

**L'APRILITEUR** (Piz, v.a.) : 14-Juillet Parance, 6 (43-56-30-00).  
**ARIZONA JUNIOR** (A. v.a.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-01) ; Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; V.F. UGC Rotonde, 14 (46-74-94-40).

**ASSOCIATION DE MALPATEURS** (Fr.) : George V, 9 (42-41-46-00).

**ATTENTION BANDITS** (Fr.) : Marignan, 8 (43-59-92-32) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fanny, 13 (43-31-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-66) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27).

**AUTOUR DE MINUIT** (A. v.a.) : Temples, 9 (42-73-44-56).

**LES BARBARIENS** (Am. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (42-34-26-26) ; Normandie, 8 (45-63-16-16) ; V.F. Grand Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Gare de Lyon, 11 (43-43-01-59) ; Galaxie, 13 (43-20-18-03) ; Gobelins, 13 (43-26-23-44) ; Mirmar, 14 (43-20-93-31) ; Mistral, 14 (45-38-82-43) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27) ; Convention Saint-Charles, 19 (45-79-33-30) ; Pathé Wepler, 19 (45-72-46-01) ; Star Secrétaire, 19 (43-06-79-79) ; Gernat, 20 (46-66-10-80).

**BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ** (v.l.) : Napoléon, 17 (42-67-63-42).

**LA BEAUTÉ DU PÈCHE** (Yon, v.a.) : 3 Paramount, 14 (43-20-30-19) ; V.F. : Maxéville, 9 (47-70-72-86).

**BEYOND THERAPY** (Brit. v.a.) : Cliché Beaubourg, 9 (42-73-44-56) ; Danon, 9 (42-25-10-01) ; 14-Juillet Parance, 6 (43-56-30-00) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

**BIBBY** (A. v.a.) : L'Académie, 6 (44-27-30-00).

**BLESY DREAM** (A. v.a.) : 3 L'Académie, 6 (46-33-97-77).

**BRAZIL** (Brit. v.a.) : Épée de Bois, 9 (43-37-57-47).

**RUSSION ARDENT** (Fr.) : Studio 4 (47-70-63-40) ; Studio 28, 19 (46-66-10-80).

**CEAEMBE AVEC VUE** (Brit. v.a.) : 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; Pagode, 7 (47-43-12-45) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; Bénédictine Montparnasse, 19 (46-66-10-80).

**LA CHAMBRE DE MARIAGE** (Ta v.a.) : Reflet Médias, 5 (43-54-42-94) ; h. sp.

**CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE** (Fr. v.a.) : V.F. : Saint-Lazare Parguier, 8 (43-87-35-43).

**CEUX CROISÉS** (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).

**LA COULEUR DE L'ARGENT** (A. v.a.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68).

**CROCODILE DUNDEE** (A. v.a.) : Marignan, 8 (43-59-92-32) ; V.F. : Français, 9 (47-70-33-82) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-66) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27).

**DANGERUSE SOUS TOUS RAPPORTS** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74) ; Marignan, 8 (43-59-92-32) ; V.F. : Français, 9 (47-70-33-82) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83).

**LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN** (Can.) : Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-52) ; UGC Normandie, 8 (45-62-20-40) ; V.F. : Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-45-18).

**LES ENFANTS DU SILENCE** (A. v.a.) : Saint-Germain Village, 9 (46-33-63-20) ; Ambassade, 8 (43-59-15-88) ; V.F. : Marignan, 8 (43-59-92-32) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-66) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27) ; Mémorisation, 14 (43-27-52-37).

**EVIL DEAD 2** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74) ; Marignan, 8 (43-59-92-32) ; V.F. : Français, 9 (47-70-33-82) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-66) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27) ; Mémorisation, 14 (43-27-52-37).

**EVIL DEAD 2** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74) ; Marignan, 8 (43-59-92-32) ; V.F. : Français, 9 (47-70-33-82) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-66) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27) ; Mémorisation, 14 (43-27-52-37).

**LA FEMME DE MA VIE** (Fr.) : Cliché, 9 (47-70-63-40).

**FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE** (42-78-37-29) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83).

**FREDDY 3, LES GRIFPES DU CAUCHEMAR** (A. v.a.) : George V, 9 (42-41-46-00) ; V.F. : Maxéville, 9 (47-70-72-86).

**GOOD MORNING BABILONIA** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; George V, 9 (42-41-46-00) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83).

**LE GRAND CHEMIN** (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; George V, 9 (42-41-46-00) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83).

**LE JUPON ROUGE** (Fr.) : Gernat-Hall, 11 (42-97-49-70) ; Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Colisée, 8 (43-59-04-67) ; Paramount, 14 (43-20-30-19).

**MACBETH** (Fr. v.l.) : Vaudou, 9 (47-42-56-31) ; Lincoln, 8 (43-59-92-32).

**MANON DES SOURCES** (Fr.) : Élysée-Lincoln, 8 (43-59-92-32).

**MAUVAIS SANG** (Fr.) : Cliché Beaubourg, 9 (42-73-44-56) ; Cliché, 9 (43-37-57-47).

**MÉLO** (Fr.) : Temples, 9 (42-73-44-56).

**LA MÉNAGERIE DE VIEUX** (A. v.a.) : L'Académie, 6 (44-27-30-00).

**LA MESSE EST FINIE** (It. v.a.) : Temples, 9 (42-73-44-56).

**MISSION** (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 11 (45-06-94-14) ; Élysée-Lincoln, 8 (43-59-92-32) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83).

**MON BEL AMOUR, MA DÉCHÉANCE** (Fr.) : Épée de Bois, 9 (43-37-57-47) ; Cancha, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (42-41-46-00) ; 7 Paramount, 14 (43-20-30-19) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83).

**MON CHER PETIT VILLAGE** (Ta v.a.) : Cliché Beaubourg, 9 (42-73-44-56) ; Cluny-Palace, 9 (45-54-07-76) ; Triomphe, 9 (45-62-45-76) ; Bastille, 11 (43-26-23-44) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83).

**MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE** (Brit. v.a.) : Clichés, 6 (46-33-10-82).

## NEUF SEMAINES ET DEMIE

(Hong. v.a.) : Triomphe, 9 (45-62-45-76) ; Cliché Beaubourg, 9 (42-71-52-36).  
**NOLA DARLING NEN FAIT QUA SA TÊTE** (A. v.a.) : République-Cliché, 11 (48-05-51-37).

**LE NOM DE LA ROSE** (Fr. v.a.) : Cluny-Palace, 9 (45-54-07-76) ; Publics Champs Élysées, 9 (47-20-76-23) ; V.F. : L'Académie, 6 (44-27-30-00).

**LES OREILLES ENTRA LES DENTS** (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Danon, 9 (42-25-10-01) ; UGC Montparnasse, 9 (45-64-94-04) ; Saint-Lazare Parguier, 8 (53-87-35-43) ; Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Gobelins, 13 (43-26-23-44) ; Mistral, 14 (45-38-82-43) ; UGC Convention, 19 (48-28-42-27) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (45-72-46-01) ; 3 Secrétaire, 19 (43-06-79-79) ; Gernat, 20 (46-66-10-80).

**PRE-WEE BIG ADVENTURE** (A. v.a.) : Esplanade, 13 (47-07-28-04).

**LA PETITE BOUTIQUE DES HORREURS** (A. v.a.) : UGC Odéon, 6 (43-25-93-83) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Français, 9 (47-70-33-82) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-66) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (45-72-46-01) ; 3 Secrétaire, 19 (43-06-79-79) ; Gernat, 20 (46-66-10-80).

**LA PIVOINE ROUGE** (Jap. v.a.) : Saint-Germain Village, 9 (46-33-63-20).

**PLATOON** (A. v.a.) : Paramount, 14 (43-20-30-19) ; George V, 9 (42-41-46-00) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Français, 9 (47-70-33-82) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-66) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (45-72-46-01) ; 3 Secrétaire, 19 (43-06-79-79) ; Gernat, 20 (46-66-10-80).

**QUATRE AVENTURES DE KALIBRE** (A. v.a.) : Marignan, 8 (43-59-92-32) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Français, 9 (47-70-33-82) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-66) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (45-72-46-01) ; 3 Secrétaire, 19 (43-06-79-79) ; Gernat, 20 (46-66-10-80).

**QUEST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ?** (Esp. v.a.) : Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

**RADIO DAYS** (A. v.a.) : Gernat-Hall, 11 (42-97-49-70) ; Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-93-83) ; Pagode, 7 (47-43-12-45) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (45-72-46-01) ; 3 Secrétaire, 19 (43-06-79-79) ; Gernat, 20 (46-66-10-80).

**ROSA LUXEMBURG** (A. v.a.) : Clichés, 6 (46-33-10-82).

**LA RUE** (A. v.a.) : George V, 9 (42-41-46-00) ; Studio 28, 19 (46-66-10-80) ; République-Cliché, 11 (48-05-51-37).

**SABINE KLEIST, 7 ANS** (A. v.a.) : République-Cliché, 11 (48-05-51-37).

**STAND BY ME** (A. v.a.) : Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

**LA STORIA** (It. v.a.) : L'Académie, 6 (44-27-30-00).

**STRANGER THAN PARADISE** (A. v.a.) : Utopia, 9 (43-26-84-65).

**THE AMERICAN WAY** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74) ; Marignan, 8 (43-59-92-32) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Français, 9 (47-70-33-82) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-66) ; Gernat Convention, 19 (48-28-42-27) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (45-72-46-01) ; 3 Secrétaire, 19 (43-06-79-79) ; Gernat, 20 (46-66-10-80).

**THE BIG EASY** (A. v.a.) : Cliché Beaubourg, 9 (42-73-44-56) ; Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Esplanade, 13 (47-07-28-04) ; V.F. : UGC Montparnasse, 9 (45-64-94-04) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40).



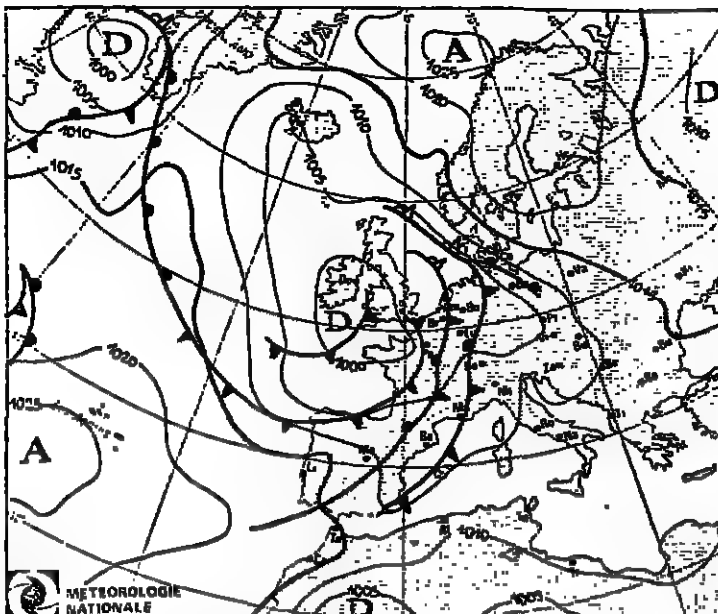




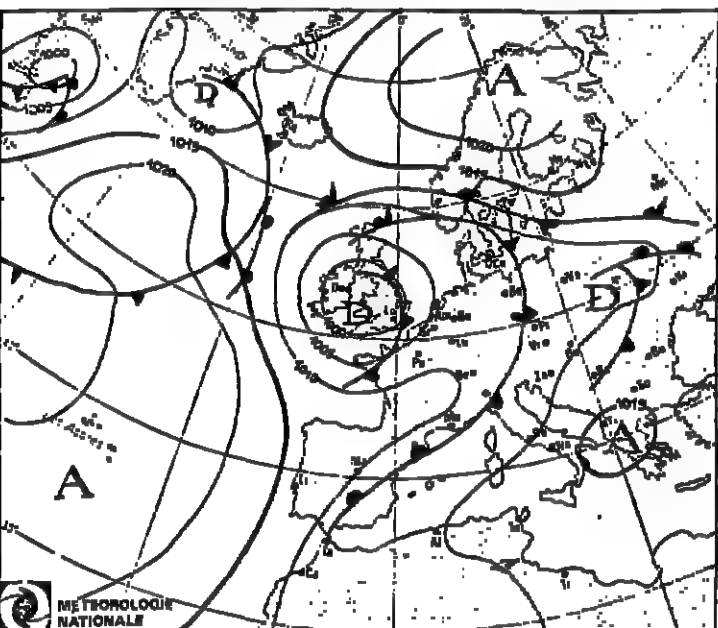
# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 JUILLET 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 18 JUILLET À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 17 juillet à 0 h TU et le dimanche 19 juillet à 24 h TU.

La dépression située à 0 heure sur les îles Britanniques dirige sur la France des masses d'air frais et instable dans un courant d'ouest. Les orages s'atténuent progressivement sur les Alpes et les Pyrénées orientales.

Samedi, nuages, éclaircies et averses alternent sur la majeure partie de la France.

Des Pyrénées au Languedoc, à Rhodé-Alpes, aux Ardennes et au nord de la Picardie, la matinée sera très nuageuse. On observera quelques averses, et des orages éclateront encore sur les Alpes et l'est des Pyrénées. En cours d'après-midi, des éclaircies se développeront, mais elles s'accompagneront d'un rafraîchissement et d'une recrudescence des averses.

Sur le reste du pays s'établira un temps frais et passagèrement pluvieux.

malgré de belles éclaircies temporaires. Seules la Bretagne, la Normandie et le Nord conserveront un ciel chargé.

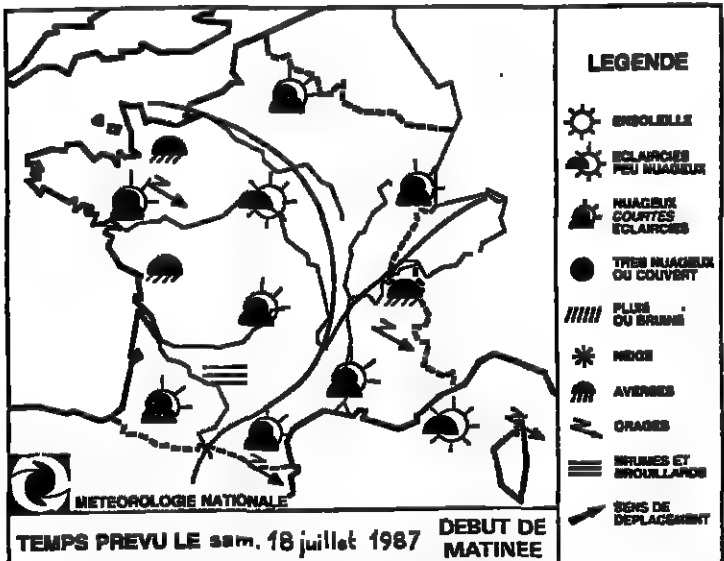
La vent sera généralement modéré de secteur sud-ouest, excepté près de la Méditerranée où il s'orientera au nord-ouest. Il soufflera en rafales, souvent fortes près de la Manche.

Les températures minimales varieront entre 10 et 15 degrés du nord au sud, pour atteindre 16 à 18 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales avoisneront 16 à 20 degrés sur la majeure partie du pays, 20 à 23 degrés du Midi-Pyrénées au Languedoc et aux régions méditerranéennes.

Dimanche, un temps frais et passagèrement pluvieux régnera en toutes régions : éclaircies et averses se succéderont. On peut craindre encore quelques orages sur les Alpes.

Les températures seront celles de la veille, mais à part une légère baisse des minima en Méditerranée.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 16-7 à 6 heures TU et le 17-7-1987 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	TOULOUSE	LYONS	PARIS	STRASBOURG
25 19	25 19	25 19	25 19	25 19	25 19
22 18	22 18	22 18	22 18	22 18	22 18
19 17	19 17	19 17	19 17	19 17	19 17
18 16	18 16	18 16	18 16	18 16	18 16
17 15	17 15	17 15	17 15	17 15	17 15
16 14	16 14	16 14	16 14	16 14	16 14
15 13	15 13	15 13	15 13	15 13	15 13
14 12	14 12	14 12	14 12	14 12	14 12
13 11	13 11	13 11	13 11	13 11	13 11
12 10	12 10	12 10	12 10	12 10	12 10
11 9	11 9	11 9	11 9	11 9	11 9
10 8	10 8	10 8	10 8	10 8	10 8
9 7	9 7	9 7	9 7	9 7	9 7
8 6	8 6	8 6	8 6	8 6	8 6
7 5	7 5	7 5	7 5	7 5	7 5
6 4	6 4	6 4	6 4	6 4	6 4
5 3	5 3	5 3	5 3	5 3	5 3
4 2	4 2	4 2	4 2	4 2	4 2
3 1	3 1	3 1	3 1	3 1	3 1
2 0	2 0	2 0	2 0	2 0	2 0
1 -1	1 -1	1 -1	1 -1	1 -1	1 -1
0 -2	0 -2	0 -2	0 -2	0 -2	0 -2
-1 -3	-1 -3	-1 -3	-1 -3	-1 -3	-1 -3
-2 -4	-2 -4	-2 -4	-2 -4	-2 -4	-2 -4
-3 -5	-3 -5	-3 -5	-3 -5	-3 -5	-3 -5
-4 -6	-4 -6	-4 -6	-4 -6	-4 -6	-4 -6
-5 -7	-5 -7	-5 -7	-5 -7	-5 -7	-5 -7
-6 -8	-6 -8	-6 -8	-6 -8	-6 -8	-6 -8
-7 -9	-7 -9	-7 -9	-7 -9	-7 -9	-7 -9
-8 -10	-8 -10	-8 -10	-8 -10	-8 -10	-8 -10
-9 -11	-9 -11	-9 -11	-9 -11	-9 -11	-9 -11
-10 -12	-10 -12	-10 -12	-10 -12	-10 -12	-10 -12
-11 -13	-11 -13	-11 -13	-11 -13	-11 -13	-11 -13
-12 -14	-12 -14	-12 -14	-12 -14	-12 -14	-12 -14
-13 -15	-13 -15	-13 -15	-13 -15	-13 -15	-13 -15
-14 -16	-14 -16	-14 -16	-14 -16	-14 -16	-14 -16
-15 -17	-15 -17	-15 -17	-15 -17	-15 -17	-15 -17
-16 -18	-16 -18	-16 -18	-16 -18	-16 -18	-16 -18
-17 -19	-17 -19	-17 -19	-17 -19	-17 -19	-17 -19
-18 -20	-18 -20	-18 -20	-18 -20	-18 -20	-18 -20
-19 -21	-19 -21	-19 -21	-19 -21	-19 -21	-19 -21
-20 -22	-20 -22	-20 -22	-20 -22	-20 -22	-20 -22
-21 -23	-21 -23	-21 -23	-21 -23	-21 -23	-21 -23
-22 -24	-22 -24	-22 -24	-22 -24	-22 -24	-22 -24
-23 -25	-23 -25	-23 -25	-23 -25	-23 -25	-23 -25
-24 -26	-24 -26	-24 -26	-24 -26	-24 -26	-24 -26
-25 -27	-25 -27	-25 -27	-25 -27	-25 -27	-25 -27
-26 -28	-26 -28	-26 -28	-26 -28	-26 -28	-26 -28
-27 -29	-27 -29	-27 -29	-27 -29	-27 -29	-27 -29
-28 -30	-28 -30	-28 -30	-28 -30	-28 -30	-28 -30
-29 -31	-29 -31	-29 -31	-29 -31	-29 -31	-29 -31
-30 -32	-30 -32	-30 -32	-30 -32	-30 -32	-30 -32
-31 -33	-31 -33	-31 -33	-31 -33	-31 -33	-31 -33
-32 -34	-32 -34	-32 -34	-32 -34	-32 -34	-32 -34
-33 -35	-33 -35	-33 -35	-33 -35	-33 -35	-33 -35
-34 -36	-34 -36	-34 -36	-34 -36	-34 -36	-34 -36
-35 -37	-35 -37	-35 -37	-35 -37	-35 -37	-35 -37
-36 -38	-36 -38	-36 -38	-36 -38	-36 -38	-36 -38
-37 -39	-37 -39	-37 -39	-37 -39	-37 -39	-37 -39
-38 -40	-38 -40	-38 -40	-38 -40	-38 -40	-38 -40
-39 -41	-39 -41	-39 -41	-39 -41	-39 -41	-39 -41
-40 -42	-40 -42	-40 -42	-40 -42	-40 -42	-40 -42
-41 -43	-41 -43	-41 -43	-41 -43	-41 -43	-41 -43
-42 -44	-42 -44	-42 -44	-42 -44	-42 -44	-42 -44
-43 -45	-43 -45	-43 -45	-43 -45	-43 -45	-43 -45
-44 -46	-44 -46	-44 -46	-44 -46	-44 -46	-44 -46
-45 -47	-45 -47	-45 -47	-45 -47	-45 -47	-45 -47
-46 -48	-46 -48	-46 -48	-46 -48	-46 -48	-46 -48
-47 -49	-47 -49	-47 -49	-47 -49	-47 -49	-47 -49
-48 -50	-48 -50	-48 -50	-48 -50	-48 -50	-48 -50
-49 -51	-49 -51	-49 -51	-49 -51	-49 -51	-49 -51
-50 -52	-50 -52	-50 -52	-50 -52	-50 -52	-50 -52
-51 -53	-51 -53	-51 -53	-51 -53	-51 -53	-51 -53
-52 -54	-52 -54	-52 -54	-52 -54	-52 -54	-52 -54
-53 -55	-53 -55	-53 -55	-53 -55	-53 -55	-53 -55
-54 -56	-54 -56	-54 -56	-54 -56	-54 -56	-54 -56
-55 -57	-55 -57	-55 -57	-55 -57	-55 -57	-55 -57
-56 -58	-56 -58	-56 -58	-56 -58	-56 -58	-56 -58
-57 -59	-57 -59	-57 -59	-57 -59	-57 -59	-57 -59
-58 -60	-58 -60	-58 -60	-58 -60	-58 -60	-58 -60
-59 -61	-59 -61	-59 -61	-59 -61	-59 -61	-59 -61
-60 -62	-60 -62	-60 -62	-60 -62	-60 -62	-60 -62
-61 -63	-61 -63	-61 -63	-61 -63	-61 -63	-61 -63
-62 -64	-62 -64	-62 -64	-62 -64	-62 -64	-62 -64
-63 -65	-63 -65	-63 -65	-63 -65	-63 -65	-63 -65
-64 -66	-64 -66	-64 -66	-64 -66	-64 -66	-64 -66
-65 -67	-65 -67	-65 -67	-65 -67	-65 -67	-65 -67
-66 -68	-66 -68	-66 -68	-66 -68	-66 -68	-66 -68
-67 -69	-67 -69	-67 -69	-67 -69	-67 -69	-67 -69
-68 -70	-68 -70	-68 -70	-68 -70	-68 -70	-68 -70
-69 -71	-69 -71	-69 -71	-69 -71	-69 -71	-69 -71
-70 -72	-70 -72	-70 -72	-70 -72	-70 -72	-70 -72
-71 -73	-71 -73	-71 -73	-71 -73	-71 -73	-71 -73
-72 -74	-72 -74	-72 -74	-72 -74	-72 -74	-72 -74
-73 -75	-73 -75	-73 -75	-73 -75	-73 -75	-73 -75
-74 -76	-74 -76	-74 -76	-74 -76	-74 -76	-74 -76
-75 -77	-75 -77	-75 -77	-75 -77	-75 -77	-75 -77
-76 -78	-76 -78	-76 -78	-76 -78	-76 -78	-76 -78
-77 -79	-77 -79	-77 -79	-77 -79	-77 -79	-77 -79
-78 -80	-78 -80	-78 -80	-78 -80	-78 -80	-78 -80
-79 -81	-79 -81	-79 -81	-79 -81	-79 -81	-79 -81
-80 -82	-80 -82	-80 -82	-80 -82	-80 -82	-80 -82
-81 -83	-81 -83	-81 -83	-81 -83	-81 -83	-81 -83
-82 -84	-82 -84	-82 -84	-82 -84	-82 -84	-82 -84
-83 -85	-83 -85	-83 -85	-83 -85	-83 -85	-83 -85
-84 -86	-84 -86	-84 -86	-84 -86	-84 -86	-84 -86
-85 -87	-85 -87	-85 -87	-85 -87	-85 -87	-85 -87
-86 -88	-86 -88	-86 -88	-86 -88	-86 -88	-86 -88
-87 -89	-87 -89	-87 -89	-87 -89	-87 -89	-87 -89
-88 -90	-88 -90	-88 -90	-88 -90	-88 -90	-88 -90
-89 -91	-89 -91	-89 -91	-89 -91	-89 -91	-89 -91
-90 -92	-90 -92	-90 -92	-90 -92	-90 -92	-90 -92
-91 -93	-91 -93	-91 -93	-91 -93	-91 -93	-91 -93
-92 -94	-92 -94	-92 -94	-92 -94	-92 -94	-92 -94
-93 -95	-93 -95	-93 -95	-93 -95	-93 -95	-93 -95
-94 -96	-94 -96	-94 -96	-94 -96	-94 -96	-94 -96
-95 -97	-95 -97	-95 -97	-95 -97	-95 -97	-95 -97
-96 -98	-96 -98	-96 -98	-96 -98	-96 -98	-96 -98
-97 -99	-97 -99	-97 -99	-97 -99	-97 -99	-97 -99
-98 -100	-98 -100	-98 -100	-98 -100	-98 -100	-98 -100
-99 -101	-99 -101	-99 -101	-99 -101	-99 -101	-99 -101
-100 -102	-100 -102	-100 -102	-100 -102	-100 -102	-100 -102

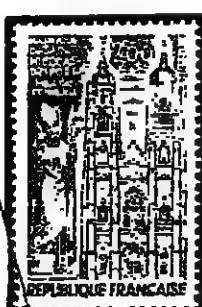
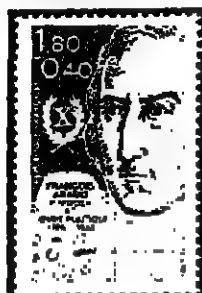
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PHILATÉLIE

Dessinateurs et graveurs de timbres

### Les Quillivic une famille d'artistes

L'atelier de René Quillivic est situé à quelques maisons du Grenier Goucourt, boulevard Montmorency à Paris, dans le quartier d'Auteuil. Cela fait maintenant près de vingt ans que René Quillivic, né en 1925 à Carpentras, dessine et grave des



timbres-poste. En vingt ans, près de deux cents timbres réalisés pour la France, Monaco ou le Bureau d'études des postes et télécommunications d'Outremer (Bepom). Son premier timbre français, la basilique Saint-Nicolas-de-Port à 2 F, fut émis le 12 octobre 1974.

Mais l'œuvre de René Quillivic ne se limite pas à cette activité philatélique. En 1947, il rencontre André

Lhôte puis travaille avec Fernand Léger pendant un an. Il obtient, en 1950, le premier second Grand Prix de Rome de gravure et séjourne à la Casa Velasquez à Madrid de 1952 à 1954. Ses recherches l'ont mené du décor monumental (décoration de piles de pont à Créteil, par exemple) à la médaille pour la Monnaie de Paris.

Son père, également prénommé René, fut l'un des membres fondateurs de la société des graveurs indépendants, le Trait. A noter qu'une de ses sculptures, un monument érigé en mémoire des résistants de l'île de Sein, figure sur un timbre gravé par Albert Decaris, émis le 7 avril 1962.

Sa mère était peintre. Son épouse, Claudine Bérthel, peint, grave et travaille régulièrement pour la Monnaie de Paris. Leur fils, Armand Quillivic, est élève des Beaux-Arts et semble suivre les traces familiales.

Très difficile de ne pas reconnaître un timbre dessiné et gravé par René Quillivic. Ce bouillant Breton fait partie de ces créateurs dont la personnalité jaillit, quelles que soient les contraintes que lui imposent les matériaux, les impératifs de la commande ou, pour le timbre, l'exigence du format. « On peut faire quelque chose de monumental qui tient dans un timbre, dit-il. Le phénomène d'échelle n'est pas lié à la taille. Cette notion d'échelle, Fernand Léger me l'a peut-être appris. Il la possédait énormément ».

PIERRE JULIEN.

Pour tout renseignement concernant cette rubrique, s'adresser au : Mondes des philatélistes, 24, rue Chancat, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-88.

Illustrations :  
timbres de  
René Quillivic  
et lithographie signée  
Claudine Bérthel.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 17 juillet 1987 :

UNE LOI  
N° 87-537 du 15 juillet 1987 autorisant l'approbation d'un accord international sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire.

UN DÉCRET  
N° 87-538 du 16 juillet 1987 relatif aux tarifs des transports publics urbains de voyageurs hors de la région Ile-de-France.

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde sans visa » page 14

PROCHAIN TIRAGE EN DIRECT SUR L'ÉLÉ	PROCHAIN TIRAGE EN DIRECT SUR L'ÉLÉ
8 20 25 26 27 47	8 20 25 26 27 47
43	43
5 800 000	5 800 000
12	12
257 095.00 F	257 095.00 F
11 290.00 F	11 290.00 F
140.00 F	140.00 F
10.00 F	10.00 F

## SCIENCES

### Découverte d'un couple de quasars

Des astronomes américains et européens viennent d'identifier un couple de quasars (Quasar Stellar Objects) situés à environ 12 milliards d'années-lumière (une année lumière égale 10 000 milliards de kilomètres) de la Terre. Dans un premier temps, ces chercheurs du Harvard-Smithsonian Center for Astrophysics, de l'European Southern Observatory, du National Radio Astronomy Observatory et de Berkeley, avaient pensé que ces deux quasars, découverts en décembre 1986, étaient l'image d'un même objet dédoublé par un mirage gravitationnel. Vérification faite, il n'en était rien. Les deux quasars étaient bien des objets distincts.

Depuis leur découverte voici vingt-cinq ans, plus de mille cinq cents quasars ont été répertoriés. Ce sont des objets extrêmement brillants, vraisemblablement situés aux confins de l'univers et dont on pense de plus en plus qu'ils sont des noyaux de galaxies lointaines bien qu'apparaissent ponctuels à l'observation. Les quantités impressionnantes de rayonnement qu'ils émettent dans une large gamme de longueurs d'ondes les rendent observables dans le domaine optique et radio.

## En filigrane

● Andorre. — L'administration postale française d'Andorre vient de mettre en vente trois timbres commémoratifs :

— Le Village de Ransol, émis le 15 juin. Ce timbre, d'une valeur faciale de 1,90 F, au format de 26 x 40 mm, a été des



siné par Hugues Sainson. Il est imprimé en héliogravure, en feuilles de vingt-cinq.

— Le Cheval, à 1,90 F, et le Papillon de nuit, à 2,20 F, dans la série « Nature », émis le 6 juillet. Ces deux timbres, au format de 26 x 40 mm, ont été dessinés par François Guoli. Ils sont tirés en héliogravure, en feuilles de vingt-cinq.

## Le Carnet du Monde

### Décès



## AFFAIRES

### La préparation du marché unique européen en 1992

La fusion des deux plus importantes compagnies aériennes britanniques, British Airways et British Caledonian, annoncée le 16 juillet, inaugure en Europe une période de concentrations et surtout de rapprochements entre les transporteurs. Avec près de 200 appareils, British Airways se rapproche un peu d'une « méga-compagnie » américaine comme Texas Air, qui aligne 650 avions. La France, qui présente la particularité, en Europe, de compter deux compagnies internationales (Air France et UTA), et une compagnie intérieure (Air Inter), peut-elle échapper à ce processus, alors que la RFA, l'Italie ou

l'Espagne ne possèdent qu'un seul transporteur ? M. Jacques Friedmann, président d'Air France (108 avions), semble se poser cette question lorsqu'il nous déclare : « Je ne peux que constater que les compagnies britanniques ont choisi, face à la concurrence américaine et asiatique et en prévision du marché unique européen de 1992, d'efforts et non de se concurrencer. » Cette concentration montre que les compagnies se préparent à la libéralisation du transport aérien en Europe. En raison de la question soulevée par l'Espagne sur la souveraineté territoriale de l'aéroport de Gibraltar, les ministres des transports de la

CEE n'avaient pu, à la fin du mois dernier, conclure un accord en forme de déréglementation partielle de l'aviation civile. M. Peter Sutherland, le commissaire européen chargé des affaires de concurrence, n'entend pas que la libéralisation des transports aériens soit suspendue à un différend bilatéral qui ne concerne pas la Communauté. Le représentant irlandais à Bruxelles, qui a joué un grand rôle dans les amendes infligées au groupe Usinor-Sacilor et à Boussac-Saint-Frères, entend, a-t-il déclaré au Monde, poursuivre son action comme il l'explique dans l'entretien qu'il nous a accordé.

## British Airways associée à British Caledonian détient 95 % du marché britannique

LONDRES  
de notre correspondant

Dans la City, au Parlement comme dans les milieux de l'aviation civile, on ne s'est pas encore remis de la surprise qu'a représentée le 16 juillet, l'annonce de la « fusion » de British Caledonian, deuxième compagnie aérienne britannique, avec British Airways pour le prix de 237 millions de livres.

Le secret avait été bien gardé, le gouvernement a reconnu devant la Chambre des communes n'avoir été prévenu du projet que la semaine dernière. On savait seulement que British Caledonian s'apprêtait de son avenir, notamment depuis que la compagnie avait dû avouer, en mars, de lourdes pertes, s'élevant durant l'exercice 1986-1987 à 25,5 millions de livres pour un chiffre d'affaires de 567 millions.

L'explication immédiate : la baisse, en 1986, du trafic sur l'Atlantique nord et vers le Proche-Orient, ainsi que vers l'Afrique, alors que ces deux derniers secteurs étaient vitaux pour British Caledonian. La direction avait été obligée en 1986 de supprimer d'un coup

neuf cents emplois (sur sept). Au printemps, British Caledonian avait entamé des contacts avec plusieurs compagnies aériennes, dont SAS, KLM, SABENA et Alitalia, en vue d'une association susceptible de donner à ces sociétés une dimension convenable pour faire face à une concurrence accrue, et aussi dans la perspective de la constitution d'un marché unique européen en 1992. Ces conversations n'ont pas abouti. Ce n'est que le mois dernier que des négociations très discrètes ont commencé avec British Airways, qui venait d'être privatisée avec succès en février et qui affiche une très bonne santé. British Airways a réalisé en 1986-1987 un profit de 162 millions de livres, plus élevé que prévu, malgré une année très moyenne.

Comment ne pas penser que Sir Adam Thomson, PDG de British Caledonian, est allé à Canossa ? Depuis six ans, la compagnie se soumettait à une condamnation au développement. British Caledonian n'avait cessé d'intervenir auprès du gouvernement Thatcher pour obliger British Airways à céder une part de son marché. En vain. Lord King ne cachait pas sa volonté de conserver un quasi-monopole.

Les deux anciens ennemis ont fait, jeudi, cause commune pour tenter de convaincre beaucoup de sceptiques que « fusion » ne signifiait pas « absorption ».

### Et la compétition ?

Lord King a souligné que ce regroupement permettrait à l'aviation civile britannique de consolider sa place dans le monde, surtout au moment où, les fusions se multipliant, se créent aux Etats-Unis des « méga-compagnies » qui représentent un « défi majeur ». Dans la City, les experts font remarquer que l'apport de British Caledonian à British Airways n'est pas aussi important que Lord King le prétend, étant donné la différence considérable de taille des deux compagnies. British Airways possède 164 appareils, contre 27 à British Caledonian, dessert 145 destinations (contre 38) ; elle a transporté en 1986 20 millions de passagers (contre 2,5 millions) et emploie 49 000 personnes (contre 7 000). Le poids financier de British Airways est évalué à 1 700 millions de livres, celui de British Caledonian à 230 millions.

D'autre part, dans la City comme en Parlement, on relève qu'une fois

de plus le gouvernement laisse battre en brèche l'un des grands principes du Thatcherisme, celui de « compétition », si souvent invoqué pour justifier le programme de privatisation. Comme dans le cas de la dénationalisation de British Telecom, celle de British Airways se traduit par le maintien d'une position largement dominante. Oubliée la « diversification » que prônait encore un Livre blanc du gouvernement sur le transport aérien voici seulement trois ans ! La direction de British Midlands, maintenant au deuxième rang par la taille des compagnies aériennes britanniques, a précisé, jeudi, avec colère que « désormais British Airways détient 95 % des licences d'exploitation... ». Les partis d'opposition ont demandé que l'accord entre British Airways et British Caledonian soit soumis au contrôle de la commission des monopoles, mais le gouvernement, qui est seul maître de la saisine de cette instance, s'est gardé de s'engager à provoquer un tel examen.

British Airways a annoncé que British Caledonian conserverait son nom, mais a laissé entendre que la fusion pourrait entraîner de nouvelles compressions de personnels.

FRANCIS CORNU.

## Le commissaire à la concurrence pousse à une libéralisation « minimum » du transport aérien

M. Peter Sutherland, commissaire européen chargé des affaires de concurrence, a accordé au Monde un entretien dans lequel il affirme vouloir poursuivre son action en vue d'une libéralisation « minimum » du transport aérien.

Après l'échec du 30 juin à Luxembourg des Douze, croyez-vous possible de relancer la procédure permettant d'adopter le projet d'accord ?

— Beaucoup d'efforts de conciliation ont été consentis, notamment par la délégation française pour convaincre les Espagnols de se montrer plus conciliants. Rien n'y a fait. Même si un dialogue intervenait rapidement sur Gibraltar — et aucun élément ne permet de le penser aujourd'hui — je ne crois pas qu'il faille relancer une procédure.

— Que pensez-vous donc proposer ?

— Avant le compromis des Douze, la Commission avait adressé des lettres aux compagnies nationales afin qu'elles retirent de leur accord les clauses contraires aux règles de concurrence du Marché commun. Le public ne comprendrait pas que je reste les bras croisés. Aussi ai-je invité les entreprises à reprendre la négociation afin d'aboutir à une libéralisation comparable à celle qui avait été convenue entre les ministres et que la Commission avait acceptée comme un minimum.

— Ne craignez-vous pas que certaines compagnies profitent de l'échec de Luxembourg pour revenir sur ce qui était pratiquement acquis ?

— C'est possible, mais j'ai la conviction que, même avec les compagnies avec lesquelles j'ai eu des difficultés dans le passé (1), la Commission aboutira à de bonnes solutions. De toute façon, nous pourrions toujours recourir auprès de la Cour européenne de justice pour faire respecter les règles de concurrence. Car nous ne pouvons admettre la division en régimes différents de l'espace aérien européen.

— Croyez-vous que l'accord de Luxembourg puisse s'appliquer tel quel par une simple négociation avec les entreprises ?

— Il y aura fatalement de petites différences. Ainsi nous pourrions obtenir de meilleures conditions pour les prix et les capacités alors que, s'agissant de l'accès aux marchés qui relève de la compétence des gouvernements membres, les résultats risquent d'être moins satisfaisants.

— Dans cette affaire qu'est-ce qui vous motive le plus : les entreprises ou les consommateurs ?

— Les compagnies aériennes ont besoin de plus de concurrence pour devenir efficaces face au défi des pays asiatiques et de l'Amérique du Nord. C'est la raison essentielle de mon action. L'avantage pour le consommateur est secondaire, mais il incite le pouvoir politique à répondre aux préoccupations du citoyen.

Propos recueillis par MARCEL SCOTTO.

(1) Il s'agit de Lufthansa, Olympic Airways et Alitalia (NDR).

## AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN EXPERT MACRO-ECONOMISTE AU SECRETARIAT D'ETAT CHARGÉ DU PLAN DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Dans le cadre du 2<sup>e</sup> projet assistance technique financé par l'Association internationale de développement (A.I.D.) il sera procédé au recrutement d'un expert macro-économiste chargé de mettre en place un service qui aura pour fonctions principales :

- la définition des méthodologies les plus importantes en matière de planification ;
- le suivi de la conjoncture économique et financière et la formulation de prévisions à court terme ;
- la définition des politiques économiques et financières à moyen terme et la formulation de prévisions à moyen terme.

### I. — Les termes de référence du poste

1. — Participer à la préparation de la programmation triennale du budget d'investissement et à la rédaction d'une note d'orientation ;
2. — participer à la définition de la méthodologie devant être utilisée pour l'élaboration du rapport d'exécution de la tranche annuelle du plan ;
3. — participer à la coordination et à l'animation des travaux de rédaction de ce rapport annuel ;
4. — participer à la définition d'indicateurs de conjoncture et à la mise en place d'instruments de collecte et d'interprétation des données ainsi recueillies ;
5. — participer à la rédaction de la note de conjoncture semestrielle ;
6. — rendre familiers à ses homologues, par une formation sur le tas et des contacts systématiques avec tous les services concernés, les principaux mécanismes macro-économiques.

### II. — Profil du candidat

1. — Maîtrise en sciences économiques ou diplôme équivalent ;
2. — bonne expérience (cinq ans minimum) de la planification en Afrique noire ;
3. — Expérience souhaitée dans le domaine du suivi de la conjoncture et de la prévision à court terme ;
4. — parfaite connaissance du français et bonne connaissance de l'anglais.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés à l'adresse suivante, le 30 août 1987 au plus tard :

Monsieur le coordonnateur national du projet assistance technique

Secrétariat d'Etat au plan - B.P. 696.

SAIGON (République Centrafricaine)

## Ankara annule le contrat de onze radars attribué à Thomson

M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, a convoqué, le 16 juillet, l'ambassadeur de Turquie en France, M. Faik Melek, pour lui faire part de sa surprise devant la décision prise par Ankara d'annuler le contrat de 400 millions de francs conclu avec le français Thomson-CSF pour la fourniture d'un système de radars destinés à la navigation aérienne civile du pays. M. Noir a demandé au gouvernement turc une explication officielle.

ISTANBUL  
de notre correspondant

Des trois sociétés concurrentes qui ont été avisées, le mercredi 15 juillet, de l'annulation de l'appel d'offres pour les radars de la couverture aérienne civile de Turquie, Thomson a été la plus surprise. L'affaire n'en était plus, en effet, pour elle, à l'étape de l'appel d'offres, mais bien de la signature du contrat, d'une valeur de près de 400 millions de francs pour onze radars, signature qui devait intervenir vendredi aux termes du protocole signé entre Thomson et la direction des aéroports civils et paré par le secrétaire d'Etat turc aux transports et le ministre français du commerce extérieur, M. Michel Noir, lors de sa visite à Ankara, au début de ce mois. La même direction des aéroports, qui a notifié l'annulation « pour raison de modification du cadre du projet », avait annoncé, début mai, l'adjudication du contrat à Thomson au terme d'une ultime négociation opposant la firme française à ses deux concurrentes, l'italienne Selenia et l'américaine Hughes (le Monde du 7 juillet).

L'intervention personnelle du premier ministre turc, M. Turgut Ozal, en faveur de Thomson avait été perçue du côté français comme un signe de la volonté turque de mettre fin à l'ostracisme visant depuis une dizaine d'années les entreprises françaises. Le vote par le Parlement européen d'une résolution condamnant la Turquie, entre autres sur la question arménienne, avait pourtant suscité des inquiétudes dans les milieux d'affaires français, à la veille de la visite de M. Noir. Mais

celui-ci semblait avoir trouvé le langage approprié pour dégager toute responsabilité française dans un vote auquel n'ont pris part que vingt-quatre parlementaires français.

### Un revirement « incompréhensible »

Cependant, les hommes d'affaires français installés en Turquie avaient été unanimes à souligner l'« incompréhension » d'un membre du gouvernement — en l'occurrence M. Carignon, ministre délégué à l'environnement, qui était supposé avoir signé un appel en faveur du vote de la résolution européenne à la veille de la visite d'un collègue en Turquie (1). Plusieurs d'entre eux n'excluent pas aujourd'hui que la concurrence s'en soit servie pour retourner contre l'entreprise française l'arme politique qui avait assuré son succès. Ils soulignent que les dix années de rupture entre la France et la Turquie ont développé des groupes de pression hostiles à la normalisation.

D'autres raisons sont avancées pour expliquer un revirement qualifié d'« incompréhensible » tant par des diplomates français que par des officiels turcs et, s'il devait se confirmer, de « regrettable » pour les deux parties par des banquiers et des industriels. Certaines sont d'ordre politique : l'exécution de contrats anciens de livraison d'armement aux Chypriotes grecs, — d'autres d'ordre technique, comme le refus attribué à Thomson de livrer des pièces particulièrement sophistiquées. En outre, le lancement prochain d'un important appel d'offres pour des radars militaires (2) ne laisse pas l'état-major indifférent à l'adjudication d'une couverture civile qu'il souhaite coordonnée avec la sienne.

MICHEL FARRÈRE.

(1) Le com de M. Carignon était apparu parmi les signataires d'un manifeste de solidarité franco-arménienne publié dans le Monde du 10 juin. Ce dernier avait clairement précisé, à la satisfaction semble-t-il de la partie turque, qu'il avait signé ce texte « strictement personnel et non en tant que ministre délégué à l'environnement. (Le Monde du 18 juin.)

(2) La société américaine Hughes a obtenu l'adjudication des radars de l'OTAN.

### Après Suez, Matra

## La routine de la privatisation

Le 16 juillet, le ministère de l'économie a lancé un appel d'offres pour le choix de la banque-conseil du gouvernement et du cabinet d'audit qui prépareront la privatisation du groupe Matra (détenu à 50,97 % par l'Etat), qui devrait avoir lieu à l'automne, après celle de Suez, prévue pour début octobre.

Dieu que la privatisation était jolée à l'été 1986 ! Conseillers de M. Balladur et de M. Cabanis — ancien ministre de la privatisation — bousillaient ferme alors. Entre eux d'abord, avec le président de la République ensuite, avec le Conseil d'Etat enfin, pour faire passer leur projet de dénationalisation. Aujourd'hui, c'est la routine. Tout juste si les services de M. Balladur ne s'amusent pas !

Les formules sont bien rodées, et chaque privatisé trouve OPV (offre publique de vente) à sa peinture sans que s'élève la moindre protestation. Quelle sera celle de Matra, dont le processus de privatisation est désormais officiellement engagé ? Ce sera le modèle Havas. Entendez par là « noyau dur » et « action spécifique ».

Le premier, baptisé « groupe d'actionnaires stables », dans le jargon administratif, est destiné, comme la formule l'indique, à garantir la stabilité d'une partie du capital pendant une période définie. La seconde permet à l'Etat de conserver une action lui donnant, pendant au maximum cinq ans, un droit d'agrément pour tout actionnaire qui souhaiterait prendre au moins 10 % du capital d'une société privatisée. Si le système du « noyau dur » est utilisé systématiquement depuis l'arbitrage, l'action spécifique, plus sélective, n'a jamais, sauf dans le cas d'Havas, été utilisée complètement. Introduite pour ELF, elle n'a servi que pour

une cession partielle de capital, et, dans le cas de Bull, son adoption ne concernait qu'une augmentation de capital.

Matra (14,45 milliards de chiffre d'affaires), première société d'armement à être privatisée, justifierait — aucune décision n'est pour l'instant prise — une combinaison. Car si le « noyau dur » rend plus coûteuse une tentative de prise de contrôle, il ne l'empêche pas comme le prouvent les manœuvres actuellement engagées sur le Crédit commercial de France, récemment privatisée. L'action spécifique reste le seul moyen d'empêcher provisoirement une attaque sur un secteur stratégique de l'industrie française. L'opération Matra n'en a suscité pas pour autant un grand intérêt que de Rivoli, où seuls les « poids lourds » semblent désormais présenter quelques attraits ou créer quelques inquiétudes.

Matra, dont seule la moitié du capital sera mise en vente — le reste est détenu par les salariés et diverses personnes physiques ou morales aux termes d'un accord secret passé en 1981 entre M. Jean-Luc Lagardère, président de Matra, et M. Pierre Mauroy, — ne passe que 4 milliards de francs en capitalisation boursière. Mais sa petite taille même, comme dans le cas d'Havas, favorise les convoitises étrangères, et mériterait sans doute que le gouvernement affine sa doctrine sur les secteurs dits stratégiques. Pour l'instant, le seul candidat officiellement intéressé est un « parent », en l'occurrence MMS, la holding communication (Hachette, Europe 1, etc.) contrôlée par MM. Lagardère et Floirat, qui vient de procéder à une augmentation de capital dans la perspective de participer à la privatisation de Matra...

CLAIRE BLANDIN.

صكنا من الاجل







## BOURSE DE PARIS

**16 JUILLET** Cours relevés à 17 h 34

Compan- ies	VALUES	Cross product	Primer cross	Deriver cross	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross product	Primer cross	Deriver cross	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross product	Primer cross	Deriver cross	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross product	Primer cross	Deriver cross	% +/-
1806	A.E. 1970	1009	1831	1831	+ 1.44	1100	Byer	1108	1119	1120	+ 1.08	1180	Bayer	1108	1119	1120	+ 1.08	1180	Bayer	1108	1119	1120	+ 1.08
1272	CARE 3%	4256	4256	4256	+ 0.12	1275	Bullfinch	137	137	140	+ 0.74	1275	Bullfinch	137	137	140	+ 0.74	1275	Bullfinch	137	137	140	+ 0.74
1174	CARE 3%	1281	1281	1281	+ 0.85	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	1128	1128	1128	+ 0.17	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	1258	1258	1258	+ 0.17	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	3010	3010	3010	+ 0.16	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	3010	3010	3010	+ 0.16	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	2270	2270	2270	+ 0.82	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	1240	1240	1240	+ 0.82	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	1376	1376	1376	+ 0.28	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	523	523	523	+ 0.59	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	523	523	523	+ 0.59	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	523	523	523	+ 0.59	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	523	523	523	+ 0.59	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	523	523	523	+ 0.59	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	523	523	523	+ 0.59	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	523	523	523	+ 0.59	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40
1267	C.C.P. 1%	523	523	523	+ 0.59	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40	1275	Care Mgmt.	248	248	248	+ 0.40

**Comptant** (selection)[illegible]**SICAV** (collection)[illegible]

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.P.-S.A.	1000		Deville	986	950	Metro Services	238,00	230	Amor	640	540
Air France	285	282	Dunlop-Rad. Cont.	325	322	MLSL	970	965	Calypso	411	380
Ayrol	730	720	Eclair-Bell	323	322	Mollet	200	205	Carly	455	
Compagnie Air. de Calc.	286	280	Elco S. Divers	725	720	Morin	200	205	C. Océan. Fossette	180	160
B.A.S.A.	720	720	Elysee Invenant	43 50	43	Nouveau Départ	200	205	Dalmeida Int. (Roux)	1030	1040
B.L.P.	723	720	Expend	840	830	Olivier-Lapointe	470	450	Derivet	210	205
Bouquet Technologies	1230	1230	Filigrant	710	700	Omn. Gen. Fis.	300	300	Hydro-Energie	320	320
Bulfinch	728	720	Guy	1190	1180	Pacifi. Stearns	230	230	Immob. (Mort. Mich.)	000	000
Bulfinch	1230	1230	Guy Dugard	930	930	Paradis	548	530	Industrie	1035	
Canal	948	950	L.C.C.	247	257	Perle	548	550	Métall	308	
Canal	2000	2020	OMA	245	245	Renaud	1500	1530	Morin	104	100
C.D.R.E.	1028	1030	RAF	318	315	St-Collins Emballage	1405	1405	Morin N.V.	104	100
C.F. Corp. Bldg.	2000	2000	M. Info.	318	315	St-Henri Matignon	217	212	St-Jean	320	320
C.E.R.O.	2005	2005	Int. Média Ser. (BIS)	234	230	S.C.P.M. M.	200	200	S.P.R.	500	500
C.E.P.E.P.	1225	1225	La Compagnie Rémo.	730	730	S.E.P.	232	232	Union	380	380
C.E.P.-Compagnie	355	355	Les Fils de Louis	320	320	S. S. S. S.	100	100	Union Réassurance	135	135
C.I.B.I.	985	985	Logi Parc de la	304	304	S.E.P.	1387	1380			
Chemin d'Orsay	640	635	Luxor	501	490	S.E.P. D'opt.	380	380			
C.N.I.M.	422	421	Mancini	400	400	Schindler	1030	1030			
Dalmeida Int.	330	330	Morin Immobilier	380	380	S.M.T.	400	394			
Dawson	2000	2000	Morin, Mich.	172	170	S. S. S. S.	1140	1140			
Dawson	2000	2000	Morin, Mich.	550	545	Valeurs de France	385	385			

**MINTEL**

**La gestion en direct  
de votre portefeuille personnel  
38.15 Taxes LEMONDE plus BOURSE**

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/7
	préc.	16/7	Achat	Vente			
Union (S 1)	8 156	8 108	5 870	6 370	Or de Bâle au baril	88500	88650
ECU	6 813	6 816			Or de San Iago	88650	88650
Italy (100 F)	332 800	333 100	324	341	Pièce Française (20 F)	514	519
Belgique (100 F)	16 048	18 063	18 000	16 500	Pièce Française (10 F)	385	380
Payes Bas (100 L)	236 720	236 550	287	307	Pièce italienne (20 L)	804	806
France (100 F)	236 720	236 720	287	307	Pièce italienne (20 L)	804	806
Monnaie (100 F)	91 140	91 180	87	94	Souverain	641	641
Comme-Strategie (C 1)	9 929	9 963	5 900	10 300	Pièce de 20 dollars	2385	2390
Or (100 grammes)	1 700 000	1 700 000			Pièce de 10 dollars	1457	1460
Or (100 grammes)	4 601	4 600	4 350	4 850	Pièce de 5 dollars	932	950
Suisse (100 L)	389 430	400 120	387	407	Pièce de 10 pesos	3236	3236
Spain (100 L)	36 590	36 520	32 900	36 500	Pièce de 10 pesos	3236	3236
Argentine (100 L)	87 343	87 380	82 700	87 300	Or Londres	448 25	448 30
Canada (100 L)	4 842	4 846	4 850	5 150	Or Hongkong	448 86	448 90
Portugal (100 L)	4 250	4 282	3 700	4 100	Argent Londres	7 64	7 76
France (100 L)	4 652	4 621	4 600	4 600			
France (100 L)	4 652	4 628	2 380	2 400			

## Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/7
	préc.	16/7	Achat	Vente			
Union (S 1)	8 156	8 108	5 870	6 370	Or de Baïle au baril	88500	86850
ECU	6 813	6 816			Or fin 1000	88650	86950
Italy (100 F)	332 890	333 100	324	341	Pièce Française (20 F)	514	519
Belgique (100 F)	16 048	18 063	18 000	16 500	Pièce Française (10 F)	385	380
Payes (100 B.)	236 728	236 550	287	307	Pièce indienne (20 F)	804	800
Canada (100 \$)	236 728	236 550	287	307	Pièce indienne (10 F)	326	313
Maroc (100 D.)	91 140	91 180	87	94	Souverain	641	641
Compte-Banque (C 1)	9 929	9 863	9 900	10 300	Pièce de 20 dollars	2386	2400
Orfin (100 grammes)	17 000	17 000			Pièce de 10 dollars	1457	1450
Orfin (100 grammes)	4 601	4 600	4 350	4 850	Pièce de 5 dollars	332	350
Suède (100 S.)	389 430	400 120	387	407	Pièce de 10 pesos	3236	3286
Suède (100 kr.)	36 590	36 520	32 900	36 500	Pièce de 5 pesos	628	629
Argentine (100 \$)	87 343	87 380	83 700	87 300	Or Londres	448 25	452 90
Argentine (100 p.)	4 842	4 846	4 850	5 150	Or Hongkong	448 68	453 20
Portugal (100 esc.)	4 250	4 282	3 700	4 100	Argent Londres	7 64	7 76
Portugal (100 esc.)	4 652	4 621	4 600	4 600			
Indonésie (100 rup.)	4 070	4 078	2 930	4 100			



